

Le Mouvement Desjardins enregistre des excédents de 285 M\$ pour le premier trimestre

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

	Aux et pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Résultats			
Revenu net d'intérêts	1 374 \$	1 424 \$	1 264 \$
Primes nettes	2 522	2 527	2 317
Autres revenus d'exploitation ⁽¹⁾	770	1 025	731
Revenus d'exploitation⁽¹⁾	4 666	4 976	4 312
Revenus (pertes) de placement ⁽¹⁾	56	(116)	1 352
Revenu total	4 722	4 860	5 664
Dotation à la provision pour pertes de crédit	324	113	109
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	2 083	1 426	3 118
Frais autres que d'intérêts	2 013	2 194	1 919
Impôts sur les excédents	17	192	117
Excédents avant ristournes aux membres	285 \$	935 \$	401 \$
Excédents rajustés avant ristournes aux membres⁽¹⁾	285 \$	626 \$	401 \$
Apport aux excédents combinés par secteurs d'activité⁽²⁾			
Particuliers et Entreprises	213 \$	686 \$	341 \$
Gestion de patrimoine et Assurance de personnes	(41)	285	133
Assurance de dommages	73	111	(81)
Autres	40	(147)	8
	285 \$	935 \$	401 \$
Retour aux membres et à la collectivité			
Ristournes aux membres	77 \$	80 \$	77 \$
Commandites, dons et bourses d'études	16	32	18
Programme Avantages membre Desjardins	11	10	10
	104 \$	122 \$	105 \$
Indicateurs			
Marge nette d'intérêt ⁽¹⁾	2,48 %	2,59 %	2,46 %
Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾	4,0	13,7	6,5
Rendement des capitaux propres rajusté ⁽¹⁾	4,0	9,2	6,5
Indice de productivité ⁽¹⁾	76,3	63,9	75,4
Indice de productivité rajusté ⁽¹⁾	76,3	71,1	75,4
Taux de dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾	0,63	0,22	0,23
Prêts dépréciés bruts/prêts et acceptations bruts ⁽¹⁾	0,56	0,56	0,58
Ratio de liquidité à court terme ⁽³⁾	125,0	130,2	122,5
Bilan et hors bilan			
Actif	326 919 \$	312 996 \$	304 002 \$
Prêts et acceptations nets	206 244	203 462	192 131
Dépôts	205 495	193 918	186 260
Capitaux propres	28 950	27 429	26 126
Biens sous administration ⁽⁴⁾	395 770	437 000	410 445
Biens sous gestion ⁽⁵⁾	63 435	67 553	61 794
Ratios de fonds propres et ratio de levier			
Ratio de fonds propres de la catégorie 1A	22,2 %	21,6 %	18,1 %
Ratio de fonds propres de la catégorie 1	22,2	21,6	18,1
Ratio du total des fonds propres	22,2	21,6	18,3
Ratio de levier	9,2	8,8	8,4
Autre renseignement			
Nombre d'employés	48 420	47 849	46 863

⁽¹⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

⁽²⁾ Le détail par poste est présenté à la note complémentaire 11 « Information sectorielle » des états financiers combinés intermédiaires.

⁽³⁾ Le résultat du ratio est présenté en fonction de la moyenne des données quotidiennes au cours du trimestre.

⁽⁴⁾ Les données de 2019 ont été redressées afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

⁽⁵⁾ Les biens sous gestion peuvent également être administrés par le Mouvement Desjardins. Le cas échéant, ils sont inclus dans les biens sous administration.

MESSAGE DE LA DIRECTION

Lévis, le 13 mai 2020 – Au terme du premier trimestre terminé le 31 mars 2020, le Mouvement Desjardins, premier groupe financier coopératif au Canada, a enregistré des excédents avant ristournes aux membres de 285 M\$, en baisse de 116 M\$, ou de 28,9 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2019. Les incidences financières négatives de la pandémie de COVID-19 expliquent cette diminution des excédents. Ces incidences incluent la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit découlant principalement de la détérioration importante des perspectives économiques, l'augmentation des provisions prises en assurance voyage faisant suite à l'annonce de mesures de restriction de voyage du gouvernement canadien, la hausse des provisions prises en assurance solde de crédit ainsi que la fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit. La croissance soutenue des activités du réseau des caisses ainsi que la bonne performance des activités du secteur Assurance de dommages, qui affiche une hausse des revenus de primes et une sinistralité favorable par rapport au premier trimestre de 2019, ont permis d'atténuer la baisse des excédents.

Ce résultat reflète la contribution du secteur Particuliers et Entreprises, qui s'est élevée à 213 M\$. Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes a connu un déficit de 41 M\$, tandis que le secteur Assurance de dommages a procuré un apport aux excédents de 73 M\$.

Le montant total retourné aux membres et à la collectivité a atteint 104 M\$ au premier trimestre de 2020, y compris une provision pour ristournes de 77 M\$, des remises sous forme de commandites, de dons et de bourses d'études de 16 M\$ et des montants versés par l'intermédiaire du programme Avantages membre Desjardins de 11 M\$, soit un montant total retourné aux membres et à la collectivité comparable à celui de la période correspondante de 2019.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le gouvernement canadien, par l'entremise de la Banque du Canada et de la SCHL, a déployé plusieurs initiatives de financement ayant pour objectif de soutenir le système financier canadien en préservant une source de financement aux entreprises. À l'instar des banques canadiennes, le Mouvement Desjardins s'est prévalu de ces programmes pour un montant de 8,9 G\$ à la fin mars et continue de participer à plusieurs de ces programmes au deuxième trimestre de 2020. Ces sources additionnelles de financement permettent au Mouvement de maintenir des niveaux de liquidités adéquats pour faire face aux incidences liées à cette pandémie.

Le Mouvement Desjardins maintient une très bonne capitalisation, en conformité avec les règles de Bâle III. Ainsi, ses ratios de fonds propres de la catégorie 1A et du total des fonds propres étaient de 22,2 % au 31 mars 2020, alors qu'ils étaient de 21,6 % au 31 décembre 2019.

« En mars dernier, le Québec et le Canada ont été mis en pause afin de limiter la propagation de la COVID-19. Desjardins a été l'une des premières institutions financières à mettre en place des mesures d'allègement pour ses membres et clients. Nous avons réussi à dégager un retour aux membres et à la collectivité de 104 M\$, et ce, malgré les incidences financières de la pandémie. Desjardins a su s'adapter rapidement à la situation à l'aide de ses multiples services en ligne et ses 38 000 employés en télétravail. Grâce à notre solidité financière, nous contribuerons à la relance des activités économiques et sociales notamment avec le Fonds du Grand Mouvement de 150 M\$ annoncé à la fin avril. Je tiens également à remercier nos membres, clients et nos employés pour leur courage et résilience en ces temps difficiles », a souligné le président et chef de la direction du Mouvement Desjardins, Guy Cormier.

Malgré les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers du Mouvement Desjardins pour le premier trimestre de 2020, le Mouvement Desjardins demeure une institution financière aux assises solides capable d'absorber les contrecoups d'un ralentissement économique.

INDEX DES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVULGATION ACCRUE DES RENSEIGNEMENTS

Le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (Enhanced Disclosure Task Force ou EDTF) mis sur pied par le Conseil de stabilité financière a publié, le 29 octobre 2012, un rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks* dans lequel il a émis 32 recommandations visant à rehausser la communication et la transparence de l'information sur les risques.

Les informations découlant des recommandations de l'EDTF sont présentées dans le rapport annuel 2019, le rapport financier intermédiaire du premier trimestre de 2020 ainsi que les documents *Informations financières complémentaires* et *Rapport au titre du troisième pilier*, qui sont disponibles sur le site Web du Mouvement, à l'adresse www.desjardins.com/a-propos/relations-investisseurs. Les documents *Informations financières complémentaires* et *Rapport au titre du troisième pilier* ne sont pas intégrés par renvoi à ce rapport de gestion.

Voici un sommaire des renseignements fournis en vertu des recommandations de l'EDTF ainsi que leur emplacement (numéro de page) :

Catégorie	Recom-mandation	Information à fournir	Rapport annuel 2019	Rapport financier intermédiaire	Informations financières complémentaires	Rapport au titre du troisième pilier
Général	1	Sommaire des informations en matière de risque	XII	Présente page		
	2	Glossaire des risques, des mesures de risques et des principaux paramètres	64-69, 235-242			19-21
	3	Principaux risques et risques émergents	53, 54, 60, 61, 69, 70, 87	27, 28, 38		
	4	Nouveaux ratios réglementaires	53-56, 87-93, 197, 198	27-30, 38, 41, 42	9	
Gouvernance des risques, gestion des risques et modèles d'affaires	5	Structure organisationnelle de la gestion des risques	66-69			
	6	Culture de gestion des risques	66-69			
	7	Risques inhérents au modèle d'affaires et appétit pour le risque	14, 31-43, 53, 56-58, 64-69			
	8	Simulations de crise	65			
Suffisance des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Exigences minimales de fonds propres réglementaires	53, 54	27, 28		6-8, 14
	10	Rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	55, 56, 197, 198	29, 30	6-8	6-10
	11	Évolution des fonds propres réglementaires	55, 56	29, 30	7	
	12	Gestion et planification du capital	53-56	26-30	6	
	13	Actifs pondérés en fonction des risques par secteurs d'activité	56-58, 69, 70		11, 12	5
	14	Ventilation des exigences de fonds propres par catégories de risques et par méthodes de calcul	56-58, 75, 83, 84	35, 36	11, 12	5
	15	Risque de crédit			27-38	5
	16	Évolution des actifs pondérés en fonction des risques par catégories de risques	58	30, 31	13-15	5
	17	Essais à rebours et validation des modèles de crédit	75		39	
Liquidité	18	Gestion des besoins de liquidités et réserve de liquidités	87-93	38-40		
Financement	19	Actifs grevés et non grevés	89, 91-93, 202-204	41, 42, 44, 45		
	20	Échéances contractuelles résiduelles des actifs, des passifs et des engagements hors bilan	91, 92, 204-208	42, 45-49		
	21	Sources et stratégies de financement	52, 87, 91, 92	26, 39, 42, 43		
Risque de marché	22	Rapprochement entre les mesures de risque de marché et le bilan	82, 83	34, 35		
	23	Facteurs de risque de marché	82-86, 179-182	33, 35-38		
	24	Hypothèses, limites et procédures de validation des modèles de risque de marché	83-85	35-37		
	25	Mesures de pertes extrêmes	53, 65, 83-85	35-37		
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit	51, 62, 63, 65, 75, 76, 78-81	25, 26, 33	10-12, 27-38, 43-46, 48, 50	13
	27	Politique de désignation des prêts dépréciés bruts	77, 121-141			
	28	Rapprochement des prêts dépréciés bruts et des provisions pour pertes de crédit	51, 77-80, 121-141, 154-161	25, 26, 32, 33, 69-75	44, 47	
	29	Risque de contrepartie lié aux produits dérivés	81, 184-193			
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit	76, 77, 81, 184-193		24-26	
Autres risques	31	Gestion des autres risques	56-58, 67-70, 93-97	30, 31		
	32	Événements publics ayant une incidence sur les risques	94, 202-204			

RAPPORT DE GESTION

Le Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins, Mouvement ou Desjardins) regroupe les caisses Desjardins du Québec et la Caisse Desjardins Ontario Credit Union Inc. (caisses), la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération) et ses filiales ainsi que le Fonds de sécurité Desjardins.

Le rapport de gestion, daté du 13 mai 2020, présente l'analyse des résultats et des principaux changements survenus dans le bilan du Mouvement Desjardins pour la période terminée le 31 mars 2020, par comparaison avec les périodes antérieures. Le Mouvement Desjardins publie l'information financière en respectant le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* prescrit par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM). Le Mouvement Desjardins n'est pas, sur une base combinée, un émetteur assujéti à ce règlement. Cependant, il a choisi d'appliquer les dispositions prévues dans ce dernier afin d'exprimer sa volonté de respecter les meilleures pratiques en matière de gouvernance financière. De l'information sur les contrôles et les procédures du Mouvement Desjardins est présentée à la section « Renseignements complémentaires » de ce rapport de gestion.

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers combinés intermédiaires résumés non audités (états financiers combinés intermédiaires), y compris les notes complémentaires, au 31 mars 2020 et le rapport annuel 2019 du Mouvement Desjardins (rapport annuel 2019), qui comprend le rapport de gestion et les états financiers combinés annuels audités (états financiers combinés annuels).

Des renseignements supplémentaires sur le Mouvement Desjardins sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com (sous le profil de Capital Desjardins inc.), où l'on trouve également la notice annuelle de la Fédération (sous le profil de la Fédération des caisses Desjardins du Québec). D'autres renseignements peuvent être obtenus sur le site Web du Mouvement Desjardins, à l'adresse www.desjardins.com/a-propos/relations-investisseurs. Aucune information présentée sur ces sites n'est intégrée par renvoi à ce rapport de gestion.

Les états financiers combinés annuels et intermédiaires ont été préparés par la direction du Mouvement Desjardins conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, qui ne diffèrent pas des IFRS. Les IFRS représentent les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Ces états financiers combinés intermédiaires du Mouvement sont établis selon l'International Accounting Standard (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. L'ensemble des méthodes comptables a été appliqué de la manière décrite à la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels.

Ce rapport de gestion a été préparé conformément aux règlements en vigueur des ACVM portant sur les obligations d'information continue. À moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers combinés annuels et intermédiaires du Mouvement Desjardins. Les symboles M\$ et G\$ sont utilisés pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

TABLE DES MATIÈRES

5 Mise en garde sur les énoncés prospectifs	25 Revue du bilan
6 Événements importants	25 Gestion du bilan
7 Mesures non conformes aux PCGR	25 Actif
11 Le Mouvement Desjardins en bref	26 Passif
11 Évolution du contexte réglementaire	26 Capitaux propres
13 Environnement économique et perspectives	26 Gestion du capital
	31 Arrangements hors bilan
14 Revue des résultats financiers	31 Gestion des risques
14 Incidence de transaction importante	31 Gestion des risques
14 Changements liés aux activités de paiement et de financement chez les commerçants en 2019	32 Risque de crédit
15 Analyse des résultats	33 Risque de marché
Comparaison des premiers trimestres de 2020 et de 2019	38 Risque de liquidité
16 Excédents	50 Information additionnelle liée à l'exposition à certains risques
16 Revenus d'exploitation	
17 Revenus de placement	50 Renseignements complémentaires
17 Revenu total	50 Contrôles et procédures
17 Dotation à la provision pour pertes de crédit	50 Information relative aux parties liées
17 Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	50 Méthodes comptables critiques et estimations
18 Frais autres que d'intérêts et indice de productivité	51 Modifications comptables futures
18 Impôts	
18 Résultats des secteurs d'activité	
18 Secteur d'activité Particuliers et Entreprises	
20 Secteur d'activité Gestion de patrimoine et Assurance de personnes	
22 Secteur d'activité Assurance de dommages	
23 Rubrique Autres	
24 Sommaire des résultats intermédiaires	

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les communications publiques du Mouvement Desjardins comprennent souvent des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Ce rapport de gestion comporte des énoncés prospectifs qui peuvent être intégrés à d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation du Canada ou à toute autre communication. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des observations concernant les objectifs du Mouvement Desjardins en matière de rendement financier, ses priorités, ses activités, l'examen de la conjoncture économique et des marchés ainsi que les perspectives concernant les économies québécoise, canadienne, américaine et mondiale. Ces énoncés se reconnaissent habituellement par l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir », de verbes conjugués au futur et au conditionnel ainsi que de mots et d'expressions comparables.

Par leur nature même, les énoncés prospectifs comportent des hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents de nature générale ou spécifique. Il est donc possible qu'en raison de plusieurs facteurs, les hypothèses formulées s'avèrent erronées, ou que les prédictions, projections ou autres énoncés prospectifs ainsi que les objectifs et les priorités du Mouvement Desjardins ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts et que les résultats réels en diffèrent sensiblement.

Divers facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté du Mouvement Desjardins et dont ce dernier peut difficilement prédire les répercussions, peuvent influencer, isolément ou collectivement, sur la justesse des énoncés prospectifs mentionnés dans ce rapport de gestion. Ces facteurs incluent ceux qui sont décrits dans la section 4.0 « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel 2019 du Mouvement et comprennent notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité, opérationnel, d'assurance, stratégique et de réputation, le risque juridique et réglementaire, le risque environnemental ou social et le risque lié aux régimes de retraite.

Citons également, à titre de facteurs pouvant influencer sur la justesse des énoncés prospectifs mentionnés dans ce rapport de gestion, des facteurs liés aux changements climatiques, à l'endettement des ménages et à l'évolution du marché immobilier, aux évolutions technologiques et réglementaires, à l'évolution des taux d'intérêt et aux incertitudes géopolitiques. De plus, mentionnons des facteurs liés aux conditions économiques et commerciales générales dans les régions où le Mouvement Desjardins exerce ses activités. Signalons aussi les facteurs liés aux cybermenaces, aux politiques monétaires, à l'exactitude et à l'intégralité des renseignements sur les clients et les contreparties, aux estimations comptables critiques et aux normes comptables appliquées par le Mouvement Desjardins, aux nouveaux produits et services destinés à maintenir ou à accroître les parts de marché du Mouvement Desjardins, à la concentration géographique, aux acquisitions et partenariats et aux cotes de crédit. Mentionnons aussi, les modifications aux lois fiscales, les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des particuliers, le recrutement et la rétention des talents liés à des postes clés, la capacité de mettre en œuvre le plan de relève du Mouvement Desjardins dans un délai raisonnable, l'incidence possible sur les activités de conflits internationaux, les crises sanitaires, comme les pandémies et les épidémies, incluant la pandémie de COVID-19, ou toute autre maladie similaire touchant l'économie locale, nationale ou mondiale, ainsi que la capacité de prévoir et de bien gérer les risques associés à ces facteurs malgré la présence d'un contexte de gestion rigoureuse des risques. Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis à la section 4.0 « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel 2019 du Mouvement.

Il importe de souligner que la liste des facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs figurant ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient avoir des répercussions sur les résultats du Mouvement Desjardins. Des renseignements supplémentaires sur ces derniers et d'autres facteurs sont fournis à la section 4.0 « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel 2019 du Mouvement.

Bien que le Mouvement Desjardins soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables et basées sur un fondement valable, il ne peut garantir qu'elles se concrétiseront ou se révéleront exactes. Le Mouvement Desjardins déconseille aux lecteurs de se fier indûment à ces énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, des attentes, des estimations ou des intentions qui y sont avancées explicitement ou implicitement. Les lecteurs qui se fient à ces énoncés doivent soigneusement tenir compte de ces facteurs de risque de même que des autres incertitudes et événements potentiels, incluant l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans ce document sont décrites à la section 1.5 « Environnement économique et perspectives » du rapport de gestion annuel 2019 du Mouvement. Ces hypothèses peuvent également être mises à jour dans les rapports de gestion trimestriels à la section « Environnement économique et perspectives ». Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par des organismes reconnus et fiables, les relations empiriques et théoriques entre les variables économiques et financières, le jugement d'experts ainsi que les risques haussiers et baissiers identifiés pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale.

Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport représentent le point de vue de la direction uniquement à la date des présentes et sont communiqués afin d'aider les lecteurs à comprendre et à interpréter le bilan du Mouvement Desjardins aux dates indiquées ou ses résultats pour les périodes terminées à ces dates ainsi que ses priorités et ses objectifs stratégiques tels qu'envisagés en date des présentes. Ces énoncés peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le Mouvement Desjardins ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qui peuvent être faits à l'occasion par lui ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Pandémie de COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie de COVID-19 et le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois. Le gouvernement du Canada a, quant à lui, instauré différentes mesures de protection au cours du premier trimestre de 2020. Dans la foulée des recommandations des autorités gouvernementales dans le contexte de la propagation de la COVID-19, le Mouvement Desjardins a mis en place plusieurs mesures de prévention et d'allègement.

Assemblées générales annuelles du Mouvement

Le conseil d'administration de la Fédération a notamment décidé de modifier la formule de ses assemblées générales annuelles (AGA) de 2020. Ainsi, la portion statutaire de l'AGA de la Fédération s'est tenue en mode virtuel le samedi 28 mars et les élections des membres du conseil d'administration et du conseil d'éthique et de déontologie ont été reportées. Par conséquent, les membres sortants de charge de ces deux instances demeurent en fonction. Le conseil d'administration de la Fédération a également demandé à toutes les caisses de reporter la tenue de leurs AGA à une date ultérieure. De ce fait, l'approbation du versement de la ristourne a donc été reportée compte tenu qu'elle doit être approuvée par les membres en assemblée.

Principales mesures d'allègement financier au bénéfice des membres et clients

Le 16 mars 2020, Desjardins a annoncé des mesures d'allègement pour ses membres et clients particuliers et entreprises qui auraient de la difficulté à faire face à leurs obligations financières en raison de la situation actuelle. Les solutions proposées aux membres et clients particuliers peuvent aller jusqu'à un allègement des paiements pour l'ensemble des produits de financement et l'octroi de crédit pour les membres et clients qui auraient un besoin urgent de liquidités. En complément à ces mesures et depuis le 6 avril 2020, Desjardins offre un prêt de dernier recours pouvant aller jusqu'à 3 000 \$ aux membres particuliers les plus touchés par la COVID-19. De plus, depuis le 8 avril 2020, Desjardins consent temporairement un taux d'intérêt annuel de 10,9 % aux membres et clients particuliers détenteurs de cartes de crédit Visa et MasterCard Desjardins ayant obtenu un report de paiement sur un produit de financement Desjardins. Pour les membres et clients entreprises, l'analyse des besoins se fait au cas par cas et pour y répondre, des mesures spéciales peuvent être adoptées. Par exemple, celles-ci peuvent inclure une révision temporaire des conditions de financement sur les marges de crédit, un moratoire de paiement du capital, une accélération du processus de décision, un report de paiement pour les produits de cartes de crédit et de financement Accord D ou encore un refinancement de certains actifs.

Diverses autres mesures d'allègement ont également été annoncées par Desjardins. Le 6 avril 2020, les filiales d'assurance de dommages du Mouvement Desjardins ont accordé à leurs assurés particuliers et entreprises qui sont en confinement une remise sur leur prime d'assurance auto. Notons aussi que les membres et clients qui sont à l'étranger et qui détiennent une assurance voyage Desjardins bénéficient d'un service d'assistance qui inclut notamment de l'aide pour la réservation de billets d'avion, du soutien en cas de soins de santé d'urgence ou une aide financière pour leurs frais de subsistance.

En date de début mai 2020, Desjardins avait reçu plus de 616 000 demandes de mesures d'allègement depuis le 16 mars dernier. De ce nombre, plus de 74 000 demandes concernent les reports de paiement sur les cartes de crédit, le financement Accord D ou les prêts automobiles. Du côté des prêts et marges de crédit, c'est également un total de près de 111 000 demandes qui a été reçu, dont plus de 89 000 en lien avec un prêt hypothécaire. En ce qui concerne les membres et clients entreprises, un total de plus de 23 000 demandes a été reçu. Finalement, plus de 408 000 demandes ont été reçues en assurance auto.

En complément à ces mesures, Desjardins a établi des partenariats avec les gouvernements du Québec et du Canada afin d'offrir des solutions aux membres et clients, notamment le programme fédéral de compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, le programme fédéral de prêts conjoints de la Banque de développement du Canada ainsi que le programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) avec Investissement Québec.

Mesures sociales et communautaires

Le Mouvement Desjardins a également fait l'annonce de plusieurs mesures d'hygiène et de protection afin de contribuer à limiter la propagation de la COVID-19 et ses effets. À ce titre, notons la réduction du nombre de points de service accessibles aux membres et clients, l'augmentation de la limite de paiement sans contact par carte de crédit et débit sur les terminaux de paiement Desjardins (TPV), la réduction des heures d'accessibilité physique dans les caisses Desjardins du Québec et de l'Ontario, la mise en place de mesures d'aide pour la clientèle jeunesse, la bonification de l'accompagnement de ses membres âgés de 70 ans et plus, un don de 475 000 \$ à des organismes communautaires répondant à des besoins essentiels et un don de masques de protection au gouvernement du Québec. Depuis le début de la crise, Desjardins a également fait différentes annonces afin de demander à ses membres et clients de limiter leurs déplacements et de favoriser la prestation de services à distance pour réaliser leurs transactions. Enfin, Desjardins a mis en place des mesures exceptionnelles afin d'assurer la continuité de ses services qui sont jugés comme essentiels vu la situation de la COVID-19. Dans ce contexte, aucune réduction de personnel ou mise à pied n'a été annoncée par Desjardins.

Afin de contribuer à la relance économique du Québec, Desjardins a mis de l'avant plusieurs initiatives pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat et ainsi aider les entreprises et organismes communautaires du Québec. Ces initiatives incluent la création du Fonds du Grand Mouvement de 150 M\$ et du Fonds C de 10 M\$, et un partenariat avec Google et Bonjour Startup Montréal pour une compétition d'innovation.

Incidence de la pandémie

Comme mentionné dans la section « Environnement économique et perspectives » de ce rapport de gestion, la pandémie a des effets perturbateurs dans les pays et les provinces canadiennes où la Fédération et le Mouvement Desjardins exercent des activités et sur l'économie mondiale plus généralement, tout en provoquant une volatilité accrue et une baisse des marchés financiers. Considérant aussi les mesures instaurées par Desjardins et compte tenu des mesures gouvernementales fédérales et provinciales mises en œuvre pour lutter contre la propagation du virus (y compris diverses mesures de distanciation sociale, la fermeture des commerces non essentiels, les restrictions de voyage, le confinement des ménages et les annulations de rassemblements et d'événements), les impacts de la pandémie de COVID-19 pourraient avoir une incidence négative sur la situation financière, la rentabilité, la réputation et les résultats d'exploitation du Mouvement Desjardins pour les prochains trimestres. Desjardins continue de surveiller l'évolution de la pandémie de COVID-19 et ses effets négatifs potentiels sur ses activités.

Le Mouvement Desjardins a publié le 2 mars 2020 ses objectifs et perspectives financiers pour 2020 dans son rapport de gestion annuel pour l'année terminée le 31 décembre 2019 et ceux-ci ne tenaient pas compte de l'incidence potentielle des perturbations liées à la pandémie de COVID-19. Vu l'incertitude et le risque engendrés par la COVID-19 pour l'économie locale, nationale et mondiale, ainsi que pour ses membres et clients et ses activités, le Mouvement Desjardins retire ses objectifs et perspectives financiers pour 2020 publiés à la section 1.4 « Orientations stratégiques et objectifs financiers » de son rapport de gestion annuel 2019.

Les incidences de la pandémie de COVID-19 sur les résultats financiers du Mouvement Desjardins pour le premier trimestre de 2020 se reflètent notamment par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit découlant principalement de la détérioration importante des perspectives économiques telles que la hausse du taux de chômage et la baisse du PIB, ainsi que par l'augmentation des provisions prises en assurance voyage faisant suite à l'annonce de mesures de restriction de voyage du gouvernement canadien amenant une hausse des volumes actuels et attendus de réclamations. Notons aussi la hausse des provisions prises en assurance solde de crédit ainsi que la fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit qui ont eu des incidences financières négatives sur les résultats financiers du premier trimestre de 2020.

Changements liés aux activités de financement chez les commerçants

Le 31 octobre 2019, le Mouvement Desjardins a annoncé qu'il mettra fin progressivement aux activités liées au financement Accord D chez le commerçant à compter du 1^{er} mai 2020. Ces activités étaient présentées dans le secteur Particuliers et Entreprises.

Achat d'un portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

Le 1^{er} février 2020, le Mouvement Desjardins, par l'entremise de la Fédération, a acquis auprès de La Capitale un portefeuille de prêts hypothécaires de qualité, pour un montant total de 474 M\$. Cette acquisition a permis au Mouvement Desjardins de consolider sa position comme leader dans le marché hypothécaire résidentiel au Québec.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Pour évaluer sa performance, le Mouvement Desjardins utilise des mesures conformes aux PCGR (IFRS) et diverses mesures financières non conformes aux PCGR. Les mesures financières non conformes autres que les ratios réglementaires et pour lesquelles il n'existe pas de définitions normalisées ne sont pas directement comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés et peuvent ne pas être directement comparables à toute mesure prescrite par les PCGR. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs, entre autres, pour l'analyse du rendement financier. Elles sont définies ci-après :

Actifs moyens – Prêts et acceptations moyens – Dépôts moyens – Capitaux propres moyens

Les soldes moyens de ces éléments sont utilisés comme mesures de croissance. Ils correspondent à la moyenne des montants présentés aux états financiers combinés à la fin des trimestres calculée à compter du trimestre précédant la période visée.

Excédents rajustés du Mouvement Desjardins avant ristournes aux membres

La notion d'excédents rajustés est utilisée afin d'exclure les éléments particuliers et ainsi de présenter la performance financière provenant des activités d'exploitation. Ces éléments particuliers se caractérisent comme étant non liés aux opérations, comme les acquisitions et dispositions.

Les excédents du Mouvement Desjardins avant ristournes aux membres sont rajustés afin d'exclure l'élément particulier suivant : le gain, net d'impôts, lié à la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico à Global Payments complétée le 31 décembre 2019.

Le tableau suivant présente la conciliation des excédents avant ristournes aux membres tels que présentés dans les états financiers combinés et les excédents rajustés tels que présentés dans le rapport de gestion.

(en millions de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Présentation des excédents avant ristournes aux membres selon les états financiers combinés	285 \$	935 \$	401 \$
Élément particulier, net d'impôts			
Gain lié à la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico	-	(309)	-
Présentation des excédents rajustés avant ristournes aux membres	285 \$	626 \$	401 \$

Excédents rajustés du secteur Particuliers et Entreprises avant ristournes aux membres

Les excédents du secteur Particuliers et Entreprises avant ristournes aux membres sont rajustés afin d'exclure l'élément particulier suivant : le gain, net d'impôts, lié à la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico à Global Payments complétée le 31 décembre 2019.

Le tableau suivant présente la conciliation des excédents du secteur Particuliers et Entreprises avant ristournes aux membres tels que présentés dans les états financiers combinés et les excédents rajustés avant ristournes aux membres tels que présentés dans le rapport de gestion.

(en millions de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Présentation des excédents du secteur Particuliers et Entreprises avant ristournes aux membres selon les états financiers combinés	213 \$	686 \$	341 \$
Élément particulier, net d'impôts			
Gain lié à la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico	-	(309)	-
Présentation des excédents rajustés du secteur Particuliers et Entreprises avant ristournes aux membres	213 \$	377 \$	341 \$

Indice de productivité et indice de productivité rajusté

L'indice de productivité est utilisé comme mesure d'efficacité. On établit ce ratio en divisant les frais autres que d'intérêts par le revenu total, déduction faite des frais de sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance. Le résultat est exprimé en pourcentage. Plus ce ratio est faible, meilleure est la productivité.

Le tableau suivant présente le calcul de l'indice de productivité tel que présenté dans le rapport de gestion.

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Frais autres que d'intérêts	2 013 \$	2 194 \$	1 919 \$
Revenu total	4 722	4 860	5 664
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	(2 083)	(1 426)	(3 118)
Revenu total excluant les sinistres	2 639 \$	3 434 \$	2 546 \$
Indice de productivité	76,3 %	63,9 %	75,4 %
Indice de productivité rajusté⁽¹⁾	76,3 %	71,1 %	75,4 %

⁽¹⁾ Prend en compte les éléments particuliers présentés à la sous-section « Excédents rajustés du Mouvement Desjardins avant ristournes aux membres » de la présente section.

Marge nette d'intérêt

La marge nette d'intérêt est utilisée comme mesure de rentabilité. Elle correspond au revenu net d'intérêts, exprimé en pourcentage de l'actif moyen portant intérêt.

Prêts dépréciés bruts/prêts et acceptations bruts

L'indicateur prêts dépréciés bruts/prêts et acceptations bruts est utilisé comme mesure de qualité du portefeuille de prêts. Il correspond aux prêts dépréciés bruts exprimés en pourcentage du total des prêts et acceptations bruts.

Le tableau « Prêts dépréciés bruts par catégories d'emprunteurs » du rapport de gestion fournit des renseignements plus détaillés sur cet indicateur.

Ratio des sinistres – Ratio des frais – Ratio combiné

Ces ratios sont utilisés comme mesure d'analyse de la performance des opérations du secteur Assurance de dommages.

Le ratio des sinistres correspond aux frais de sinistres, déduction faite de la réassurance, exprimés en pourcentage des primes nettes acquises et excluant l'ajustement fondé sur le rendement du marché. Ce dernier se définit comme étant l'incidence des fluctuations du taux d'actualisation sur les provisions pour sinistres et frais de règlement en fonction du changement du rendement fondé sur le marché des actifs qui appuient ces provisions.

Le ratio des sinistres est composé des ratios suivants :

- Ratio des sinistres pour l'exercice en cours : ratio des sinistres, à l'exclusion des frais de sinistres liés aux catastrophes et aux événements majeurs de l'exercice en cours ainsi que de l'évolution des sinistres des années antérieures, déduction faite de la réassurance y afférent, compte non tenu des primes de reconstitution, le cas échéant.
- Ratio des sinistres liés aux catastrophes et aux événements majeurs : ratio des sinistres considérant les frais de sinistres liés aux catastrophes et aux événements majeurs de l'exercice en cours, déduction faite de la réassurance et y compris l'incidence des primes de reconstitution, le cas échéant.
- Ratio de l'évolution des sinistres des années antérieures : ratio des sinistres considérant l'évolution des sinistres des années antérieures, déduction faite de la réassurance y afférent, compte non tenu des primes de reconstitution, le cas échéant.

Le ratio des frais correspond quant à lui aux frais d'exploitation exprimés en pourcentage des primes nettes acquises.

Le ratio combiné correspond à la somme du ratio des sinistres et du ratio des frais.

Le tableau suivant présente le calcul du ratio des sinistres, du ratio des frais et du ratio combiné tel que présenté dans le rapport de gestion.

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Primes nettes	1 377 \$	1 303 \$	1 184 \$
Primes nettes considérées au dénominateur des ratios	1 377 \$	1 303 \$	1 184 \$
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	1 042 \$	834 \$	1 101 \$
Ajustement fondé sur le rendement du marché (ARM)	(122)	25	(77)
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance excluant l'ARM	920 \$	859 \$	1 024 \$
Ratio des sinistres	66,8 %	65,9 %	86,5 %
Frais autres que d'intérêts	330 \$	320 \$	307 \$
Autres dépenses exclues du ratio des frais ⁽¹⁾	(3)	-	1
Frais d'exploitation	327 \$	320 \$	308 \$
Ratio des frais	23,7 %	24,6 %	26,0 %
Ratio combiné	90,5 %	90,5 %	112,5 %

⁽¹⁾ Provient principalement des frais de gestion de placements ainsi que de certains autres frais.

Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres rajusté

Le rendement des capitaux propres est utilisé comme mesure de rentabilité amenant de la création de valeur pour les membres et clients. Exprimé en pourcentage, il correspond aux excédents avant ristournes aux membres, à l'exclusion de la part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle, sur les capitaux propres moyens avant les participations ne donnant pas le contrôle.

Le tableau suivant présente le rapprochement du rendement des capitaux propres avec les excédents avant ristournes aux membres tel que présenté dans le rapport de gestion.

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Excédents avant ristournes aux membres	285 \$	935 \$	401 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	(13)	(20)	3
Part revenant au Groupe	272 \$	915 \$	404 \$
Capitaux propres moyens avant les participations ne donnant pas le contrôle	27 463 \$	26 442 \$	25 140 \$
Rendement des capitaux propres⁽¹⁾	4,0 %	13,7 %	6,5 %
Rendement des capitaux propres rajusté⁽¹⁾⁽²⁾	4,0 %	9,2 %	6,5 %

⁽¹⁾ Correspond à un calcul annualisé qui prend en compte le nombre de jours dans la période concernée.

⁽²⁾ Prend en compte les éléments particuliers présentés à la sous-section « Excédents rajustés du Mouvement Desjardins avant ristournes aux membres » de la présente section.

Revenus

Revenus d'exploitation

La notion des revenus d'exploitation est utilisée dans l'analyse des résultats financiers. Cette notion permet de présenter des données financières mieux structurées et facilite la comparabilité des activités d'exploitation d'une période à l'autre en excluant la volatilité des résultats propres aux placements eu égard notamment à l'importance des activités d'assurance de personnes et d'assurance de dommages pour lesquelles une très grande proportion des placements est comptabilisée à la juste valeur par le biais du résultat net. L'analyse des revenus du Mouvement Desjardins est donc expliquée en deux volets, soit les revenus d'exploitation et les revenus de placement, qui composent le revenu total. Cette mesure n'est pas directement comparable à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés.

Les revenus d'exploitation comprennent le revenu net d'intérêts provenant principalement du secteur Particuliers et Entreprises et de la rubrique Autres, les primes nettes et les autres revenus d'exploitation tels que les frais de service sur les dépôts et les paiements, les commissions sur prêts et cartes de crédit, les services de courtage et de fonds de placement, les honoraires de gestion et de services de garde, les revenus de change ainsi que les autres revenus. Ces postes, pris individuellement, correspondent à ceux qui sont présentés dans les états financiers combinés.

Revenus de placement

Quant aux revenus de placement, ils comprennent les revenus nets de placement sur les titres classés et désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, sur les titres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que sur les titres évalués au coût amorti et autres qui sont inclus au poste « Revenus nets de placement » de l'état combiné du résultat. Ils comprennent également l'ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance. Les activités d'appariement des filiales d'assurance de personnes et d'assurance de dommages, qui comprennent les variations de la juste valeur, les gains et pertes sur disposition et les revenus d'intérêts et de dividende sur les valeurs mobilières, sont présentées avec les revenus de placement étant donné que ces actifs soutiennent les passifs d'assurance dont les résultats sont comptabilisés dans les frais de sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance dans les états financiers combinés. Ces revenus de placement incluent également les variations de la juste valeur des placements du secteur Particuliers et Entreprises, comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le tableau suivant illustre la concordance des revenus totaux présentés dans le rapport de gestion et les états financiers combinés.

(en millions de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Présentation des revenus dans les états financiers combinés			
Revenu net d'intérêts	1 374 \$	1 424 \$	1 264 \$
Primes nettes	2 522	2 527	2 317
Autres revenus			
Frais de service sur les dépôts et les paiements	105	109	103
Commissions sur prêts et cartes de crédit	196	185	210
Services de courtage et de fonds de placement	240	226	214
Honoraires de gestion et de services de garde	150	155	140
Revenus (pertes) nets de placement ⁽¹⁾	(456)	(94)	1 519
Ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance	512	(22)	(167)
Revenus de change	46	12	14
Autres	33	338	50
Revenu total	4 722 \$	4 860 \$	5 664 \$
Présentation des revenus dans le rapport de gestion			
Revenu net d'intérêts	1 374 \$	1 424 \$	1 264 \$
Primes nettes	2 522	2 527	2 317
Autres revenus d'exploitation			
Frais de service sur les dépôts et les paiements	105	109	103
Commissions sur prêts et cartes de crédit	196	185	210
Services de courtage et de fonds de placement	240	226	214
Honoraires de gestion et de services de garde	150	155	140
Revenus de change	46	12	14
Autres	33	338	50
Revenus d'exploitation	4 666	4 976	4 312
Revenus (pertes) de placement			
Revenus (pertes) nets de placement ⁽¹⁾	(456)	(94)	1 519
Ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance	512	(22)	(167)
Revenus (pertes) de placement	56	(116)	1 352
Revenu total	4 722 \$	4 860 \$	5 664 \$

⁽¹⁾ Le détail de ce poste est présenté à la note complémentaire 10 « Revenu net d'intérêts et revenus (pertes) nets de placement » des états financiers combinés intermédiaires.

Taux de dotation à la provision pour pertes de crédit

Le taux de dotation à la provision pour pertes de crédit est utilisé comme mesure de qualité du portefeuille de prêts. Il correspond à la dotation à la provision pour pertes de crédit sur les prêts et acceptations bruts moyens.

Le tableau suivant présente le calcul du taux de dotation à la provision pour pertes de crédit tel que présenté dans le rapport de gestion.

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Dotation à la provision pour pertes de crédit	324 \$	113 \$	109 \$
Prêts bruts moyens	205 445	202 126	191 976
Acceptations brutes moyennes	231	282	152
Prêts et acceptations bruts moyens	205 676 \$	202 408 \$	192 128 \$
Taux de dotation à la provision pour pertes de crédit⁽¹⁾	0,63 %	0,22 %	0,23 %

⁽¹⁾ Correspond à un calcul annualisé qui prend en compte le nombre de jours dans la période concernée.

LE MOUVEMENT DESJARDINS EN BREF

Le Mouvement Desjardins est la coopérative financière la plus importante au Canada avec un actif de 326,9 G\$. Il regroupe, entre autres, 218 caisses au Québec en date du 31 mars 2020 et la Caisse Desjardins Ontario Credit Union Inc., la Fédération des caisses Desjardins du Québec et ses filiales ainsi que le Fonds de sécurité Desjardins. Plusieurs de ses filiales et composantes sont actives à l'échelle du Canada, tandis que la présence du Mouvement Desjardins est assurée aux États-Unis par Desjardins Bank, National Association. La Caisse Desjardins Ontario Credit Union Inc. est issue de la fusion de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc. et ses 11 caisses populaires membres. La fusion est devenue effective le 1^{er} janvier 2020.

Par l'intermédiaire de ses secteurs d'activité Particuliers et Entreprises, Gestion de patrimoine et Assurance de personnes et Assurance de dommages, le Mouvement propose à ses membres et clients une gamme complète de services financiers conçus pour répondre à leurs besoins. Au nombre des employeurs les plus importants au pays, le Mouvement Desjardins mise sur la compétence de plus de 48 400 employés et sur l'engagement de plus de 2 700 administrateurs.

La Fédération assume notamment les rôles de trésorier et de représentant officiel du Mouvement Desjardins auprès de la Banque du Canada et du système bancaire canadien.

ÉVOLUTION DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Le Mouvement Desjardins effectue un suivi rigoureux de la réglementation en matière de produits et de services financiers ainsi que de l'actualité en matière de fraude, de corruption, d'évasion fiscale, de protection des renseignements personnels, de recyclage des produits de la criminalité, de financement des activités terroristes et de sanctions économiques nationales et internationales afin d'atténuer toute répercussion défavorable sur ses activités, et il vise à respecter de saines pratiques en la matière. Des renseignements supplémentaires sont présentés dans la section « Contexte réglementaire » du rapport de gestion annuel 2019. La section « Gestion du capital » présente des renseignements supplémentaires sur l'évolution de la réglementation qui a trait au capital.

Règles relatives aux instruments de fonds propres

Le Mouvement Desjardins, en vertu de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* pour les coopératives de services financiers de l'AMF, est assujéti à des règles applicables aux instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de son capital réglementaire, ces règles étant par ailleurs similaires à celles énoncées par le BSIF applicables aux institutions financières canadiennes. Bien que le Mouvement Desjardins n'ait pas encore émis de tels titres visés par ces règles, la Fédération dispose de la capacité d'émettre des instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité sur les marchés canadien, américain et européen.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPCFAT)

La version finale des modifications de la LRPCFAT et de ses règlements, proposées en juin 2018, a été publiée dans la Gazette du Canada par le ministère des Finances du Canada, le 10 juillet 2019. Certaines modifications sont entrées en vigueur dès la publication officielle et les autres entrèrent en vigueur en juin 2020 et juin 2021. En février 2020, le Ministère des Finances du Canada a publié de nouvelles propositions de changements réglementaires, lesquelles ont été commentées par le Mouvement Desjardins. Le Mouvement continue d'analyser les différents changements réglementaires et implantera les ajustements requis, dont notamment les modifications à apporter aux systèmes de téléversements et de déclarations d'opérations importantes en espèces.

Loi de l'impôt sur le revenu – Parties XVIII (FATCA – Foreign Account Tax Compliance Act) et XIX (NCD – Norme commune de déclaration)

En novembre 2019, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a annoncé des changements réglementaires entrant en vigueur dès le 1^{er} janvier 2020. Ces changements ont été apportés aux documents d'orientation relativement à l'accord Canada – États-Unis pour un meilleur échange de renseignements fiscaux (FATCA) et à la Norme commune de déclaration (NCD). Bien que ces changements soient techniquement déjà entrés en vigueur, ils ne sont pas officiellement publiés. Une analyse des incidences est en cours et les tables de travail se poursuivent avec l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, l'Association canadienne du commerce des valeurs mobilières, l'Association des banquiers canadiens, l'Institut des fonds d'investissement du Canada et l'ARC.

Projets de réforme financière aux États-Unis

Les initiatives de réforme aux États-Unis en matière de réglementation financière, advenant leur concrétisation, pourraient avoir une incidence sur les institutions financières autres qu'américaines qui exercent des activités aux États-Unis, dont le Mouvement Desjardins. Le projet de déréglementation du Congrès et des autorités réglementaires américaines a été mis en marche notamment avec l'adoption d'une loi allégeant certaines règles prescrites par la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* et la proposition d'un projet de règlement simplifiant la « règle Volcker » ayant trait à la négociation pour compte propre et à la propriété des fonds de couverture. Le 20 août 2019, les régulateurs américains de la *Federal Deposit Insurance Corporation* et du *Office of the Comptroller of the Currency* ont approuvé les modifications apportées à la « règle Volcker ». Cette règle a par la suite été approuvée par la *Securities and Exchange Commission* et la *Commodity Futures Trading Commission* puis finalement par la Réserve fédérale américaine en octobre 2019. Ces modifications sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, et les institutions financières auront jusqu'au 1^{er} janvier 2021 pour s'y conformer. Le Mouvement Desjardins poursuit son analyse pour déterminer les incidences de ces modifications sur ses activités.

Protection de la confidentialité et de la sécurité des données

En raison de l'évolution rapide des technologies de l'information, la protection de la confidentialité et de la sécurité des données sont des domaines d'actualité. En mai 2019, le gouvernement du Canada a publié sa Charte du numérique qui énonce 10 principes qui devront guider l'action du gouvernement en matière de technologies de l'information, de données massives et d'intelligence artificielle. Les gouvernements canadien et québécois ont aussi annoncé leur intention de moderniser leurs lois respectives en matière de protection des renseignements personnels. En Europe, les autorités de contrôle chargées de l'application du *Règlement général sur la protection des données* ont imposé en 2019 des sanctions sévères à des organisations qui ont contrevenu aux obligations de cette réglementation. Aux États-Unis, l'État de la Californie a quant à lui adopté une loi contraignante en matière de protection des renseignements personnels qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. Le Mouvement anticipe l'adoption de règles plus strictes en matière de protection des renseignements personnels par les gouvernements canadien et québécois, notamment l'octroi de pouvoirs plus importants aux commissaires à la protection de la vie privée. Il effectue une vigie constante afin d'en mesurer les incidences potentielles sur ses activités.

Exigences de communication financière au titre du troisième pilier

Le Mouvement Desjardins continue de suivre l'évolution des modifications des exigences concernant la divulgation financière en vertu des normes mondiales élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ces exigences relatives au troisième pilier visent à accroître la comparabilité avec les autres institutions financières, la transparence et la communication en matière d'adéquation des fonds propres réglementaires et d'exposition aux risques. En décembre 2016, l'AMF a déposé une mise à jour de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* pour les coopératives de services financiers, qui inclut les dispositions révisées relatives au troisième pilier. Le Mouvement Desjardins publie un rapport au titre du troisième pilier, depuis le 31 décembre 2018, afin de s'y conformer. En octobre 2019, dans le cadre d'une consultation publique de l'AMF, les exigences relatives à la communication financière au titre du troisième pilier ont été retirées de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* pour faire l'objet d'un document distinct intitulé *Ligne directrice sur les exigences de communication financière au titre du troisième pilier*. Ce dernier est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020 et contient de nouvelles exigences qui abordent notamment le risque de liquidité, le risque opérationnel, le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire ainsi que les ajustements à l'évaluation de crédit. Il était prévu que ces exigences s'échelonnassent jusqu'au 1^{er} janvier 2022. Cependant, le 31 mars 2020, l'AMF a annoncé un report de la date d'entrée en vigueur de ces divulgations au 1^{er} trimestre de 2023 afin de permettre aux institutions financières d'optimiser la priorisation de leurs activités durant la crise de la pandémie de COVID-19. Le Mouvement Desjardins poursuit ses travaux afin de respecter ces nouvelles exigences.

Rapport sur le système d'assurance-automobile en Ontario

À la suite de la récente mise à jour économique du gouvernement ontarien concernant entre autres l'assurance de biens et les assurances générales, le régime d'assurance actuel subira une nouvelle révision. Le gouvernement a démontré, lors de cette mise à jour, une volonté de rendre le coût de l'assurance automobile plus abordable pour les conducteurs ontariens. Il est attendu qu'une première vague de changements soit implantée au courant de l'année. L'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF), le régulateur qui supervise désormais le régime financier de la province depuis juin 2019, examinera notamment comment les taux en assurance sont réglementés. L'ARSF se veut un organisme de réglementation moderne et innovant en mesure de suivre le rythme d'évolution rapide du marché, de l'industrie et des attentes des consommateurs. L'industrie de l'assurance au Canada, y compris le Mouvement Desjardins, travaille activement avec le gouvernement en place à une transition harmonieuse de l'ARSF ainsi qu'à cette nouvelle réforme du système d'assurance-automobile de l'Ontario.

Modernisation du système de paiement du Canada

Paiements Canada a lancé depuis 2016 un projet de modernisation du système de paiement du Canada. Ce projet complexe va s'échelonner sur plusieurs années et mobilise l'industrie financière, le gouvernement fédéral et Paiements Canada. Le Mouvement Desjardins continue de suivre l'évolution de ce projet et d'analyser les incidences potentielles et les avantages liés à cette modernisation du système de paiement et à l'émergence de nouvelles technologies de paiements.

Réformes axées sur le client

En octobre 2019, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) ont adopté de nouvelles obligations pour les conseillers et les firmes de courtage, appelées « réformes axées sur le client ». Ces nouvelles obligations portent notamment sur la connaissance du client et celle du produit, la convenance des recommandations et le traitement des conflits d'intérêts. Les ACVM ont également élaboré une nouvelle exigence fondamentale pour les personnes inscrites, soit de donner préséance aux intérêts des clients en matière de convenance. Le Mouvement Desjardins poursuit son analyse pour déterminer les incidences sur ses activités afin de se conformer dans les délais impartis. Les réformes axées sur le client sont en vigueur depuis le 31 décembre 2019 et leur mise en application s'échelonne sur une période de deux ans.

Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications

Au cours du trimestre, l'AMF a publié la version finale de la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés aux technologies de l'information et des communications* (TIC), s'appliquant, notamment, aux assureurs et aux coopératives de services financiers. Il est attendu que les institutions financières visées par cette ligne directrice mettent en œuvre les attentes de celle-ci d'ici le 23 janvier 2021. Compte tenu des modifications apportées par rapport au précédent projet de cette ligne directrice, le Mouvement continuera les travaux d'évaluation de son incidence, incluant notamment tout arrimage nécessaire au niveau des mécanismes de gestion des risques liés aux TIC.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET PERSPECTIVES

Économie mondiale

L'économie mondiale affichait des signes d'amélioration au tournant de l'année, grâce, entre autres, à la baisse des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. L'éclosion de la COVID-19 en Chine a toutefois changé la donne. Dans un premier temps, l'économie chinoise a connu de réelles difficultés, avec une baisse annualisée de 33,8 % de son PIB réel au premier trimestre. La baisse de la demande chinoise et les problèmes d'approvisionnement ont été les premières conséquences pour l'économie mondiale. Toutefois, la propagation du coronavirus vers de multiples autres pays jusqu'à devenir une réelle pandémie a entraîné des difficultés encore plus graves pour l'évolution de l'activité économique sur la planète. La chute du tourisme, la fermeture temporaire de plusieurs services, puis les nécessaires mesures sanitaires et de confinement suggérées ou imposées par les autorités publiques de plusieurs pays ont provoqué des baisses notables des PIB réels au premier trimestre, donc un recul annualisé de 14,4 % en zone euro. La situation devrait se détériorer encore plus au deuxième trimestre. La contraction totale de l'activité économique dépendra de la durée de ces mesures, de leur efficacité à freiner le nombre de cas de la COVID-19 et du succès des politiques de déconfinement. Une récession mondiale est prévue et les taux de chômage devraient augmenter considérablement dans plusieurs pays. Il pourrait aussi y avoir des effets de second tour sur l'économie par le biais de la détérioration de la confiance ou des baisses de revenus. Toutefois, un rebond de l'économie mondiale est prévu pour la deuxième moitié de 2020 et pour 2021 même si les niveaux d'activité prendront du temps avant de revenir à ceux d'avant la crise.

Les marchés financiers ont aussi amorcé 2020 sur une note positive, les places boursières poursuivant sur leur lancée des derniers mois de 2019. Initialement, l'éclosion de l'épidémie de COVID-19 en Chine n'a eu qu'un effet limité sur les marchés et plusieurs indices boursiers ont atteint un nouveau sommet à la mi-février. La propagation de l'épidémie en Europe et en Amérique a toutefois fait souffler par la suite un véritable vent de panique sur les marchés et plusieurs bourses ont connu l'une des corrections les plus marquées de leur histoire. Les cours pétroliers ont aussi chuté de façon spectaculaire. Les banquiers centraux ont rapidement réagi, la Réserve fédérale américaine (FED) et la Banque du Canada abaissant leurs taux directeurs de 150 points de base en mars pour les amener près de zéro. Les banques centrales ont aussi multiplié les programmes pour assurer le bon fonctionnement des marchés financiers et éviter une contraction du crédit, entre autres en injectant massivement des liquidités et en annonçant des programmes d'achats massifs de titres financiers. Les actions des banques centrales ont fait chuter les taux des obligations fédérales et ont semblé réussir à calmer les tensions financières à partir de la fin du mois de mars. Les places boursières ont tout de même enregistré l'une des pires contractions de leur histoire au premier trimestre de 2020.

Les banques centrales nord-américaines jugent maintenant avoir diminué leurs taux directeurs à leur plancher effectif et elles concentreront leurs efforts à assurer le bon fonctionnement des marchés financiers ainsi que des conditions financières favorables. Les taux directeurs nord-américains devraient ainsi demeurer stables pour plusieurs trimestres, ce qui favorisera le maintien de taux obligataires très faibles. Si les gouvernements et les banques centrales réussissent à limiter les conséquences financières de la crise actuelle pour les ménages et les entreprises, les bourses pourraient consolider leur récent rebond.

États-Unis

Aux États-Unis, l'économie se montrait plutôt vigoureuse au début de 2020. Les baisses de taux directeurs décrétées en 2019 ainsi que la trêve de la guerre commerciale avec la Chine appuyaient les marchés et la confiance des ménages et des entreprises. La multiplication des cas de la COVID-19 à partir de la mi-mars a toutefois changé la donne. Les mesures de confinement volontaires ou imposées ont amené une baisse de l'activité et même la fermeture temporaire de plusieurs entreprises. Le PIB réel a diminué de 4,8 % au premier trimestre à rythme annualisé, la pire baisse depuis 2009. Il s'est perdu rapidement des millions d'emplois et le taux de chômage devrait atteindre son plus haut niveau depuis les années 1940. La baisse du PIB réel devrait être encore plus profonde au deuxième trimestre de 2020, mais l'économie américaine devrait afficher un rebond dès le troisième trimestre et la croissance devrait être forte en 2021. Cette amélioration sera appuyée, entre autres, par le plan d'aide de 2 300 G\$ US approuvé par le Congrès et le président Trump ainsi que par les mesures mises en place par la FED.

Canada

Comme partout ailleurs, l'économie canadienne est fortement affectée par les effets néfastes de la pandémie de COVID-19. Or, la situation n'était déjà pas très bonne au Canada depuis l'automne dernier alors que plusieurs éléments perturbateurs temporaires ont affecté la production. Le quatrième trimestre de 2019 s'est d'ailleurs soldé par une hausse du PIB réel de seulement 0,3 % (à rythme annualisé). Une grève des employés du CN a fortement entravé le transport ferroviaire en novembre. L'industrie automobile canadienne a subi en octobre les répercussions d'une grève des employés américains de General Motors. Un bris d'un oléoduc en sol américain a entraîné des interruptions du transport du pétrole canadien en novembre. La persistance des tensions commerciales mondiales et les incertitudes associées aux négociations de dernière minute de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) ont aussi affecté la confiance des entreprises à l'automne.

Malheureusement, le rebond de l'économie canadienne initialement anticipé pour le début de l'année 2020 ne se produira pas. D'une part, le transport ferroviaire a de nouveau subi des interruptions en février avec des manifestations, ce qui a entravé les chaînes d'approvisionnement. D'autre part, les nombreuses mesures mises en place par les différents paliers gouvernementaux afin de limiter l'expansion de la pandémie de COVID-19 au pays ont d'importantes conséquences négatives sur l'économie canadienne depuis le mois de mars. L'industrie pétrolière canadienne se retrouve également au cœur de la tourmente avec la chute des prix du pétrole. Selon Statistique Canada, le PIB réel aurait reculé d'environ 2,6 % au premier trimestre, soit près de 10 % à rythme trimestriel annualisé. La chute du PIB réel devrait être encore plus importante au deuxième trimestre. L'amorce d'un déconfinement graduel un peu partout au pays laisse toutefois croire que le PIB réel pourrait retourner en territoire positif au troisième trimestre. La récupération de l'économie canadienne devrait cependant être lente et graduelle.

Québec

L'économie du Québec a perdu de la vitesse au dernier trimestre de 2019. Le PIB réel a connu une légère croissance de 0,5 % (à rythme annualisé), soit un rythme nettement moins rapide que celui avoisinant 2,5 % à 3,0 % aux trimestres précédents. Pour l'ensemble de 2019, la croissance économique a atteint 2,7 %, soit la troisième année consécutive avec un résultat supérieur à 2,5 %. Les dépenses de consommation des ménages ainsi que l'investissement résidentiel ont affiché un bon rythme l'an dernier. Le nombre de ventes de propriétés a franchi un nouveau record et la hausse des prix s'est accélérée à 5,2 % en 2019. Le début de 2020 a démarré en force et la situation de surchauffe s'est accentuée à Montréal et à Gatineau. En février, dans la province, la hausse annuelle des ventes a été supérieure à 25 % et celle des prix, au-delà de 10 %. Les mois de mars et d'avril seront évidemment teints d'une certaine paralysie du marché de l'habitation en raison des mesures appliquées par le gouvernement du Québec pour contenir la pandémie. Les dépenses de consommation seront aussi nettement plus faibles pendant cette période.

Ce printemps, l'économie du Québec a été frappée de plein fouet par les mesures de confinement généralisé imposées plus tôt qu'ailleurs au pays. La confiance des ménages a chuté davantage et le taux de chômage a bondi de 4,5 % en février à 8,1 % en mars, la plus forte hausse parmi les provinces. Les dommages devraient être plus importants en avril compte tenu de l'arrêt des activités non essentielles pendant une période plus longue qu'en mars, mais un rebond de l'économie est prévu dès le mois de mai. La récupération sera toutefois graduelle selon le plan de réouverture. Un niveau d'activité inférieur à celui d'avant la crise persistera d'ici la fin de 2021. Les entreprises connaîtront une période difficile d'ici le retour à la normale, mais les programmes d'aide gouvernementaux devraient atténuer les problèmes financiers. Chose certaine, la croissance de l'économie du Québec fera place à un repli important de l'activité, qui devrait être suivi d'un rebond lorsque les mesures de confinements seront levées.

REVUE DES RÉSULTATS FINANCIERS

INCIDENCE DE TRANSACTION IMPORTANTE

Changements liés aux activités de paiement et de financement chez les commerçants en 2019

Le 31 décembre 2019, le Mouvement Desjardins, par l'entremise de la Fédération, a complété la cession à Global Payments de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement Desjardins sous la marque Monetico, et a finalisé la mise en place, en date du 1^{er} janvier 2020, de l'entente de partenariat à long terme avec Global Payments, entreprise exerçant ses activités dans le secteur du paiement électronique. Aussi, le 31 octobre 2019, le Mouvement Desjardins a annoncé qu'il mettra fin progressivement aux activités liées au financement Accord D chez le commerçant à compter du 1^{er} mai 2020. Ces activités étaient présentées dans le secteur Particuliers et Entreprises.

Un gain de 309 M\$, net d'impôts, lié à la cession du portefeuille de commerçants, a été comptabilisé à l'état combiné du résultat de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Résultats financiers et indicateurs

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Résultats			
Revenu net d'intérêts	1 374 \$	1 424 \$	1 264 \$
Primes nettes	2 522	2 527	2 317
Autres revenus d'exploitation ⁽¹⁾			
Frais de service sur les dépôts et les paiements	105	109	103
Commissions sur prêts et cartes de crédit	196	185	210
Services de courtage et de fonds de placement	240	226	214
Honoraires de gestion et de services de garde	150	155	140
Revenus de change	46	12	14
Autres	33	338	50
Revenus d'exploitation⁽¹⁾	4 666	4 976	4 312
Revenus (pertes) de placement ⁽¹⁾			
Revenus (pertes) nets de placement	(456)	(94)	1 519
Ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance	512	(22)	(167)
Revenus (pertes) de placement⁽¹⁾	56	(116)	1 352
Revenu total	4 722	4 860	5 664
Dotation à la provision pour pertes de crédit	324	113	109
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	2 083	1 426	3 118
Frais autres que d'intérêts	2 013	2 194	1 919
Impôts sur les excédents	17	192	117
Excédents avant ristournes aux membres	285 \$	935 \$	401 \$
Excédents rajustés avant ristournes aux membres⁽¹⁾	285 \$	626 \$	401 \$
Apport aux excédents combinés par secteurs d'activité⁽²⁾			
Particuliers et Entreprises	213 \$	686 \$	341 \$
Gestion de patrimoine et Assurance de personnes	(41)	285	133
Assurance de dommages	73	111	(81)
Autres	40	(147)	8
	285 \$	935 \$	401 \$
Retour aux membres et à la collectivité			
Ristournes aux membres	77 \$	80 \$	77 \$
Commandites, dons et bourses d'études	16	32	18
Programme Avantages membre Desjardins	11	10	10
	104 \$	122 \$	105 \$
Indicateurs			
Marge nette d'intérêt ⁽¹⁾	2,48 %	2,59 %	2,46 %
Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾	4,0	13,7	6,5
Rendement des capitaux propres rajusté ⁽¹⁾	4,0	9,2	6,5
Indice de productivité ⁽¹⁾	76,3	63,9	75,4
Indice de productivité rajusté ⁽¹⁾	76,3	71,1	75,4
Taux de dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾	0,63	0,22	0,23

⁽¹⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

⁽²⁾ Le détail par poste est présenté à la note complémentaire 11 « Information sectorielle » des états financiers combinés intermédiaires.

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES DE 2020 ET DE 2019

Excédents

Pour le premier trimestre terminé le 31 mars 2020, le Mouvement Desjardins a enregistré des excédents avant ristournes aux membres de 285 M\$, en baisse de 116 M\$, ou de 28,9 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2019. Les incidences financières négatives de la pandémie de COVID-19 expliquent cette diminution des excédents. Ces incidences incluent la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit découlant principalement de la détérioration importante des perspectives économiques, l'augmentation des provisions prises en assurance voyage faisant suite à l'annonce de mesures de restriction de voyage du gouvernement canadien, la hausse des provisions prises en assurance solde de crédit ainsi que la fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit. La croissance soutenue des activités du réseau des caisses ainsi que la bonne performance des activités du secteur Assurance de dommages, qui affiche une hausse des revenus de primes et une sinistralité favorable par rapport au premier trimestre de 2019, ont permis d'atténuer la baisse des excédents.

Par sa nature de groupe financier coopératif, le Mouvement Desjardins a pour mission de contribuer au mieux-être économique et social des personnes et des collectivités, un rôle qu'il a poursuivi au premier trimestre de 2020 en maintenant le niveau de la provision pour ristournes à un montant comparable à 2019 malgré les incidences financières de la pandémie sur les résultats financiers du Mouvement.

- Montant total retourné aux membres et à la collectivité de 104 M\$, comparable à celui de la période correspondante de 2019.
 - Provision pour ristournes de 77 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2020, soit le même montant qu'au premier trimestre de 2019.
 - Remises sous forme de commandites, de dons et de bourses d'études de 16 M\$, comparativement à 18 M\$ pour la même période l'an dernier.
 - Montants versés par l'intermédiaire du programme Avantages membre Desjardins de 11 M\$, comparativement à 10 M\$ pour le premier trimestre de 2019.

Contribution des secteurs d'activité aux excédents :

- Particuliers et Entreprises : **apport de 213 M\$**, en baisse de 128 M\$, ou de 37,5 %, par rapport à celui réalisé à la même période en 2019.
 - Hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit découlant principalement de la détérioration importante des perspectives économiques à la suite de la pandémie de COVID-19.
 - Fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit au premier trimestre de 2020 liée à la pandémie de COVID-19.
 - En contrepartie, croissance soutenue des activités du réseau des caisses, liée notamment à la hausse du revenu net d'intérêt.
- Gestion de patrimoine et Assurance de personnes : **déficit net de 41 M\$**, comparativement à des excédents nets de 133 M\$ pour le trimestre comparatif, attribuable aux éléments suivants liés à la pandémie de COVID-19 :
 - À la suite de l'annonce de mesures de restriction de voyage du gouvernement canadien, augmentation des volumes actuels et attendus des demandes de réclamations engendrant une hausse des provisions prises en assurance voyage.
 - Incidence des marchés affectant défavorablement les fonds de placement garanti.
 - Hausse des provisions en assurance solde de crédit.
- Assurance de dommages : **apport de 73 M\$**, comparativement à un déficit net de 81 M\$ pour le trimestre comparatif de 2019.
 - Hausse des primes nettes.
 - Baisse de la charge de sinistres attribuable à la sinistralité moins importante qu'au trimestre comparatif de 2019.
 - En contrepartie, baisse des revenus de placement.
- **Rendement des capitaux propres de 4,0 %**, en diminution par rapport à celui de 6,5 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2019, en raison principalement de la baisse des excédents, comme expliqué précédemment.

Revenus d'exploitation

Les revenus d'exploitation se sont établis à 4 666 M\$, en hausse de 354 M\$, ou de 8,2 %, par rapport au premier trimestre de 2019.

Le revenu net d'intérêts correspond à la différence entre les revenus d'intérêts gagnés sur des éléments d'actif, comme des prêts et des valeurs mobilières, et les frais d'intérêts liés à des éléments de passif tels que des dépôts et des obligations subordonnées. Il est sensible aux variations des taux d'intérêt, aux stratégies d'approvisionnement en fonds et d'appariement de ces derniers ainsi qu'à la composition des instruments financiers portant ou non intérêt.

- **Revenu net d'intérêts de 1 374 M\$**, en hausse de 110 M\$, ou de 8,7%, découlant principalement de la croissance de l'encours moyen de l'ensemble du portefeuille de prêts et acceptations, notamment des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts à la consommation, des produits de cartes de crédit ainsi que des prêts aux moyennes et grandes entreprises.
- **Marge nette d'intérêt de 2,48 %** pour le trimestre terminé le 31 mars 2020, exprimée en pourcentage de l'actif moyen portant intérêt, en hausse de 2 points de base par rapport à la période correspondante de 2019.

Les primes nettes ont augmenté de 205 M\$, ou de 8,8 %, par rapport au premier trimestre de 2019, pour s'établir à 2 522 M\$ au 31 mars 2020.

Secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes

- **Primes nettes d'assurance et de rentes de 1 217 M\$**, en hausse de 20 M\$, ou de 1,7 %, en raison essentiellement des éléments suivants :
 - Hausse de 11 M\$ des primes provenant des rentes et de 7 M\$ de l'assurance individuelle.

Secteur Assurance de dommages

- **Primes nettes de 1 377 M\$**, en hausse de 193 M\$, ou de 16,3 %. Cette augmentation provient essentiellement des éléments suivants :
 - Croissance de la prime moyenne découlant des hausses tarifaires constatées au cours des douze derniers mois, lesquelles reflétaient la tendance du marché canadien de l'assurance de dommages.
 - Fin de la cession des primes sur les nouvelles affaires et renouvellements survenus après la date d'acquisition dans le cadre du traité de réassurance signé à l'acquisition des activités canadiennes de la State Farm Mutual Automobile Insurance Company (State Farm).
 - Accroissement du nombre de polices émises découlant de la croissance constatée depuis le trimestre comparatif dans l'ensemble des segments de marché et des régions.

Les autres revenus d'exploitation se sont élevés à 770 M\$, en hausse de 39 M\$, ou de 5,3 %, par rapport au premier trimestre de 2019, en raison principalement des éléments suivants :

- Hausse des revenus liée aux actifs sous gestion.
- Hausse des revenus provenant des activités de courtage en valeurs mobilières.

Cette augmentation a été contrebalancée, en partie, par les éléments suivants :

- Diminution des revenus à la suite de la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico.
- Augmentation plus importante qu'au premier trimestre de 2019 de la contrepartie éventuelle à payer dans le cadre de l'acquisition des activités canadiennes de State Farm découlant de l'évolution favorable des sinistres repris.

Revenus de placement

Les revenus de placement ont totalisé 56 M\$, en baisse de 1 296 M\$ par rapport au premier trimestre de 2019, essentiellement attribuables aux éléments suivants :

- Baisse provenant principalement de la fluctuation de la juste valeur des actifs associés aux activités d'assurance de personnes et soutenant les passifs.
 - Variation majoritairement attribuable aux changements de la juste valeur du portefeuille d'obligations découlant principalement de la variation des taux d'intérêt jumelée à un accroissement des écarts de crédit liés, en partie, à la situation de la pandémie de COVID-19.
 - Baisse compensée en grande partie par la variation des provisions techniques entraînant une diminution des charges liées aux sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance.
- Fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit au premier trimestre de 2020 liée à la pandémie de COVID-19.
- Diminution des revenus générés par les activités de négociation due à la volatilité des marchés financiers au premier trimestre de 2020.

Cette diminution a été en partie contrebalancée par les éléments suivants :

- Gains sur disposition de titres et de placements immobiliers supérieurs à ceux de 2019.
- Variation positive de la juste valeur des obligations appariées du secteur Assurance de dommages supérieure à celle constatée au trimestre comparatif, expliquée principalement par une baisse des taux d'intérêt sur le marché au premier trimestre de 2020 supérieure à celle enregistrée à la période correspondante de 2019. Rappelons que cette augmentation de la valeur des obligations a été compensée par une hausse similaire de la charge de sinistres en raison d'une stratégie d'appariement.

Revenu total

Le revenu total a atteint 4 722 M\$, en baisse de 942 M\$, ou de 16,6 %, par rapport à celui qui avait été enregistré pour la même période en 2019.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est élevée à 324 M\$, en hausse de 215 M\$, par rapport à la même période en 2019. La détérioration importante des perspectives économiques à la suite de la pandémie de COVID-19, telles que la hausse du taux de chômage et la baisse du PIB, a engendré une augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues. Pour plus de renseignements sur la méthodologie et les hypothèses utilisées pour l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues, se référer à la note complémentaire 5 « Prêts et provision pour pertes de crédit » des états financiers combinés intermédiaires.

Le Mouvement Desjardins a continué en 2020 de présenter un portefeuille de prêts de qualité.

- Taux de dotation à la provision pour pertes de crédit de 0,63 % pour le premier trimestre de 2020, en hausse par rapport à celui de 0,23 % pour la période correspondante de 2019. L'ajustement significatif de la provision liée à la pandémie tel qu'expliqué précédemment a eu un important effet à la hausse sur cet indicateur.
- Ratio des prêts dépréciés bruts exprimé en pourcentage du portefeuille total de prêts et acceptations bruts de 0,56 %, comparativement à 0,58 %, au 31 mars 2019.

Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance

Les charges liées aux sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance ont totalisé 2 083 M\$, en baisse de 1 035 M\$, ou de 33,2 %, par rapport au trimestre correspondant de 2019.

Secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes

- **Charge de sinistres de 1 041 M\$**, en baisse de 978 M\$. Cette variation est essentiellement attribuable aux éléments suivants :
 - Diminution de 1 198 M\$ des provisions techniques incluses dans le poste « Passifs des contrats d'assurance », qui comprend l'effet de la fluctuation à la baisse de la juste valeur des placements appariés.
 - En contrepartie, à la suite de l'annonce de mesures de restriction de voyage du gouvernement canadien, augmentation des volumes actuels et attendus des demandes de réclamations engendrant une hausse des provisions prises en assurance voyage.

Secteur Assurance de dommages

- **Charge de sinistres de 1 042 M\$,** en baisse de 59 M\$, ou de 5,4 %. Cette diminution provient des éléments suivants :
 - Ratio des sinistres de 66,8 % pour la période terminée le 31 mars 2020, alors qu'il était de 86,5 % pour la période correspondante en 2019.
 - Ratio attribuable à la sinistralité de l'exercice en cours inférieur à celui constaté à la période correspondante en 2019, soit 76,2 % comparativement à 89,7 %. Rappelons que le premier trimestre de 2019 avait été touché par des conditions météorologiques difficiles ayant contribué à l'augmentation de la fréquence des sinistres.
 - Évolution favorable plus importante au premier trimestre de 2020 des sinistres des années antérieures, (9,4 %), comparativement à (5,7 %).
 - Absence de catastrophes et événements majeurs au cours du premier trimestre de 2020, alors qu'au trimestre correspondant de 2019, quatre événements majeurs avaient été constatés.
- Cette diminution a été contrebalancée, en partie, par les éléments suivants :
- Croissance des affaires amenant une augmentation de la charge de sinistres.
 - Incidence défavorable de la baisse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer la provision pour sinistres supérieure à celle constatée à la période comparative, compensée par une hausse similaire des obligations appariées.
 - Hausse attribuable à l'effet du traité de réassurance signé dans le cadre de l'acquisition des activités canadiennes de State Farm.

Frais autres que d'intérêts et indice de productivité

- **Les frais autres que d'intérêts ont atteint 2 013 M\$,** en hausse de 94 M\$, ou de 4,9 %, comparativement au premier trimestre de 2019, essentiellement attribuable aux éléments suivants :
 - Hausse des salaires liée à la croissance des activités et à l'indexation.
 - Croissance des affaires amenant une augmentation des frais et effet du traité de réassurance signé dans le cadre de l'acquisition des activités canadiennes de State Farm pour le secteur Assurance de dommages.
 - Diminution, au premier trimestre de 2019, des provisions relatives au portefeuille de placement.
- **Indice de productivité à 76,3 % pour le premier trimestre de 2020,** comparativement à 75,4 % pour la période correspondante de 2019.

Impôts

- **Charge d'impôt sur les excédents avant ristournes aux membres de 17 M\$,** en baisse de 100 M\$ par rapport au premier trimestre de 2019.
 - Taux d'imposition effectif de 5,6 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2020, en baisse par rapport à celui de 22,6 % pour la période correspondante de 2019. Cette diminution est principalement expliquée par le recouvrement d'impôts plus élevé au premier trimestre de 2020 liés à la rémunération sur les parts de capital F.

RÉSULTATS DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

La présentation de l'information financière du Mouvement Desjardins est regroupée par activités. Celles-ci sont définies selon les besoins de ses membres et clients ainsi que des marchés dans lesquels il évolue, et elles reflètent son mode de gestion interne. Les résultats financiers du Mouvement Desjardins sont regroupés en trois secteurs d'activité, soit Particuliers et Entreprises, Gestion de patrimoine et Assurance de personnes et Assurance de dommages, auxquels s'ajoute une rubrique Autres. Cette section comprend l'analyse des résultats de chacun de ces secteurs. Au cours du premier trimestre de 2020, certains changements ont été apportés aux secteurs d'activité afin de refléter les décisions de la direction sur la façon dont chaque secteur est géré tel que mentionné dans les secteurs d'activité concernés.

Les transactions entre ces secteurs sont comptabilisées à la valeur d'échange, qui correspond au montant accepté par les différentes entités légales et unités d'affaires. Les conditions de ces opérations sont comparables à celles qui sont offertes sur les marchés financiers.

Des renseignements supplémentaires sur ces secteurs d'activité, portant particulièrement sur leur profil, leurs activités, la description de l'industrie à laquelle ils sont associés, leurs stratégies et leurs priorités pour 2020, sont fournis aux pages 31 à 43 du rapport de gestion annuel 2019.

Secteur d'activité Particuliers et Entreprises

Le secteur Particuliers et Entreprises est au centre des activités du Mouvement. À la faveur d'une offre intégrée et complète pour répondre aux besoins des particuliers, des entreprises, des institutions, des organismes à but non lucratif et des coopératives, le Mouvement Desjardins est un leader dans les services financiers au Québec et occupe une place sur l'échiquier des services financiers en Ontario.

Cette offre répond notamment aux besoins en matière de gestion financière au quotidien, d'épargne, de paiement, de financement, de services spécialisés, d'accès aux marchés des capitaux, de capital de développement, de transfert d'entreprises et de conseils et, par l'intermédiaire de son réseau de distribution, de produits d'assurance de personnes et de dommages.

De plus, les membres et clients peuvent compter sur l'accompagnement de la plus importante force-conseil au Québec, constituée de professionnels dévoués et présents à toutes les étapes de leur cycle de vie ou de leur parcours entrepreneurial.

Pour répondre aux attentes en constante évolution de ses membres et clients, le Mouvement Desjardins offre ses services à travers le réseau des caisses, de leurs centres Desjardins Entreprises et des centres Service Signature, ainsi que par l'intermédiaire de réseaux complémentaires et d'équipes spécialisées, par téléphone et Internet, et au moyen d'applications pour appareils mobiles et de guichets automatiques.

Les activités de Valeurs mobilières Desjardins inc. et de Gestion Placements Desjardins inc., telles que les activités de courtage en valeurs mobilières et de gestion privée, auparavant présentées dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes, se retrouvent dorénavant entièrement dans le secteur Particuliers et Entreprises depuis le premier trimestre de 2020, tandis que les activités de Fiducie Desjardins inc., telles que les activités de garde de valeurs et fiduciaires, auparavant présentées dans le secteur Particuliers et Entreprises, se retrouvent dorénavant entièrement dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes depuis le premier trimestre de 2020. Les données de 2019 ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à ces changements.

Le 31 décembre 2019, le Mouvement Desjardins, par l'entremise de la Fédération, a complété la cession à Global Payments de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement Desjardins sous la marque Monetico, et a finalisé la mise en place, en date du 1^{er} janvier 2020, de l'entente de partenariat à long terme avec Global Payments, entreprise exerçant ses activités dans le secteur du paiement électronique. Aussi, le 31 octobre 2019, le Mouvement Desjardins a annoncé qu'il mettra fin progressivement aux activités liées au financement Accord D chez le commerçant à compter du 1^{er} mai 2020.

Particuliers et Entreprises – résultats sectoriels

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019 ⁽¹⁾	31 mars 2019 ⁽¹⁾
Revenu net d'intérêts	1 239 \$	1 256 \$	1 143 \$
Autres revenus d'exploitation ⁽²⁾	643	987	623
Revenus d'exploitation⁽²⁾	1 882	2 243	1 766
Revenus (pertes) de placement ⁽²⁾	(21)	14	33
Revenu total	1 861	2 257	1 799
Dotation à la provision pour pertes de crédit	319	117	108
Frais autres que d'intérêts	1 259	1 287	1 231
Impôts sur les excédents	70	167	119
Excédents avant ristournes aux membres	213	686	341
Ristournes aux membres nettes de l'impôt recouvré	57	57	57
Excédents nets de la période après ristournes aux membres	156 \$	629 \$	284 \$
Excédents avant ristournes aux membres	213	686	341
Élément particulier, net d'impôts			
Gain lié à la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico	-	(309)	-
Excédents rajustés avant ristournes aux membres⁽²⁾	213 \$	377 \$	341 \$
Indicateurs			
Prêts et acceptations bruts moyens ⁽²⁾	200 878 \$	197 252 \$	186 965 \$
Dépôts moyens ⁽²⁾	165 436	158 565	150 404
Taux de dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽²⁾	0,64 %	0,24 %	0,23 %
Prêts dépréciés bruts/prêts et acceptations bruts ⁽²⁾	0,57	0,57	0,59

⁽¹⁾ Les données de 2019 ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

⁽²⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES DE 2020 ET DE 2019 – PARTICULIERS ET ENTREPRISES

- **Excédents avant ristournes aux membres de 213 M\$,** en baisse de 128 M\$ ou de 37,5 %. Cette baisse est essentiellement attribuable aux éléments suivants :
 - Hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit découlant principalement de la détérioration importante des perspectives économiques à la suite de la pandémie de COVID-19.
 - Fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit au premier trimestre de 2020 liée à la pandémie de COVID-19.
 - En contrepartie, croissance soutenue des activités du réseau des caisses, liée notamment à la hausse du revenu net d'intérêt.
- **Revenus d'exploitation de 1 882 M\$,** en hausse de 116 M\$, ou de 6,6 %.
 - Hausse du revenu net d'intérêts de 96 M\$ découlant principalement de la croissance de l'encours moyen de l'ensemble du portefeuille de prêts et acceptations de 13,9 G\$, depuis un an, notamment des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts à la consommation, des produits de cartes de crédit ainsi que des prêts aux moyennes et grandes entreprises.
 - Autres revenus d'exploitation de 643 M\$, en hausse de 20 M\$, ou de 3,2 %, en raison principalement des éléments suivants :
 - ♦ Hausse des revenus provenant des activités de courtage en valeurs mobilières.
 - ♦ Croissance des revenus de nouvelles émissions liés au marché de capitaux.
 - ♦ En contrepartie, diminution des revenus à la suite de la cession de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement sous la marque Monetico.

- **Pertes de 21 M\$, présentées sous la rubrique Revenus (pertes) de placement**, comparativement à des revenus de 33 M\$ constatés au trimestre comparatif, en raison essentiellement des éléments suivants :
 - Fluctuation défavorable de la juste valeur des instruments financiers dérivés due notamment à la volatilité des marchés financiers et des écarts de crédit au premier trimestre de 2020 liée à la pandémie de COVID-19.
 - Diminution des revenus générés par les activités de négociation due à la volatilité des marchés financiers au premier trimestre de 2020.
 - En contrepartie, hausse des gains sur la disposition de titres.
- **Revenu total de 1 861 M\$,** en hausse de 62 M\$, ou de 3,4 %.
- **Dotation à la provision pour pertes de crédit de 319 M\$,** en hausse de 211 M\$ par rapport à la même période en 2019. La détérioration importante des perspectives économiques à la suite de la pandémie de COVID-19, telles que la hausse du taux de chômage et la baisse du PIB, a engendré une augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues. Pour plus de renseignements sur la méthodologie et les hypothèses utilisées pour l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues, se référer à la note complémentaire 5 « Prêts et provision pour pertes de crédit » des états financiers combinés intermédiaires.
- **Frais autres que d'intérêts de 1 259 M\$,** en hausse de 28 M\$, ou de 2,3 %, essentiellement attribuable aux éléments suivants :
 - Croissance des activités de paiement, dont les frais liés au programme de récompenses, et croissance des activités de financement.
 - Progression des affaires, notamment celles des activités qui visent le rehaussement de l'offre de service aux membres des caisses et aux clients, entre autres celles liées au centre d'affaires en ligne et au centre de services partagés.

Secteur d'activité Gestion de patrimoine et Assurance de personnes

Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes regroupe différentes catégories d'offres de service visant à enrichir le patrimoine des membres et clients du Mouvement Desjardins et à les aider à protéger leur sécurité financière. Ces offres sont destinées aux personnes ou aux entreprises, tandis que les régimes collectifs d'assurance ou d'épargne répondent aux besoins des employés par l'entremise de leur entreprise, ou aux personnes faisant partie de tout autre groupe.

Ce secteur conçoit plusieurs gammes de protections d'assurance de personnes (vie et santé) et de produits en épargne et placements. Outre ses propres produits et services, il distribue des produits externes en épargne et placements ainsi que des produits en valeurs mobilières et en gestion privée. Ce secteur comprend également la gestion d'actifs pour la clientèle institutionnelle.

La diversité et l'étendue pancanadienne de ses réseaux de distribution comptent parmi les grandes forces du secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes. Ces réseaux incluent principalement des :

- employés du réseau des caisses et des centres Desjardins Entreprises;
- conseillers en sécurité financière attitrés aux membres des caisses;
- conseillers en placement et gestionnaires privés;
- agents exclusifs et partenaires indépendants;
- firmes d'actuaire-conseils et représentants en régimes collectifs.

Pour répondre aux besoins selon les préférences des membres et clients, certaines gammes de produits sont également offertes en direct par des centres de contact avec la clientèle, en ligne ou au moyen d'applications pour appareils mobiles. Les services en ligne sont en constante évolution pour bien répondre aux besoins changeants de la clientèle.

Les activités de Valeurs mobilières Desjardins inc. et de Gestion Placements Desjardins inc., telles que les activités de courtage en valeurs mobilières et de gestion privée, auparavant présentées dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes, se retrouvent dorénavant entièrement dans le secteur Particuliers et Entreprises depuis le premier trimestre de 2020, tandis que les activités de Fiducie Desjardins inc., telles que les activités de garde de valeurs et fiduciaires, auparavant présentées dans le secteur Particuliers et Entreprises, se retrouvent dorénavant entièrement dans le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes depuis le premier trimestre de 2020. Les données de 2019 ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à ces changements.

Gestion de patrimoine et Assurance de personnes – résultats sectoriels

(en millions de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019 ⁽¹⁾	31 mars 2019 ⁽¹⁾
Revenu net d'intérêts	3 \$	2 \$	3 \$
Primes nettes	1 217	1 291	1 197
Autres revenus d'exploitation ⁽²⁾	321	312	306
Revenus d'exploitation⁽²⁾	1 541	1 605	1 506
Revenus (pertes) de placement ⁽²⁾	(43)	(158)	1 170
Revenu total	1 498	1 447	2 676
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2	-	-
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	1 041	588	2 019
Frais autres que d'intérêts	524	528	492
Impôts sur les excédents	(28)	46	32
Excédents (déficit) nets de la période	(41)\$	285 \$	133 \$
Indicateurs			
Ventes nettes d'épargne	1 899 \$	853 \$	1 213 \$
Ventes d'assurance	122	93	202
Primes d'assurance collective	832	811	830
Primes d'assurance individuelle	222	236	215
Primes de rentes	163	244	152
Encaissements liés aux fonds distincts	765	617	536

⁽¹⁾ Les données de 2019 ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

⁽²⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES DE 2020 ET DE 2019 – GESTION DE PATRIMOINE ET ASSURANCE DE PERSONNES

- **Déficit net de 41 M\$,** comparativement à des excédents nets de 133 M\$ pour le trimestre comparatif, attribuable aux éléments suivants liés à la pandémie de COVID-19 :
 - À la suite de l'annonce de mesures de restriction de voyage du gouvernement canadien, augmentation des volumes actuels et attendus des demandes de réclamations engendrant une hausse des provisions prises en assurance voyage.
 - Incidence des marchés affectant défavorablement les fonds de placement garanti.
 - Hausse des provisions en assurance solde de crédit.
- **Revenus d'exploitation de 1 541 M\$,** en hausse de 35 M\$, ou de 2,3 %.
- **Primes nettes de 1 217 M\$,** en hausse de 20 M\$, ou de 1,7 %, en raison essentiellement des éléments suivants :
 - Hausse de 11 M\$ des primes provenant des rentes et de 7 M\$ de l'assurance individuelle.
- **Autres revenus d'exploitation de 321 M\$,** en hausse de 15 M\$, ou de 4,9 %, provenant principalement de la hausse des revenus liée aux actifs sous gestion.
- **Pertes de 43 M\$, présentées sous la rubrique Revenus (pertes) de placement,** comparativement à des revenus de 1 170 M\$ constatés au trimestre comparatif.
 - Baisse provenant principalement de la fluctuation de la juste valeur des actifs associés aux activités d'assurance de personnes et soutenant les passifs.
 - Variation majoritairement attribuable aux changements de la juste valeur du portefeuille d'obligations découlant principalement de la variation des taux d'intérêt jumelée à un accroissement des écarts de crédit liés, en partie, à la situation de la pandémie de COVID-19.
 - Baisse compensée en grande partie par la variation des provisions techniques entraînant une diminution des charges liées aux sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance.
 - Atténuée par des gains sur disposition de titres et de placements immobiliers supérieurs à 2019.
- **Revenu total de 1 498 M\$,** en baisse de 1 178 M\$, ou de 44,0 %.
- **Charge liée aux sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance de 1 041 M\$,** en baisse de 978 M\$. Cette variation est essentiellement attribuable aux éléments suivants :
 - Diminution de 1 198 M\$ des provisions techniques incluses dans le poste « Passifs des contrats d'assurance », qui comprend l'effet de la fluctuation à la baisse de la juste valeur des placements appariés.
 - En contrepartie, hausse des prestations essentiellement liée à l'augmentation des demandes de réclamations en lien avec la pandémie de COVID-19 comme mentionné précédemment.
- **Frais autres que d'intérêts de 524 M\$,** en hausse de 32 M\$, ou de 6,5 %, en raison, principalement des éléments suivants :
 - Diminution, au premier trimestre de 2019, des provisions relatives au portefeuille de placement.
 - Hausse des charges liée aux actifs sous gestion.

Secteur d'activité Assurance de dommages

Le secteur Assurance de dommages offre des produits d'assurance permettant aux membres et clients du Mouvement Desjardins de se prémunir contre les incidences d'un sinistre. Il comprend les activités de Desjardins Groupe d'assurances générales inc. et de ses filiales et propose partout au Canada une gamme de produits d'assurance automobile et de biens aux particuliers ainsi que des produits d'assurance aux entreprises. Ses produits sont distribués par l'entremise d'agents en assurance de dommages dans le réseau des caisses Desjardins du Québec, dans plusieurs centres de contact avec la clientèle et centres Desjardins Entreprises et par un réseau d'agents exclusifs, dont près de 500 agences en Ontario, en Alberta et au Nouveau-Brunswick. Ceux-ci distribuent de l'assurance de dommages ainsi que plusieurs autres produits financiers, par Internet et au moyen d'applications pour appareils mobiles.

Desjardins Groupe d'assurances générales inc., qui compte plus de trois millions de clients, commercialise ses produits à l'échelle canadienne auprès du marché des particuliers et des entreprises sous la marque Desjardins Assurances, et auprès du marché des groupes, comme les membres d'associations professionnelles et de syndicats et le personnel d'employeurs, sous la marque La Personnelle. Le Mouvement a achevé l'intégration des activités canadiennes de State Farm et offre dorénavant ses produits sous la marque Desjardins Assurances par l'entremise du réseau d'agents exclusifs.

Assurance de dommages – résultats sectoriels

(en millions de dollars et en pourcentage)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Primes nettes	1 377 \$	1 303 \$	1 184 \$
Autres revenus (pertes) d'exploitation ⁽¹⁾	(29)	(63)	(12)
Revenus d'exploitation⁽¹⁾	1 348	1 240	1 172
Revenus de placement ⁽¹⁾	114	68	135
Revenu total	1 462	1 308	1 307
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	1 042	834	1 101
Frais autres que d'intérêts	330	320	307
Impôts sur les excédents	17	43	(20)
Excédents (déficit) nets de la période	73 \$	111 \$	(81)\$
dont :			
Part revenant au Groupe	60 \$	91 \$	(78)\$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	13	20	(3)
Indicateurs			
Primes brutes souscrites	1 244 \$	1 316 \$	1 173 \$
Ratio des sinistres ⁽¹⁾	66,8 %	65,9 %	86,5 %
Ratio des sinistres pour l'exercice en cours ⁽¹⁾	76,2	76,4	89,7
Ratio des sinistres liés aux catastrophes et aux événements majeurs ⁽¹⁾	-	4,2	2,5
Ratio de l'évolution favorable des sinistres des années antérieures ⁽¹⁾	(9,4)	(14,7)	(5,7)
Ratio des frais ⁽¹⁾	23,7	24,6	26,0
Ratio combiné ⁽¹⁾	90,5	90,5	112,5

⁽¹⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES DE 2020 ET DE 2019 – ASSURANCE DE DOMMAGES

- **Excédents nets de 73 M\$,** comparativement à un déficit net de 81 M\$ pour le trimestre comparatif, attribuables aux éléments suivants :
 - Hausse des primes nettes.
 - Baisse de la charge de sinistres attribuable à la sinistralité moins importante qu'au trimestre comparatif de 2019.
 - En contrepartie, baisse des revenus de placement.
- **Revenus d'exploitation de 1 348 M\$,** en hausse de 176 M\$, ou de 15,0 %.
- **Primes nettes de 1 377 M\$,** en hausse de 193 M\$, ou de 16,3 %. Cette augmentation provient essentiellement des éléments suivants :
 - Croissance de la prime moyenne découlant des hausses tarifaires constatées au cours des douze derniers mois, lesquelles reflétaient la tendance du marché canadien de l'assurance de dommages.
 - Fin de la cession des primes sur les nouvelles affaires et renouvellements survenus après la date d'acquisition dans le cadre du traité de réassurance signé à l'acquisition des activités canadiennes de State Farm.
 - Accroissement du nombre de polices émises découlant de la croissance constatée depuis le trimestre comparatif dans l'ensemble des segments de marché et des régions.
- **Pertes de 29 M\$, présentées sous la rubrique Autres revenus (pertes) d'exploitation,** en hausse de 17 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation plus importante qu'au premier trimestre de 2019 de la contrepartie éventuelle à payer dans le cadre de l'acquisition des activités canadiennes de State Farm découlant de l'évolution favorable des sinistres repris.

- **Revenus de placement de 114 M\$,** en baisse de 21 M\$, ou de 15,6 %. Cette diminution provient des éléments suivants :
 - Résultats défavorables sur les instruments financiers dérivés alors que des résultats favorables étaient observés au trimestre comparatif.
 - Pertes nettes sur actions ordinaires supérieures à celles constatées au trimestre comparatif.
 - En contrepartie, variation positive de la juste valeur des obligations appariées supérieure à celle constatée au trimestre comparatif, expliquée principalement par une baisse des taux d'intérêt sur le marché au premier trimestre de 2020 supérieure à celle enregistrée à la période correspondante de 2019. Rappelons que cette augmentation de la valeur des obligations a été compensée par une hausse similaire de la charge de sinistres en raison d'une stratégie d'appariement.
- **Revenu total de 1 462 M\$,** en hausse de 155 M\$, ou de 11,9 %.
- **Charge de sinistres de 1 042 M\$,** en baisse de 59 M\$, ou de 5,4 %. Cette diminution provient des éléments suivants :
 - Ratio des sinistres de 66,8 % pour la période terminée le 31 mars 2020, alors qu'il était de 86,5 % pour la période correspondante en 2019.
 - Ratio attribuable à la sinistralité de l'exercice en cours inférieur à celui constaté à la période correspondante en 2019, soit 76,2 % comparativement à 89,7 %. Rappelons que le premier trimestre de 2019 avait été touché par des conditions météorologiques difficiles ayant contribué à l'augmentation de la fréquence des sinistres.
 - Évolution favorable plus importante au premier trimestre de 2020 des sinistres des années antérieures, (9,4 %), comparativement à (5,7 %).
 - Absence de catastrophes et événements majeurs au cours du premier trimestre de 2020, alors qu'au trimestre correspondant de 2019, quatre événements majeurs avaient été constatés.
 Cette diminution a été contrebalancée, en partie, par les éléments suivants :
 - Croissance des affaires amenant une augmentation de la charge de sinistres.
 - Incidence défavorable de la baisse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer la provision pour sinistres supérieure à celle constatée à la période comparative, compensée par une hausse similaire des obligations appariées.
 - Hausse attribuable à l'effet du traité de réassurance signé dans le cadre de l'acquisition des activités canadiennes de State Farm.
- **Frais autres que d'intérêts de 330 M\$,** en hausse de 23 M\$, ou de 7,5 %. Cette augmentation est attribuable aux éléments suivants :
 - Croissance des affaires amenant une augmentation des frais.
 - Effet du traité de réassurance, mentionné précédemment, sur les charges couvertes par celui-ci.
 - En contrepartie, réévaluation de la provision liée au programme de rémunération différée des Agents de Desjardins en raison de la hausse des taux d'actualisation.

Rubrique Autres

La rubrique Autres comprend l'information financière qui n'est pas particulière à un secteur d'activité. Elle inclut principalement les activités de trésorerie et celles qui ont trait à l'intermédiation financière entre les surplus ou besoins de liquidités des caisses. On y trouve également les résultats des fonctions de soutien offertes par la Fédération à l'ensemble du Mouvement dont les finances, l'administration, la gestion des risques, les ressources humaines, les communications et le marketing. Elle inclut aussi les activités de Capital Desjardins inc. ainsi que Groupe Technologies Desjardins inc., qui regroupe l'ensemble des activités relatives aux technologies de l'information du Mouvement. En plus des différents ajustements nécessaires à la préparation des états financiers combinés intermédiaires, les éliminations des soldes intersectoriels sont classées sous cette rubrique.

Rubrique Autres

(en millions de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019 ⁽¹⁾	31 mars 2019 ⁽¹⁾
Revenu net d'intérêts	132 \$	166 \$	118 \$
Primes nettes	(72)	(67)	(64)
Autres revenus (pertes) d'exploitation ⁽²⁾	(165)	(211)	(186)
Revenus (pertes) d'exploitation⁽²⁾	(105)	(112)	(132)
Revenus (pertes) de placement ⁽²⁾	6	(40)	14
Revenu (perte) total	(99)	(152)	(118)
Dotation (recouvrement) à la provision pour pertes de crédit	3	(4)	1
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	-	4	(2)
Frais autres que d'intérêts	(100)	59	(111)
Impôts sur les excédents	(42)	(64)	(14)
Excédents (déficit) nets de la période	40 \$	(147)\$	8 \$

⁽¹⁾ Les données de 2019 ont été reclassées afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

⁽²⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES DE 2020 ET DE 2019 – APPORT AUX EXCÉDENTS DE LA RUBRIQUE AUTRES

- **Excédents nets de 40 M\$**, comparativement à des excédents nets de 8 M\$ pour la période correspondante de 2019.
 - Recouvrement d'impôts plus élevé au premier trimestre de 2020 liés à la rémunération sur les parts de capital F.
 - En lien avec les activités de trésorerie, les variations de taux du marché ainsi que l'évolution des positions de couverture pour les activités d'appariement ont eu un effet défavorable sur le revenu net d'intérêt ainsi que sur les revenus de placement.
 - Diminution, au premier trimestre de 2019, des provisions relatives au portefeuille de placement.
 - Les frais autres que d'intérêts incluent des dépenses liées à la poursuite de projets stratégiques ayant une portée à l'échelle du Mouvement Desjardins et visant notamment l'amélioration des systèmes et des processus ainsi que la création de plateformes technologiques innovatrices liées principalement à la transformation numérique et à la sécurité de l'information. Cela permet d'améliorer l'expérience vécue par les membres et clients et d'accroître la productivité. Ils incluent également les versements liés au programme Avantages membre Desjardins.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Le tableau suivant présente un sommaire des renseignements se rapportant aux résultats des huit derniers trimestres du Mouvement Desjardins.

Résultats des huit derniers trimestres

(en millions de dollars)	2020	2019				2018		
	T1 ⁽¹⁾	T4 ⁽¹⁾	T3 ⁽¹⁾	T2 ⁽¹⁾	T1 ⁽¹⁾	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêts	1 374 \$	1 424 \$	1 372 \$	1 299 \$	1 264 \$	1 284 \$	1 286 \$	1 175 \$
Primes nettes	2 522	2 527	2 326	2 242	2 317	2 221	2 263	2 200
Autres revenus d'exploitation ⁽²⁾								
Frais de service sur les dépôts et les paiements	105	109	116	103	103	114	110	106
Commissions sur prêts et cartes de crédit	196	185	193	186	210	177	171	163
Services de courtage et de fonds de placement	240	226	223	223	214	211	216	223
Honoraires de gestion et de services de garde	150	155	146	141	140	130	147	138
Revenus de change	46	12	11	27	14	29	14	21
Autres	33	338	7	6	50	(21)	36	130
Revenus d'exploitation⁽²⁾	4 666	4 976	4 394	4 227	4 312	4 145	4 243	4 156
Revenus (pertes) de placement ⁽²⁾								
Revenus (pertes) nets de placement	(456)	(94)	605	1 045	1 519	45	(253)	308
Ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance	512	(22)	(13)	10	(167)	258	76	20
Revenus (pertes) de placement⁽²⁾	56	(116)	592	1 055	1 352	303	(177)	328
Revenu total	4 722	4 860	4 986	5 282	5 664	4 448	4 066	4 484
Dotations (recouvrement) à la provision pour pertes de crédit	324	113	154	(11)	109	89	100	80
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	2 083	1 426	2 258	2 361	3 118	1 821	1 375	1 727
Frais autres que d'intérêts	2 013	2 194	1 849	2 053	1 919	1 846	1 859	1 853
Impôts sur les excédents	17	192	155	187	117	114	162	147
Excédents avant ristournes aux membres	285	935	570	692	401	578	570	677
Ristournes aux membres nettes de l'impôt recouvré	57	57	60	58	57	43	53	53
Excédents nets de la période après ristournes aux membres	228 \$	878 \$	510 \$	634 \$	344 \$	535 \$	517 \$	624 \$
dont :								
Part revenant au Groupe	215 \$	858 \$	499 \$	616 \$	347 \$	527 \$	504 \$	613 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	13	20	11	18	(3)	8	13	11

⁽¹⁾ Les informations présentées pour les trimestres de 2020 et 2019 tiennent compte de l'IFRS 16, *Contrats de location*, adoptée au 1^{er} janvier 2019. Les données comparatives n'ont pas été retraitées. Pour plus de renseignements, se référer à la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels.

⁽²⁾ Voir la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

Les revenus, les charges et les excédents trimestriels avant ristournes aux membres varient en fonction de certaines tendances, notamment des fluctuations saisonnières, de la conjoncture économique en général et des conditions des marchés financiers. Les résultats du premier trimestre de 2020 ont été marqués par les incidences financières de la situation liée à la pandémie de COVID-19, tandis que les résultats du quatrième trimestre de 2019 ont été marqués par la cession à Global Payments de l'intégralité du portefeuille de commerçants bénéficiant des services offerts par le Mouvement Desjardins sous la marque Monetico, complétée le 31 décembre 2019. Les résultats du deuxième trimestre de 2018 ont été marqués quant à eux par la transaction impliquant Qtrade Canada Inc. et l'intérêt détenu dans l'entreprise associée Placements NordOuest & Éthiques SEC, complétée le 1^{er} avril 2018. Pour plus de renseignements sur les variations trimestrielles, se référer aux pages 47 et 48 du rapport de gestion annuel 2019.

REVUE DU BILAN

GESTION DU BILAN

Bilan combiné

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
Actif				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	9 614 \$	2,9 %	3 709 \$	1,2 %
Valeurs mobilières	62 232	19,0	59 693	19,1
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	10 565	3,2	10 032	3,2
Prêts et acceptations nets	206 326	63,2	203 462	65,0
Actif net des fonds distincts	15 363	4,7	17 026	5,4
Instruments financiers dérivés	6 190	1,9	4 246	1,4
Autres actifs	16 629	5,1	14 828	4,7
Total de l'actif	326 919 \$	100,0 %	312 996 \$	100,0 %
Passif et capitaux propres				
Dépôts	205 495 \$	62,9 %	193 918 \$	61,9 %
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	8 901	2,7	10 615	3,4
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	13 416	4,1	10 562	3,4
Instruments financiers dérivés	3 547	1,1	4 278	1,4
Passifs des contrats d'assurance	31 819	9,7	31 595	10,1
Passif net des fonds distincts	15 352	4,7	17 002	5,4
Autres passifs	18 040	5,5	16 199	5,2
Obligations subordonnées	1 399	0,4	1 398	0,4
Capitaux propres	28 950	8,9	27 429	8,8
Total du passif et des capitaux propres	326 919 \$	100,0 %	312 996 \$	100,0 %

Actif

L'actif total du Mouvement Desjardins totalisait 326,9 G\$ au 31 mars 2020, en hausse de 13,9 G\$, ou de 4,4 %, depuis le 31 décembre 2019. Cette progression s'explique en partie par l'augmentation de 5,9 G\$ de la trésorerie et des dépôts auprès d'institutions financières. De plus, les valeurs mobilières, y compris celles empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente ainsi que les prêts et acceptations nets, ont augmenté de 3,1 G\$ et de 2,9 G\$, respectivement.

La trésorerie et les dépôts auprès d'institutions financières du Mouvement Desjardins ont augmenté de 5,9 G\$ notamment à la suite des liquidités obtenues dans le cadre des initiatives de financement déployées par le gouvernement canadien, par l'entremise de la Banque du Canada et de la SCHL, dont l'objectif est de soutenir le système financier canadien dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Dans le cas des valeurs mobilières, y compris celles qui sont empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, elles ont augmenté de 3,1 G\$, ou de 4,4 % en raison de la progression des activités de marché, pour atteindre un volume de 72,8 G\$.

L'encours du portefeuille de prêts du Mouvement Desjardins, y compris les acceptations, net de la provision pour pertes de crédit, a progressé de 2,9 G\$, ou de 1,4 %.

Prêts et acceptations

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
Hypothécaires résidentiels	128 419 \$	62,0 %	126 757 \$	62,1 %
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	26 181	12,6	27 022	13,2
Aux entreprises et aux gouvernements	52 604	25,4	50 368	24,7
	207 204	100,0 %	204 147	100,0 %
Provision pour pertes de crédit	(878)		(685)	
Total des prêts et acceptations par catégories d'emprunteurs	206 326 \$		203 462 \$	

L'encours des prêts aux entreprises et aux gouvernements, y compris les acceptations, a progressé de 2,2 G\$, ou de 4,4 %. Les prêts hypothécaires résidentiels du Mouvement Desjardins ont augmenté de 1,7 G\$, ou de 1,3 %. Le Mouvement Desjardins a su profiter de la croissance de l'activité domiciliaire au Québec au début de 2020. Soulignons que le 1^{er} février 2020, le Mouvement Desjardins, par l'entremise de la Fédération, a acquis auprès de La Capitale un portefeuille de prêts hypothécaires de qualité, pour un montant total de 474 M\$. Quant aux prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers, leur encours est en baisse de 841 M\$, ou de 3,1 %, depuis la fin de 2019.

Des renseignements sur la qualité du portefeuille de crédit du Mouvement Desjardins sont présentés dans la section « Gestion des risques » aux pages 31 et 32 de ce rapport de gestion.

L'actif net des fonds distincts a diminué de 1,7 G\$, ou de 9,8 %, en raison de la baisse des marchés financiers.

L'actif d'instruments financiers dérivés a progressé de 1,9 G\$ en raison de la baisse significative des taux d'intérêt compensée en partie par une détérioration des conditions de marché.

Les autres actifs ont augmenté de 1,8 G\$, ou de 12,1 %, en raison de l'augmentation des sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières.

Passif

Le passif total du Mouvement Desjardins totalisait 298,0 G\$ au 31 mars 2020, en hausse de 12,4 G\$, ou de 4,3 %, depuis le 31 décembre 2019. Cette progression s'explique en grande partie par l'augmentation des dépôts.

L'encours des dépôts a progressé de 11,6 G\$, ou de 6,0 %. L'augmentation des dépôts aux entreprises et gouvernements, qui constituaient 44,3 % de son portefeuille total de dépôts à la même date, est en grande partie responsable de cette croissance. En effet, l'encours s'est accru de 9,5 G\$, ou de 11,6 %, en raison notamment de la croissance de ces dépôts dans les caisses. Les différentes émissions de titres, y compris le papier commercial et les obligations sécurisées, effectuées sur les marchés américain, canadien et européen, qui ont permis de soutenir la croissance des besoins de fonds du Mouvement Desjardins, sont en partie à l'origine de cette augmentation.

Dépôts

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
Particuliers	113 848 \$	55,4 %	111 665 \$	57,5 %
Entreprises et gouvernements	91 045	44,3	81 556	42,1
Institutions de dépôts	602	0,3	697	0,4
Total des dépôts	205 495 \$	100,0 %	193 918 \$	100,0 %

Dans le cas des dépôts des particuliers, qui constituaient 55,4 % de son portefeuille total de dépôts, leur encours a augmenté de 2,2 G\$ ou de 2,0 %. Les dépôts provenant des institutions de dépôts ont diminué de 95 M\$.

Les engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert et prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat ont augmenté de 1,1 G\$, ou de 5,4 %, pour atteindre un volume de 22,3 G\$.

Le passif d'instruments financiers dérivés a diminué de 731 M\$, ou de 17,1 %, en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les swaps.

Les passifs des contrats d'assurance du Mouvement Desjardins ont augmenté de 224 M\$, ou de 0,7 %.

Le passif net des fonds distincts a diminué de 1,7 G\$, ou de 9,7 %, en raison de la baisse des marchés financiers.

Les autres passifs ont augmenté de 1,8 G\$, ou de 11,4 %, en raison de l'augmentation des sommes à payer des clients, courtiers et institutions financières compensée en partie par la diminution des passifs nets au titre des régimes à prestations définies en raison de la hausse des taux d'actualisation.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont enregistré une hausse de 1,5 G\$, ou de 5,5 %, depuis le 31 décembre 2019 en raison principalement de la hausse de 1,5 G\$ des autres éléments du résultat global. Les excédents nets des trois premiers mois de 2020 après ristournes aux membres totalisant 228 M\$ ont aussi été une source de cette croissance.

Les notes complémentaires 22 « Capital social » et 23 « Capital-actions » des états financiers combinés annuels présentent des renseignements supplémentaires sur le capital social et le capital-actions du Mouvement Desjardins.

GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital est un élément essentiel de la gestion financière du Mouvement Desjardins. Elle a comme objectif d'assurer que le niveau et la structure de fonds propres du Mouvement Desjardins et de ses composantes respectent son profil de risque, son caractère distinctif et ses objectifs coopératifs. Elle doit également faire en sorte que la structure de fonds propres soit adéquate au regard de la protection des membres et clients, des attentes et des exigences des organismes de réglementation. De plus, elle doit optimiser la répartition des fonds propres et les mécanismes de circulation de ces derniers à l'interne de même que soutenir la croissance, le développement et la gestion des risques liés aux actifs du Mouvement Desjardins. Des renseignements supplémentaires sur le Cadre intégré de gestion du capital sont présentés dans la section « Gestion du capital » du rapport de gestion annuel 2019 du Mouvement.

Cadre réglementaire et politiques internes

La gestion du capital du Mouvement Desjardins est sous la responsabilité du conseil d'administration de la Fédération qui, pour le soutenir à cet égard, a mandaté le comité de direction, par l'entremise du comité de gestion Finances et Risques, pour veiller à ce que le Mouvement se dote d'une base de fonds propres adéquate considérant ses objectifs stratégiques et ses obligations réglementaires. La première vice-présidence Finances, Trésorerie et Administration prépare annuellement un plan de capitalisation qui lui permet de projeter l'évolution des fonds propres, d'élaborer des stratégies et de recommander des plans d'action permettant l'atteinte des objectifs et des cibles en matière de fonds propres.

Les situations actuelles et projetées révèlent que, globalement, le Mouvement Desjardins dispose d'une solide base de fonds propres lui permettant de se maintenir parmi les institutions financières les mieux capitalisées.

Les ratios de fonds propres réglementaires du Mouvement Desjardins sont calculés selon la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* pour les coopératives de services financiers émise par l'AMF (ligne directrice). Cette dernière tient compte du dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires (Bâle III) édicté par la Banque des règlements internationaux.

Dans ce cadre, un montant minimal de fonds propres doit être maintenu sur une base combinée par l'ensemble des composantes du Mouvement Desjardins. Certaines d'entre elles sont soumises à des exigences distinctes en matière de fonds propres réglementaires, de liquidités ou de financement, qui sont fixées par des organismes de réglementation régissant, entre autres, les banques, les assureurs et les valeurs mobilières. Le Mouvement Desjardins surveille et gère les exigences en matière de fonds propres de ces entités afin d'assurer l'utilisation efficace de ceux-ci et le respect continu de la réglementation applicable.

À cet effet, mentionnons que les filiales d'assurance de personnes sous juridiction provinciale sont assujetties à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* (ESCAP) émise par l'AMF. Quant aux filiales d'assurance de dommages sous juridiction provinciale, elles doivent respecter la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital* émise par l'AMF. Les filiales d'assurance de dommages sous juridiction fédérale doivent pour leur part respecter la *Ligne directrice sur le Test du capital minimal à l'intention des sociétés d'assurances multirisques fédérales* émise par le BSIF.

Aux fins du calcul des fonds propres, la société de portefeuille Desjardins Société financière inc., qui regroupe principalement les sociétés d'assurance, est déconsolidée et en partie déduite des fonds propres en vertu des règles relatives aux participations significatives énoncées dans la ligne directrice. La société de portefeuille Desjardins Société financière inc. est assujettie à la ligne directrice ESCAP émise par l'AMF.

Par ailleurs, la *Ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes* émise par l'AMF (ligne directrice sur la TLAC) est entrée en vigueur le 31 mars 2019. Ainsi, à compter du 1^{er} avril 2022, le Mouvement sera tenu de maintenir en tout temps une capacité minimale d'absorption des pertes composée de créances à long terme externes non garanties satisfaisant aux critères visés ou encore d'instruments de fonds propres réglementaires pour appuyer sa recapitalisation en cas de défaillance.

Conformément à la ligne directrice sur la TLAC, l'AMF s'attend à ce que le Mouvement Desjardins maintienne un ratio TLAC fondé sur les risques d'au moins 21,5 % des actifs pondérés en fonction du risque ainsi qu'un ratio de levier TLAC d'au moins 6,75 %, et ce, à compter du 2^e trimestre de 2022.

À cet effet, le Mouvement Desjardins a commencé à émettre des créances admissibles à la ligne directrice sur la TLAC depuis le 1^{er} octobre 2019.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par l'AMF en vertu de l'Accord de Bâle III.

Sommaire des ratios réglementés par l'AMF en vertu de l'Accord de Bâle III⁽¹⁾⁽²⁾

(en pourcentage)	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux IFIS-I ⁽³⁾⁽⁴⁾	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux IFIS-I	Ratio de fonds propres et de levier au 31 mars 2020
Fonds propres de la catégorie 1A	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	22,2 %
Fonds propres de la catégorie 1	> 6,0	2,5	> 8,5	1,0	> 9,5	22,2
Total des fonds propres	> 8,0	2,5	> 10,5	1,0	> 11,5	22,2
Ratio de levier	> 3,5	s. o.	> 3,5	s. o.	> 3,5	9,2

⁽¹⁾ Les ratios de fonds propres s'expriment en pourcentage des fonds propres réglementaires par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques, et ce conformément à la ligne directrice.

⁽²⁾ Le ratio de levier est déterminé en divisant les fonds propres de la catégorie 1 par la mesure de l'exposition. Cette dernière est indépendante du risque et comprend : 1) les expositions au bilan; 2) les expositions aux opérations de financement par titres; 3) les expositions sur dérivés; et 4) les éléments hors bilan.

⁽³⁾ En juin 2013, l'AMF a statué que le Mouvement Desjardins remplissait les critères le désignant comme une institution financière d'importance systémique intérieure (IFIS-I). En sa qualité d'IFIS-I, le Mouvement se voit imposer, depuis le 1^{er} janvier 2016, une exigence supplémentaire de 1 % relativement à ses ratios de fonds propres minimaux.

⁽⁴⁾ L'AMF peut aussi, à sa discrétion, fixer des ratios cibles plus élevés lorsque les circonstances le justifient. À cet effet, depuis le 31 mars 2019, l'AMF pourrait activer la réserve contracyclique si elle considère que la croissance excessive du crédit est associée à une accumulation de risques à l'échelle systémique. D'après cette évaluation, une exigence de réserve contracyclique représentant entre 0 % et 2,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques (APR) serait imposée si la situation le justifie. Cette exigence serait levée lorsque le risque se matérialiserait ou se dissiperait.

Ajustements aux exigences en matière de capital en lien avec la pandémie de COVID-19

Le 31 mars 2020, l'AMF a publié une série de mesures visant à soutenir le système financier québécois. Des mesures additionnelles ont également été publiées le 9 avril dernier. Ces mesures sont rétroactives et entrent en vigueur pour le premier trimestre 2020. Dans le cadre du calcul des ratios de fonds propres et du ratio de levier au 31 mars 2020, le Mouvement Desjardins a mis en place les mesures suivantes :

- Exclusion des prêts pour lesquels des reports de paiement sont accordés. Ces prêts sont traités comme des prêts productifs à des fins réglementaires si ceux-ci n'étaient pas en défaut au moment où le moratoire a pris effet.
- Réduction du multiplicateur de la valeur à risque simulée au titre du risque de marché.
- Exclusion des réserves auprès de banques centrales et des titres émis par des emprunteurs souverains respectant les critères d'admissibilité dans les actifs liquides de haute qualité du total de l'exposition utilisée dans le calcul du ratio de levier.

Évolution de la réglementation

Le Mouvement Desjardins continue de suivre l'évolution des modifications aux exigences concernant le capital en vertu des normes mondiales élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et d'en évaluer les incidences sur les ratios de fonds propres et le ratio de levier. À cet effet, des informations supplémentaires sont présentées dans le rapport de gestion annuel 2019 à la page 54. De plus, la section « Évolution du contexte réglementaire » présente des renseignements additionnels liés à la réglementation touchant l'ensemble des activités du Mouvement Desjardins.

Le 27 mars, le CBCB a annoncé un report du calendrier international de mise en œuvre des réformes de Bâle III publiées en décembre 2017. Conformément à cette prolongation, l'AMF a annoncé le 31 mars le report de la date de mise en œuvre de ces réformes au premier trimestre de 2023. Ce report comprend les révisions de l'approche standard et de l'approche basée sur les notations internes du risque de crédit, le cadre de risque opérationnel, le cadre de ratio de levier, ainsi que l'introduction d'un plancher de fonds propres plus sensible au risque.

La mise en place des révisions du cadre de risque de marché du CBCB, soit la revue fondamentale du portefeuille de négociation, publié en janvier 2019, a pour sa part été reportée en janvier 2024. En conséquence, la date de mise en œuvre du cadre révisé du risque d'ajustement de l'évaluation du crédit est également reportée à janvier 2024.

Respect des exigences

Au 31 mars 2020, les ratios de fonds propres de la catégorie 1A et de la catégorie 1 de même que le ratio du total des fonds propres du Mouvement Desjardins, calculés selon les exigences de Bâle III, étaient tous de 22,2 %. Quant au ratio de levier, il se situait à 9,2 %. Le Mouvement Desjardins a une solide capitalisation, son ratio de fonds propres de la catégorie 1A se situant au-dessus de sa cible de 15 %.

Au 31 mars 2020, le ratio de fonds propres de la catégorie 1A est en hausse de 64 points de base par rapport au 31 décembre 2019. Cette hausse est principalement attribuable à une diminution des passifs nets au titre des régimes à prestations définies au 31 mars 2020. L'élargissement des écarts de crédit sur le marché des obligations corporatives de haute qualité découlant du contexte économique à la fin du premier trimestre 2020 a eu un effet important sur le taux d'actualisation, soit l'une des principales hypothèses actuarielles utilisées dans l'évaluation de ces passifs. Les principales hypothèses actuarielles utilisées seront mises à jour à la prochaine date de clôture en fonction des conditions économiques en vigueur à cette date.

Le Mouvement Desjardins et toutes ses composantes qui sont soumises à des exigences réglementaires minimales en matière de capitalisation respectaient celles-ci au 31 mars 2020.

Fonds propres réglementaires

Les tableaux qui suivent présentent les principales composantes des fonds propres du Mouvement, les soldes de fonds propres réglementaires, les actifs pondérés en fonction des risques, les ratios de fonds propres ainsi que l'évolution des fonds propres au cours de la période.

Principales composantes des fonds propres

Total des fonds propres			
Fonds propres de la catégorie 1			
	Catégorie 1A ⁽¹⁾	Catégorie 1B ⁽¹⁾	Fonds propres de la catégorie 2
Éléments admissibles	<ul style="list-style-type: none"> Réserves et excédents non répartis Cumul des autres éléments du résultat global admissibles Parts de capital de la Fédération Parts permanentes et de ristournes assujetties au retrait progressif 	<ul style="list-style-type: none"> Participations ne donnant pas le contrôle⁽²⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> Provisions générales Obligations subordonnées assujetties au retrait progressif Billets subordonnés FPUNV⁽³⁾ Parts de qualification admissibles
Ajustements réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> Goodwill Logiciels Autres actifs incorporels Actifs d'impôt différé issus essentiellement du report prospectif des pertes Déficit de provisions 		
Déductions	<ul style="list-style-type: none"> Principalement des participations significatives dans des entités financières⁽⁴⁾ 	<ul style="list-style-type: none"> Investissement en actions privilégiées dans une composante exclue du périmètre de consolidation réglementaire 	<ul style="list-style-type: none"> Investissement en actions privilégiées dans une composante exclue du périmètre de consolidation réglementaire Instrument financier subordonné

⁽¹⁾ Les ratios de la catégorie 1A et de la catégorie 1B sont l'équivalent, pour une coopérative financière régie par l'AMF, des ratios CET1 et AT1 des institutions financières.

⁽²⁾ Le solde des participations ne donnant pas le contrôle est déterminé, entre autres, en fonction de la nature des activités et du niveau de capitalisation de l'entité émettrice.

⁽³⁾ Ces titres répondent aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de la Ligne directrice. Aucun titre de ce type n'a été émis au 31 mars 2020.

⁽⁴⁾ Correspondent à la part des investissements dans les composantes exclues du périmètre de consolidation réglementaire (principalement Desjardins Société financière inc.) qui excède 10 % des fonds propres nets des ajustements réglementaires. De plus, lorsque le solde non déduit, auquel s'ajoutent les actifs d'impôt différé nets des passifs d'impôt différé correspondants, est supérieur à 15 % des fonds propres ajustés, l'excédent est également déduit de ces fonds propres. Le solde net non déduit est assujéti à une pondération en fonction des risques de 250 %.

Fonds propres réglementaires, actifs pondérés en fonction des risques et ratios de fonds propres

(en millions de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Fonds propres		
Fonds propres de la catégorie 1A	25 734 \$	24 549 \$
Fonds propres de la catégorie 1	25 734	24 549
Total des fonds propres	25 734	24 549
Actifs pondérés en fonction des risques		
Risque de crédit	97 894 \$	94 799 \$
Risque de marché	2 368	3 095
Risque opérationnel	13 109	13 021
Total des actifs pondérés en fonction des risques avant le plancher d'APR	113 371	110 915
Ajustement en fonction du plancher d'APR ⁽¹⁾	2 550	2 946
Total des actifs pondérés en fonction des risques	115 921 \$	113 861 \$
Ratios et exposition du ratio de levier		
Fonds propres de la catégorie 1A	22,2 %	21,6 %
Fonds propres de la catégorie 1	22,2	21,6
Total des fonds propres	22,2	21,6
Levier	9,2	8,8
Exposition du ratio de levier	278 499 \$	280 322 \$

⁽¹⁾ Conformément à la ligne directrice mise à jour au cours du premier trimestre de 2019, le plancher d'APR est défini en vertu des approches standards présentées dans cette ligne directrice.

Conformément aux exigences de Bâle III, les instruments de fonds propres qui ne satisfont plus aux critères d'admissibilité des catégories de fonds propres sont exclus de celles-ci depuis le 1^{er} janvier 2013 comme prescrit. En vertu des mesures transitoires énoncées dans la ligne directrice, ceux qui répondent à certaines conditions sont éliminés progressivement des fonds propres à raison de 10 % par année pendant une période de neuf ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013. Ces instruments comprennent des parts permanentes et de ristournes émises avant le 12 septembre 2010 et totalisant 2,1 G\$.

De plus, les obligations subordonnées émises par Capital Desjardins inc. sont aussi assujetties à cet amortissement de 10 %. Pour être pleinement admissibles à titre de fonds propres de la catégorie 2, ces obligations doivent répondre aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité. Bien que le Mouvement Desjardins n'a pas encore émis de tels titres visés par ces règles, la Fédération dispose désormais de la capacité d'émettre des instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité sur les marchés canadien, américain et européen.

Évolution des fonds propres réglementaires

Pour la période de trois mois terminée le

(en millions de dollars)	31 mars 2020
Fonds propres de la catégorie 1A	
Solde au début de la période	24 549 \$
Croissance des réserves et des excédents non répartis ⁽¹⁾	1 446
Cumul des autres éléments du résultat global admissibles	237
Parts permanentes et de ristournes assujetties au retrait progressif	(84)
Déductions	(414)
Solde à la fin de la période	25 734
Total des fonds propres de la catégorie 1⁽²⁾	25 734
Fonds propres de la catégorie 2	
Solde au début de la période	-
Obligations de premier rang assujetties au retrait progressif	(177)
Provisions générales	24
Déductions	153
Solde à la fin de la période	-
Total des fonds propres	25 734 \$

⁽¹⁾ Montant incluant la variation du passif au titre des régimes de retraite à prestations définies.

⁽²⁾ Aucun instrument de fonds propres de la catégorie 1B n'a été émis à ce jour.

Actifs pondérés en fonction des risques (APR)

Le Mouvement Desjardins calcule des APR pour le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel.

Risque de crédit

- Le Mouvement utilise l'approche des notations internes pour le risque de crédit.
- Depuis mars 2009, l'approche des notations internes est utilisée pour les expositions de détail – Particuliers.
- Depuis décembre 2019, l'approche des notations internes est utilisée pour la plupart des expositions des classes d'actifs emprunteurs souverains, institutions financières, entreprises et PME assimilées aux autres expositions sur la clientèle de détail.
- L'approche standard est utilisée pour évaluer le risque de crédit de certaines expositions liées à des composantes de moindre importance, ainsi que des classes d'actifs peu significatives pour ce qui est du montant et du profil de risque perçu.

Risque de marché

- Depuis septembre 2018, le Mouvement utilise les modèles internes du risque de marché pour les portefeuilles de négociation.
- L'approche standard est utilisée pour le risque de change et le risque sur produits de base du portefeuille bancaire.

Risque opérationnel

- Depuis juin 2017, le Mouvement utilise l'approche standard aux fins du calcul du risque opérationnel.

Le Mouvement est également assujéti à un plancher d'APR. Lorsque les APR modélisés sont inférieurs aux APR calculés selon l'approche standard multipliés par un facteur déterminé par l'AMF, cet écart est ajouté au dénominateur des fonds propres réglementaires conformément à ce qui est prévu dans la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* pour les coopératives de services financiers émise par l'AMF.

Les APR totaux se chiffraient à 115,9 G\$ au 31 mars 2020, soit une hausse de 2,1 G\$ par rapport au 31 décembre 2019.

Pour le risque de crédit, l'évolution des APR pour le premier trimestre de 2020 est segmentée en deux volets, soit le risque de crédit autre que le risque de contrepartie et le risque de contrepartie. Pour le risque de crédit autre que le risque de contrepartie, la hausse nette de 1,5 G\$ est principalement attribuable à l'évolution de la qualité du portefeuille, qui a entraîné une augmentation de 858 M\$ des APR, aux fluctuations des taux de change, qui ont engendré une hausse de 476 M\$, ainsi qu'aux changements de méthodes et politiques, qui ont causé une hausse de 422 M\$. Pour le risque de contrepartie, une hausse du volume de transactions et une baisse de la qualité du portefeuille ont contribué à une augmentation de 1,6 G\$ des APR.

En ce qui a trait au risque de marché, une baisse de 727 M\$ des APR a été observée, laquelle découle des ajustements aux exigences en matière de capital en lien avec la pandémie de COVID-19, contrebalancés en partie par une variation des niveaux de risques.

Pour ce qui est du risque opérationnel, une augmentation de 88 M\$ des APR a aussi été observée en raison de la variation des revenus générés.

L'ajustement en fonction du plancher d'APR tel que défini précédemment a diminué de 396 M\$ depuis le 31 décembre 2019. Cette baisse résulte essentiellement de l'évolution de la qualité du portefeuille, contrebalancée en partie par des changements de méthodes et politiques.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Le Mouvement Desjardins contracte différents arrangements hors bilan dans le cours normal de ses activités. Ces arrangements incluent les biens sous gestion et sous administration pour le compte de membres et clients, les instruments de crédit, les garanties ainsi que les entités structurées, y compris la titrisation. Des renseignements supplémentaires sont présentés dans la section « Arrangements hors bilan » du rapport de gestion annuel 2019 du Mouvement.

Les notes complémentaires 13 « Intérêts détenus dans d'autres entités » et 29 « Engagements, garanties et passifs éventuels » des états financiers combinés annuels du Mouvement Desjardins contiennent des renseignements sur les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, tandis que la note complémentaire 8 « Décomptabilisation d'actifs financiers » des états financiers combinés annuels contient des renseignements sur la titrisation de prêts du Mouvement Desjardins.

Biens sous gestion et sous administration

Au 31 mars 2020, le Mouvement Desjardins administrait, pour le compte de ses membres et clients, des biens d'une valeur de 395,8 G\$, soit une diminution de 41,2 G\$, ou de 9,4 %. Les avoirs financiers confiés au Mouvement à titre de gestionnaire de patrimoine se chiffraient à 63,4 G\$ au 31 mars 2020, ce qui représente une baisse de 4,1 G\$, ou de 6,1 %, depuis le 31 décembre 2019. La diminution des biens sous gestion et sous administration s'explique principalement par la baisse des marchés financiers résultant de la pandémie de COVID-19.

Rappelons que les biens sous gestion et sous administration du Mouvement sont composés essentiellement d'avoirs financiers sous forme de fonds de placement, de titres en garde et d'actifs accumulés par des caisses de retraite qui n'appartiennent pas au Mouvement, mais plutôt à ses membres et clients. Ils ne sont donc pas comptabilisés au bilan combiné. Le secteur Gestion de patrimoine est le principal responsable des activités liées aux biens sous gestion et sous administration.

GESTION DES RISQUES

GESTION DES RISQUES

L'objectif du Mouvement Desjardins en matière de gestion des risques est d'optimiser la relation risque-rendement en élaborant et en appliquant des stratégies, des encadrements, des pratiques ainsi que des processus de gestion des risques intégrés à l'ensemble des secteurs d'affaires et des fonctions de soutien de l'organisation. À cet égard, le Mouvement s'est doté d'un Cadre de gestion intégrée des risques en cohérence avec les stratégies d'affaires et la philosophie de prise de risque de l'organisation visant, entre autres, à donner à sa haute direction et au conseil d'administration de la Fédération un niveau de confiance et de confort approprié quant à la compréhension et à la gestion des risques liés à l'atteinte de ses objectifs.

Le Mouvement Desjardins est exposé à différents risques dans le cours normal de ses activités, notamment au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité, au risque opérationnel, au risque d'assurance, au risque stratégique, au risque de réputation, au risque lié aux régimes de retraite, au risque environnemental ou social ainsi qu'au risque lié à l'environnement juridique et réglementaire.

La gestion rigoureuse et efficace de ces risques constitue une priorité pour le Mouvement Desjardins et vise à soutenir ses grandes orientations, notamment à l'égard de sa solidité financière et de sa croissance soutenue et rentable dans le respect des exigences réglementaires. Le Mouvement Desjardins considère les risques comme des éléments indissociables de son développement et, par conséquent, cherche à promouvoir une approche proactive pour laquelle la gestion des risques est une responsabilité qui incombe à chacun de ses secteurs d'activité, de ses employés et de ses gestionnaires.

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2020, la structure de gouvernance, les encadrements et les pratiques du Mouvement Desjardins en matière de gestion des risques de même que la nature et la description des risques auxquels le Mouvement est exposé (y compris le risque opérationnel, le risque d'assurance, le risque stratégique, le risque de réputation, le risque lié aux régimes de retraite, le risque environnemental ou social ainsi que le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire) n'ont pas changé de façon significative par rapport à ce qui est présenté aux pages 64 à 98 du rapport de gestion annuel 2019. En plus de ces risques, d'autres facteurs de risque, qui ne sont pas sous le contrôle du Mouvement Desjardins, pourraient avoir une incidence sur ses résultats futurs. Ces principaux risques et risques émergents ainsi que les autres facteurs de risque n'ont pas changé de façon significative par rapport à ce qui est présenté aux pages 60 à 63 du rapport de gestion annuel 2019. En ce qui concerne la pandémie de COVID-19, Desjardins suit de près l'évolution et l'incidence de celle-ci sur ses activités. Pour des détails à ce sujet, se référer à la section « Événements importants – Pandémie de COVID-19 » de ce rapport de gestion, laquelle présente certains facteurs pouvant contribuer aux risques décrits dans le rapport de gestion annuel 2019.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de pertes découlant du manquement d'un emprunteur, d'un garant, d'un émetteur ou d'une contrepartie de s'acquitter de ses obligations contractuelles figurant ou non au bilan combiné.

Le Mouvement Desjardins est exposé au risque de crédit d'abord par ses prêts directs aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements. Il est également exposé par divers autres engagements, dont les lettres de crédit, les opérations portant sur les instruments financiers dérivés et les opérations portant sur les valeurs mobilières.

Qualité du portefeuille de prêts

Au 31 mars 2020, selon la note complémentaire 5 « Prêts et provision pour pertes de crédit » des états financiers combinés intermédiaires, le montant de la provision pour pertes de crédit se chiffrait à 878 M\$, en hausse de 193 M\$ par rapport au 31 décembre 2019. La détérioration importante des perspectives économiques à la suite de la pandémie de COVID-19, telles que la hausse du taux de chômage et la baisse du PIB, a engendré une augmentation de la provision pour pertes de crédit attendues. Pour plus de renseignements sur la méthodologie et les hypothèses utilisées pour l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues, se référer à la note complémentaire 5 « Prêts et provision pour pertes de crédit » des états financiers combinés intermédiaires.

L'encours des prêts dépréciés bruts correspond aux prêts inclus dans l'étape 3 du modèle de dépréciation. Le ratio des prêts dépréciés bruts, exprimé en pourcentage du portefeuille total de prêts et acceptations bruts, s'établissait à 0,56 % au terme du premier trimestre 2020, soit le même ratio qu'au 31 décembre 2019. La provision pour pertes de crédit sur les prêts dépréciés totalise 285 M\$ au 31 mars 2020, ce qui donne un taux de provisionnement sur les prêts dépréciés de 24,4 %.

Le tableau suivant présente la classification chronologique des prêts bruts en souffrance, mais non dépréciés.

Prêts bruts en souffrance, mais non dépréciés

Au 31 mars 2020

(en millions de dollars)	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Hypothécaires résidentiels	2 098 \$	211 \$	33 \$	6 \$	2 348 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	849	211	84	8	1 152
Aux entreprises et aux gouvernements	497	69	5	5	576
	3 444 \$	491 \$	122 \$	19 \$	4 076 \$

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Hypothécaires résidentiels	1 850 \$	145 \$	41 \$	3 \$	2 039 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	965	181	88	12	1 246
Aux entreprises et aux gouvernements	349	32	15	1	397
	3 164 \$	358 \$	144 \$	16 \$	3 682 \$

Les tableaux suivants présentent les prêts dépréciés bruts par catégories d'emprunteurs du Mouvement Desjardins ainsi que la variation du solde des prêts dépréciés bruts.

Prêts dépréciés bruts par catégories d'emprunteurs

(en millions de dollars et en pourcentage)

	Au 31 mars 2020					Au 31 décembre 2019	
	Valeur comptable brute		Provision pour pertes de crédit sur prêts dépréciés	Prêts dépréciés nets		Prêts dépréciés bruts	Prêts dépréciés nets
	Prêts et acceptations bruts	Prêts dépréciés bruts					
Hypothécaires résidentiels	128 419 \$	333 \$	0,26 %	23 \$	310 \$	326 \$	302 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	26 181	284	1,08	147	137	276	133
Aux entreprises et aux gouvernements	52 604	550	1,05	115	435	540	436
Total des prêts	207 204 \$	1 167 \$	0,56 %	285 \$	882 \$	1 142 \$	871 \$

Variation du solde des prêts dépréciés bruts

(en millions de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées le		
	31 mars 2020	31 décembre 2019	31 mars 2019
Prêts dépréciés bruts au début de la période	1 142 \$	1 198 \$	1 042 \$
Prêts dépréciés bruts survenus depuis la dernière période	483	447	732
Retours à un état non déprécié	(407)	(404)	(568)
Radiations et recouvrements	(105)	(119)	(89)
Autres variations	54	20	(3)
Prêts dépréciés bruts à la fin de la période	1 167 \$	1 142 \$	1 114 \$

Risque de contrepartie et d'émetteur

Le risque de contrepartie et d'émetteur est un risque de crédit relatif à divers types de transactions portant sur des valeurs mobilières, des instruments financiers dérivés et des prêts de valeurs.

La première vice-présidence Gestion des risques (PVPGR) détermine les montants maximaux d'exposition par contrepartie et par émetteur à partir de critères quantitatifs et qualitatifs. De plus, des limites sont aussi établies pour certains instruments financiers. Ces montants sont par la suite alloués aux différentes composantes en fonction de leurs besoins.

Le Mouvement Desjardins est principalement exposé au risque que représentent les différents ordres de gouvernements canadiens, les entités publiques ou parapubliques québécoises et les grandes banques canadiennes. La cote de crédit de la plupart de ces contreparties et émetteurs est égale ou supérieure à A-. Hormis la détention en dette souveraine américaine et les engagements avec les grandes banques internationales, l'exposition du Mouvement aux entités étrangères est faible.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque de variation de la juste valeur d'instruments financiers découlant d'une fluctuation des paramètres affectant cette valeur, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit et leur volatilité.

Le Mouvement Desjardins est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation, activités qui découlent principalement d'opérations à court terme dans l'intention de tirer profit de mouvements de prix actuels ou pour s'assurer des bénéfices d'arbitrage. Le Mouvement est aussi exposé au risque de marché en raison de ses activités autres que de négociation, activités qui regroupent principalement les opérations de gestion actif-passif des activités bancaires traditionnelles ainsi que les portefeuilles de placements relatifs à ses activités d'assurance. Le Mouvement et ses composantes ont adopté des politiques décrivant les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion du risque de marché.

Gouvernance

Les composantes du Mouvement sont principalement structurées en différentes entités légales en vue de fournir des produits et services qui peuvent être distribués aux membres et clients du Mouvement. Ces entités légales gèrent des instruments financiers exposés au risque de marché et sont assujetties à différents environnements réglementaires tels que l'industrie bancaire, du courtage en valeurs mobilières, de la gestion du patrimoine et de l'assurance de personnes ainsi que de l'assurance de dommages. Les conseils d'administration de ces entités délèguent à différents comités la responsabilité de mettre en place des systèmes et procédures en vue d'établir des mesures adaptées à leurs activités et environnements réglementaires. Ces mesures, avec les processus de suivi appropriés, sont incorporées dans leurs politiques et directives respectives. La PVPGR a comme fonction de faire le suivi de ces mesures et de s'assurer de la conformité à ces politiques. Les principales mesures utilisées et leurs processus de suivi sont décrits ci-dessous.

Lien entre le risque de marché et le bilan combiné

Le tableau suivant présente le lien entre les principales données figurant au bilan combiné et les positions incluses dans les activités de négociation et les activités autres que de négociation. De plus, on y indique les principaux risques de marché associés aux activités autres que de négociation.

Lien entre le risque de marché et le bilan combiné

Au 31 mars 2020

(en millions de dollars)	Exposés au risque de marché				Principaux risques associés aux activités autres que de négociation
	Bilan combiné	Activités de négociation ⁽¹⁾	Activités autres que de négociation ⁽²⁾	Non exposés au risque de marché	
Actif					
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	9 614 \$	- \$	9 614 \$	- \$	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	35 653	12 478	23 175	-	Taux d'intérêt
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	25 117	-	25 117	-	Taux d'intérêt, change, prix
Titres au coût amorti	1 462	-	1 462	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	10 565	9 951	614	-	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations nets	206 326	-	206 326	-	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	15 363	-	15 363	-	Taux d'intérêt, prix
Instruments financiers dérivés	6 190	1 140	5 050	-	Taux d'intérêt, change, prix
Autres actifs	16 629	-	-	16 629	
Total de l'actif	326 919 \$	23 569 \$	286 721 \$	16 629 \$	
Passif et capitaux propres					
Dépôts	205 495 \$	- \$	205 495 \$	- \$	Taux d'intérêt
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	8 901	8 809	92	-	Taux d'intérêt
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	13 416	11 393	2 023	-	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	3 547	589	2 958	-	Taux d'intérêt, change, prix
Passifs des contrats d'assurance	31 819	-	31 819	-	Taux d'intérêt
Passif net des fonds distincts	15 352	-	15 352	-	Taux d'intérêt, prix
Autres passifs	18 040	-	1 384	16 656	Taux d'intérêt
Obligations subordonnées	1 399	-	1 399	-	Taux d'intérêt
Capitaux propres	28 950	-	-	28 950	
Total du passif et des capitaux propres	326 919 \$	20 791 \$	260 522 \$	45 606 \$	

Pour les notes de bas de tableau, se reporter à la page 34.

Lien entre le risque de marché et le bilan combiné (suite)

Au 31 décembre 2019

		Exposés au risque de marché			
(en millions de dollars)	Bilan combiné	Activités de négociation ⁽¹⁾	Activités autres que de négociation ⁽²⁾	Non exposés au risque de marché	Principaux risques associés aux activités autres que de négociation
Actif					
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	3 709 \$	- \$	3 709 \$	- \$	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	35 168	11 468	23 700	-	Taux d'intérêt
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	22 909	-	22 909	-	Taux d'intérêt, change, prix
Titres au coût amorti	1 616	-	1 616	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	10 032	9 369	663	-	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations nets	203 462	-	203 462	-	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	17 026	-	17 026	-	Taux d'intérêt, prix
Instruments financiers dérivés	4 246	224	4 022	-	Taux d'intérêt, change, prix
Autres actifs	14 828	-	-	14 828	
Total de l'actif	312 996 \$	21 061 \$	277 107 \$	14 828 \$	
Passif et capitaux propres					
Dépôts	193 918 \$	- \$	193 918 \$	- \$	Taux d'intérêt
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	10 615	10 613	2	-	Taux d'intérêt
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	10 562	9 946	616	-	Taux d'intérêt
Instruments financiers dérivés	4 278	329	3 949	-	Taux d'intérêt, change, prix
Passifs des contrats d'assurance	31 595	-	31 595	-	Taux d'intérêt
Passif net des fonds distincts	17 002	-	17 002	-	Taux d'intérêt, prix
Autres passifs	16 199	-	3 068	13 131	Taux d'intérêt
Obligations subordonnées	1 398	-	1 398	-	Taux d'intérêt
Capitaux propres	27 429	-	-	27 429	
Total du passif et des capitaux propres	312 996 \$	20 888 \$	251 548 \$	40 560 \$	

⁽¹⁾ Positions liées aux activités de négociation pour lesquelles la mesure de risque est la VaR et la VaR en période de tension.⁽²⁾ Positions liées principalement aux activités bancaires autres que de négociation et aux activités d'assurance.**Gestion du risque de marché lié aux activités de négociation – Valeur à risque**

La gestion du risque de marché des portefeuilles de négociation est effectuée quotidiennement et elle est régie par des encadrements spécifiques. Ces encadrements précisent les facteurs de risque qui doivent être mesurés ainsi que la limite attribuable à chacun de ces facteurs et au total. Des limites de tolérance sont également prévues pour les différentes simulations de crise. Le respect de ces limites est suivi quotidiennement et un tableau de bord sur le risque de marché est produit chaque jour et expédié à la haute direction. Tout dépassement de limites est analysé immédiatement et les actions appropriées sont prises à son égard.

Le principal outil qui sert à mesurer ce risque est la « Valeur à risque » (VaR). La VaR constitue une estimation de la perte potentielle sur un certain intervalle de temps et selon un niveau de confiance donné. Une VaR Monte Carlo, avec un niveau de confiance de 99 %, est calculée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation sur un horizon de détention d'un jour (horizon de détention prolongé jusqu'à 10 jours aux fins de calcul des fonds propres réglementaires). Il est donc raisonnable de prévoir une perte excédant la VaR une fois tous les 100 jours. Le calcul de la VaR se fait à partir de données historiques sur un intervalle d'un an.

En plus de la VaR globale, le Mouvement calcule également une VaR globale en période de tension. Cette dernière est calculée de la même manière que la VaR globale, sauf en ce qui concerne l'utilisation des données historiques. Ainsi, au lieu d'utiliser l'intervalle de la dernière année, la VaR globale en période de tension prend en compte les données historiques d'une période de crise d'un an, soit celle débutant en septembre 2008.

Les exigences de fonds propres liées au risque supplémentaire (IRC) sont un complément aux mesures de la VaR et de la VaR en période de tension et représentent une estimation des risques de défaillance et de migration de produits autres que de titrisation détenus dans le portefeuille de négociation étant exposés au risque de taux d'intérêt, mesurée sur un an à un niveau de confiance de 99,9 %.

Le tableau suivant présente la VaR globale et la VaR globale en période de tension des activités de négociation par catégories de risques ainsi que les exigences de fonds propres liées au risque supplémentaire (IRC). Le risque de prix des actions, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque spécifique de taux d'intérêt représentent les quatre catégories de risques auxquelles est exposé le Mouvement Desjardins. Ces facteurs de risque sont pris en compte dans la mesure du risque de marché du portefeuille de négociation. Ils sont reflétés dans le tableau de la VaR présenté ci-dessous. La définition du portefeuille de négociation répond aux différents critères définis dans l'Accord de Bâle.

Mesure du risque de marché pour le portefeuille de négociation

(en millions de dollars)	Pour le trimestre terminé le 31 mars 2020				Pour les trimestres terminés le			
	Au 31 mars 2020	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 décembre 2019	Moyenne	Au 31 mars 2019	Moyenne
Actions	3,4 \$	1,5 \$	3,6 \$	0,2 \$	0,5 \$	1,0 \$	1,1 \$	1,1 \$
Change	1,6	0,4	1,8	0,1	0,2	0,1	2,0	1,3
Taux d'intérêt	4,0	3,7	5,4	2,1	4,2	3,8	3,7	3,5
Risque spécifique de taux d'intérêt ⁽¹⁾	3,5	2,0	3,7	0,8	1,8	4,8	4,8	5,6
Effet de diversification ⁽²⁾	(6,7)	(3,4)	s. o. ⁽³⁾	s. o. ⁽³⁾	(2,5)	(5,8)	(7,7)	(7,7)
VaR globale	5,8 \$	4,2 \$	6,1 \$	2,1 \$	4,2 \$	3,9 \$	3,9 \$	3,8 \$
VaR globale en période de tension	12,1 \$	11,9 \$	27,4 \$	6,6 \$	9,7 \$	11,8 \$	17,4 \$	15,8 \$
Exigences de fonds propres liées au risque supplémentaire (IRC)	55,4 \$	44,2 \$	59,2 \$	24,2 \$	30,9 \$	65,5 \$	36,8 \$	66,2 \$

⁽¹⁾ Le risque spécifique est le risque directement lié à l'émetteur d'un titre financier, indépendamment des événements de marché. Une approche portefeuille est utilisée pour distinguer le risque spécifique du risque général de marché. Cette approche consiste à créer un sous-portefeuille qui contient les positions comportant un risque spécifique d'émetteur, comme les provinces, les municipalités et les sociétés, et un sous-portefeuille qui contient les positions considérées comme sans risque d'émetteur, comme le gouvernement dans sa devise locale.

⁽²⁾ Représente la réduction du risque liée à la diversification, soit la différence entre la somme des VaR des différents risques de marché et la VaR globale.

⁽³⁾ Le haut et le bas des différentes catégories de risques de marché peuvent se rapporter à différentes dates.

La moyenne de la VaR globale du portefeuille de négociation a été de 4,2 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2020, en hausse de 0,3 M\$ par rapport au trimestre terminé le 31 décembre 2019. Quant à la moyenne de la VaR globale en période de tension, elle a été de 11,9 M\$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2020, stable par rapport au trimestre terminé le 31 décembre 2019. La moyenne des exigences des fonds propres liées au risque supplémentaire a été de 44,2 M\$, en baisse de 21,3 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. Cette variation s'explique par une baisse du risque d'émetteur dans les portefeuilles de négociation.

La VaR globale et la VaR globale en période de tension sont des mesures appropriées d'un portefeuille de négociation, mais elles doivent être interprétées en tenant compte de certaines limites, notamment les suivantes :

- ces mesures ne permettent pas de prédire les pertes futures si les fluctuations réelles du marché diffèrent sensiblement de celles qui ont été utilisées pour effectuer les calculs;
- ces mesures servent à déterminer les pertes potentielles pour une période de détention d'un jour et non les pertes liées aux positions qui ne peuvent être liquidées ou couvertes durant cette période d'un jour;
- ces mesures ne donnent pas d'information sur les pertes potentielles au-delà du niveau de confiance choisi de 99 %.

Compte tenu de ces limites, le processus de surveillance des activités de négociation au moyen de la VaR est complété par des simulations de crise et l'établissement de limites à cet égard.

Contrôle ex post

Afin de valider le modèle de la VaR, un contrôle ex post, soit la comparaison quotidienne de la VaR avec le profit ou la perte (P&P) des portefeuilles, est effectué afin de s'assurer que les résultats correspondent statistiquement à ceux du modèle de la VaR. De plus, une unité indépendante de validation en modélisation effectue annuellement des travaux sur ce modèle.

Le Mouvement Desjardins effectue quotidiennement un contrôle ex post avec un P&P hypothétique et un P&P réel sur ses portefeuilles de négociation. Le P&P hypothétique est calculé au moyen de l'établissement de la différence de valeur attribuable aux changements dans les conditions de marché entre deux jours consécutifs. La composition des portefeuilles entre ces deux jours demeure statique.

Le graphique suivant représente l'évolution de la VaR des activités de négociation ainsi que les P&P hypothétiques liés à ces activités. Au cours du premier trimestre de 2020, quatre dépassements des P&P réels par rapport à la VaR et sept dépassements des P&P hypothétiques ont été observés au Mouvement depuis la fin du mois de février. Ces dépassements sont attribuables à des mouvements drastiques des marchés financiers étant donné le contexte inhabituel de pandémie de COVID-19. Malgré les dépassements des P&P hypothétiques survenus au cours du premier trimestre de 2020, la performance du modèle de la VaR est jugée adéquate.

VaR par rapport aux P&P hypothétiques des activités de négociation (en millions de dollars)



Simulations de crise

Certains événements ayant une faible probabilité de réalisation et pouvant avoir des répercussions considérables sur les portefeuilles de négociation se produisent à l'occasion. Ces événements de queue de distribution sont le résultat de situations extrêmes. L'utilisation d'un programme de simulations de crise est nécessaire en vue d'évaluer l'incidence de ces situations potentielles.

Le programme de simulations de crise pour les portefeuilles de négociation inclut des scénarios historiques, hypothétiques et de sensibilités. Ces scénarios se basent notamment sur des événements comme les attentats du 11 septembre 2001 ou la crise de crédit de 2008. Ces simulations permettent de faire le suivi de la variation de la valeur marchande des positions détenues à la suite de la réalisation de ces différents scénarios. La plupart de ces simulations de crise sont de type prédictif. Ainsi, pour une simulation donnée, des chocs sont appliqués à certains facteurs de risque (taux d'intérêt, taux de change, produits de base), et les effets de ces chocs sont transmis à l'ensemble des facteurs de risque en tenant compte des corrélations historiques. La réalisation de chacune de ces simulations est considérée comme indépendante par rapport aux autres. De plus, certaines simulations font l'objet d'un suivi de limite. Les résultats de ces simulations sont analysés et communiqués quotidiennement au moyen d'un tableau de bord conjointement avec le calcul de la VaR afin de détecter la vulnérabilité à de tels événements. Le programme de simulations est révisé périodiquement afin d'assurer qu'il demeure d'actualité.

Gestion du risque structurel de taux d'intérêt

Le Mouvement Desjardins est exposé au risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond aux répercussions éventuelles des fluctuations de ces taux sur le revenu net d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres. Ce risque est la principale constituante du risque de marché en ce qui a trait aux activités bancaires traditionnelles du Mouvement autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et l'octroi de prêts, ainsi qu'aux portefeuilles de valeurs mobilières qu'il détient à des fins de placements à long terme et comme réserve de liquidités.

La sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt est fonction de la date d'échéance des éléments d'actif et de passif et des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque structurel de taux d'intérêt ou, si elle est plus proche, de leur date de renégociation. La situation présentée reflète la position à la date indiquée, qui peut changer de façon importante au cours des trimestres subséquents selon les préférences des membres et clients du Mouvement Desjardins et selon l'application des politiques sur la gestion du risque structurel de taux d'intérêt.

Certains postes du bilan combiné sont considérés comme des instruments non sensibles aux taux d'intérêt, notamment les placements en actions, les prêts improductifs, les dépôts ne portant pas intérêt, les dépôts sans échéance portant intérêt dont le taux d'intérêt n'est pas indexé selon un taux spécifique (comme le taux préférentiel) et les capitaux propres. Les pratiques de gestion du Mouvement Desjardins reposent, comme l'exigent ses politiques, sur des hypothèses prudentes quant au profil d'échéance utilisé dans ses modèles pour établir la sensibilité de ces instruments aux taux d'intérêt.

En plus de l'écart de sensibilité total, les principaux facteurs de risque structurel de taux d'intérêt sont :

- l'évolution du niveau et de la volatilité des taux d'intérêt;
- les variations dans la forme de la courbe de taux d'intérêt;
- le comportement des membres et clients dans le choix des produits;
- la marge d'intermédiation financière;
- l'optionalité des différents produits financiers offerts.

Afin d'atténuer ces facteurs de risque, une gestion saine et prudente est exercée pour optimiser le revenu net d'intérêts tout en réduisant l'incidence défavorable des mouvements des taux d'intérêt. Les politiques élaborées décrivent les principes, les limites et les mécanismes applicables à la gestion de ce risque. L'utilisation de simulations permet de mesurer l'effet de différentes variables sur l'évolution du revenu net d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres. Ces politiques précisent les facteurs de risque structurel de taux d'intérêt, les mesures de risques retenues, les niveaux de tolérance au risque, les limites de gestion ainsi que les procédures en cas de dépassement des limites. Le risque structurel de taux d'intérêt est évalué à la fréquence requise selon la volatilité des portefeuilles (quotidienne, mensuelle, trimestrielle).

Les hypothèses alimentant les simulations sont basées sur l'analyse des données historiques et les retombées de différents contextes de taux d'intérêt sur l'évolution de ces données. Ces hypothèses touchent l'évolution de la structure des actifs et des passifs, y compris la modélisation des dépôts sans échéance et des capitaux propres, du comportement des membres et clients ainsi que de la tarification. Le comité Actif/Passif (ALCO) du Mouvement Desjardins a la responsabilité d'analyser et d'entériner mensuellement la stratégie d'appariement globale dans le respect des paramètres définis par les politiques de gestion du risque structurel de taux d'intérêt. Dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, la situation demeure sous contrôle, puisque les portefeuilles sont bien appariés.

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts de la gestion du risque structurel de taux d'intérêt associé aux activités bancaires, d'une augmentation et d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêts et sur la valeur économique des capitaux propres du Mouvement Desjardins. L'incidence liée aux activités d'assurance est présentée dans la note 1 de ce tableau.

Sensibilité aux taux d'intérêt (avant impôts)⁽¹⁾

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019		Au 31 mars 2019	
	Revenu net d'intérêts ⁽²⁾	Valeur économique des capitaux propres ⁽³⁾	Revenu net d'intérêts ⁽²⁾	Valeur économique des capitaux propres ⁽³⁾	Revenu net d'intérêts ⁽²⁾	Valeur économique des capitaux propres ⁽³⁾
Incidence d'une augmentation des taux d'intérêt de 100 points de base	(20)\$	(17)\$	(148) \$	(35)\$	(37)\$	19 \$
Incidence d'une diminution des taux d'intérêt de 100 points de base ⁽⁴⁾	88	(36)	147	(1)	(11)	(125)

⁽¹⁾ La sensibilité aux taux d'intérêt liée aux activités d'assurance n'est pas reflétée dans les montants ci-dessus. Pour ces activités, une augmentation des taux d'intérêt de 100 points de base donnerait lieu à une diminution de la valeur économique des capitaux propres de 124 M\$ avant impôts au 31 mars 2020 et de respectivement 215 M\$ et 247 M\$ au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2019. Une diminution des taux d'intérêt de 100 points de base donnerait lieu à une augmentation de la valeur économique des capitaux propres de 165 M\$ avant impôts au 31 mars 2020 et de respectivement 228 M\$ et 248 M\$ au 31 décembre 2019 et au 31 mars 2019.

⁽²⁾ Représente la sensibilité aux taux d'intérêt du revenu net d'intérêts pour les 12 prochains mois.

⁽³⁾ Représente la sensibilité de la valeur actualisée des actifs, des passifs et des instruments hors bilan.

⁽⁴⁾ Les résultats de l'incidence d'une diminution des taux d'intérêt prennent en considération l'utilisation d'un plancher pour ne pas avoir de taux d'intérêt négatif.

Gestion du risque de change

Le risque de change correspond au risque que la valeur réelle ou prévue des éléments d'actif libellés en une devise étrangère soit supérieure ou inférieure à celle des éléments de passif libellés en cette même devise.

Dans certaines situations particulières, le Mouvement et ses composantes peuvent s'exposer au risque de change lié notamment au dollar américain et à l'euro. Cette exposition provient surtout de leurs activités d'intermédiation avec les membres et clients, de financement et de placement. Une politique du Mouvement sur le risque de marché a établi des limites d'exposition au risque de change et un suivi est effectué par la PVPGR. De plus, le Mouvement et ses composantes utilisent, entre autres, des instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme et des swaps de devises en vue de leur permettre de bien contrôler ce risque. L'exposition résiduelle du Mouvement à ce risque est faible considérant qu'il réduit son risque de change à l'aide d'instruments financiers dérivés.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité correspond au risque lié à la capacité du Mouvement Desjardins de réunir les fonds nécessaires (par augmentation du passif ou conversion de l'actif) pour faire face à une obligation financière figurant ou non au bilan combiné.

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir au Mouvement Desjardins, en temps opportun et de façon rentable, l'accès aux fonds nécessaires pour honorer ses engagements financiers lorsqu'ils deviennent exigibles, tant en situation normale qu'en situation de crise. La gestion de ce risque se traduit par le maintien d'un niveau suffisant de titres liquides, un approvisionnement en fonds stable et diversifié, un suivi d'indicateurs et un plan de contingence en cas de crise de liquidités.

La gestion du risque de liquidité constitue un volet clé de la stratégie globale de gestion des risques. Le Mouvement a établi des politiques décrivant les principes, les limites, les seuils d'appétit pour le risque ainsi que les mécanismes applicables à la gestion du risque de liquidité. Ces politiques sont revues régulièrement afin d'assurer leur concordance avec le contexte opérationnel et les conditions de marché. Elles sont également mises à jour en fonction des exigences des organismes de réglementation et des saines pratiques en matière de gestion du risque de liquidité. Les compagnies d'assurance étant soumises à des exigences réglementaires particulières, elles gèrent leurs risques de liquidité en fonction de leurs propres besoins tout en suivant les orientations du Mouvement. Les valeurs mobilières détenues par ces composantes ne sont par ailleurs pas prises en compte lors de l'évaluation des réserves de liquidités du Mouvement.

La Trésorerie du Mouvement Desjardins s'assure de la stabilité et de la diversité des sources d'approvisionnement en fonds institutionnels selon leur type, leur provenance et leur échéance. Elle utilise un éventail de produits financiers et de programmes d'emprunt sur différents marchés pour ses besoins de financement. Ces opérations permettent de subvenir aux besoins de financement des composantes du Mouvement en offrant à ces dernières des conditions comparables à celles offertes sur les marchés financiers.

De plus, le Mouvement procède à l'émission d'obligations sécurisées et à la titrisation des prêts assurés par la SCHL dans le cadre de ses opérations courantes. Le Mouvement Desjardins est aussi admissible aux différents programmes d'intervention administrés par la Banque du Canada de même qu'aux facilités de prêts visant des avances au titre de l'aide d'urgence.

La mise en œuvre de l'Accord de Bâle III renforce les exigences internationales minimales de liquidité au moyen de l'application du ratio de liquidité à court terme (LCR), du ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR) et des flux de trésorerie nets cumulatifs (NCCF). Le Mouvement Desjardins produit déjà ces deux ratios ainsi que le NCCF conformément à sa politique sur la gestion du risque de liquidité et les présente régulièrement à l'AMF. Il est à noter que depuis janvier 2020, le Mouvement Desjardins a adopté les exigences réglementaires liées au ratio NSFR. Le NSFR du Mouvement est au-dessus du seuil réglementaire minimal au 31 mars 2020.

Dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Canada a mis en place des programmes d'octroi de liquidités exceptionnels pour faciliter l'accès au financement des institutions financières. De l'information supplémentaire sur les programmes du gouvernement du Canada est présentée à la sous-section « Sources de financement » de la présente section. Le Mouvement Desjardins a utilisé ces programmes afin d'assurer le maintien d'un niveau de liquidité adéquat pour faire face à cette situation sans précédent. Le Mouvement Desjardins présente un ratio LCR moyen de 125,0 % pour le trimestre terminé le 31 mars 2020 comparativement à un ratio de 130,2 % pour le trimestre précédent. Bien que le niveau moyen du ratio soit plus faible qu'au dernier trimestre, il a atteint un niveau très élevé en fin de trimestre (139,7 %) suite à l'utilisation des programmes susmentionnés. L'AMF exige qu'en l'absence de période de tension, la valeur de ce ratio ne soit pas inférieure aux exigences minimales requises de 100 %. Cependant, dans le but d'encourager la bonne circulation des liquidités durant la crise liée à la pandémie de COVID-19, l'AMF pourrait ponctuellement accepter, exceptionnellement, des seuils plus faibles aux exigences minimales requises. Le Mouvement Desjardins n'anticipe pas une baisse de son ratio réglementaire en deçà de la limite réglementaire. Ce ratio est géré proactivement par la Trésorerie du Mouvement Desjardins et le maintien d'un niveau d'actifs liquides de haute qualité assure une couverture adéquate des sorties de fonds théoriques associées au scénario de crise standardisé dans le cadre de l'Accord de Bâle III. Les principales sources de sorties de fonds théoriques du Mouvement Desjardins proviennent de retraits massifs potentiels des dépôts par les membres des caisses ainsi que d'un assèchement brusque des sources de financement institutionnel à court terme utilisées au jour le jour par le Mouvement.

Mesure et suivi du risque de liquidité

Le Mouvement Desjardins établit ses besoins de liquidités au moyen de la revue de ses activités courantes et de l'évaluation de ses prévisions futures pour ce qui est de la croissance du bilan et des conditions de financement institutionnel. Il utilise différentes analyses pour établir le niveau de liquidités réel des actifs et la stabilité des passifs sur la base des comportements observés ou des échéances contractuelles. Le maintien de réserves de liquidités composées d'actifs de haute qualité est nécessaire pour compenser d'éventuelles sorties de fonds découlant d'un dérèglement des marchés financiers ou d'événements qui limiteraient son accès au financement ou se traduiraient en retraits massifs des dépôts.

Les niveaux minimaux d'actifs liquides que doit maintenir le Mouvement sont précisément prescrits par des politiques. La gestion quotidienne de ces valeurs mobilières et le niveau des réserves à maintenir font l'objet d'une gestion centralisée à la Trésorerie du Mouvement Desjardins et sont suivis par la fonction Gestion des risques sous la supervision du comité de gestion Finances et Risques. Les titres admissibles aux réserves de liquidités doivent respecter des critères élevés de sécurité et de négociabilité et fournir l'assurance de leur suffisance lors d'une éventuelle crise de liquidités sévère. Les valeurs mobilières détenues sont constituées en majorité de titres des gouvernements canadiens.

En plus des ratios imposés sur une base réglementaire, un programme de scénarios de crise est mis en place à l'échelle du Mouvement Desjardins. Ce programme intègre les concepts mis de l'avant dans le document *Bâle III : dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité* publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ces scénarios basés sur une décote du Mouvement combinée à un choc sur les marchés financiers permettent :

- d'évaluer l'ampleur, sur une période d'un an, des sorties de fonds potentielles en situation de crise;
- de mettre en place des ratios et des niveaux de liquidités à maintenir pour l'ensemble du Mouvement Desjardins;
- d'évaluer le coût marginal potentiel de tels événements en fonction du type, de la sévérité et du niveau de la crise.

Ces calculs sont effectués quotidiennement afin d'assurer que les seuils de liquidité à maintenir en fonction des scénarios de crise sont respectés.

Actifs liquides

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs liquides détenus par le Mouvement Desjardins, lesquels excluent les actifs détenus par les filiales d'assurance puisque ces actifs sont engagés pour couvrir les passifs d'assurance et non les besoins de liquidités des autres composantes du Mouvement. Les actifs liquides constituent la principale réserve de liquidités du Mouvement pour l'ensemble de ses activités. Les actifs liquides grevés comprennent principalement des actifs liquides donnés en garantie ou qui ne peuvent être utilisés en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes.

Actifs liquides⁽¹⁾

Au 31 mars 2020

(en millions de dollars)	Actifs liquides détenus par le Mouvement Desjardins	Valeurs mobilières reçues en garantie – Financement sur titres et transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	8 954 \$	- \$	8 954 \$	- \$	8 954 \$
Valeurs mobilières					
Émises ou garanties par le Canada, des provinces au Canada, des corps municipaux au Canada, des corps scolaires et publics au Canada, des administrations publiques à l'étranger	30 152	9 844	39 996	19 862	20 134
Autres titres au Canada	4 712	966	5 678	2 046	3 632
Émises ou garanties par des émetteurs étrangers	106	2	108	2	106
Prêts					
Titres adossés à des prêts hypothécaires résidentiels assurés	8 459	-	8 459	672	7 787
Total	52 383 \$	10 812 \$	63 195 \$	22 582 \$	40 613 \$

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)	Actifs liquides détenus par le Mouvement Desjardins	Valeurs mobilières reçues en garantie – Financement sur titres et transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	2 124 \$	- \$	2 124 \$	- \$	2 124 \$
Valeurs mobilières					
Émises ou garanties par le Canada, des provinces au Canada, des corps municipaux au Canada, des corps scolaires et publics au Canada, des administrations publiques à l'étranger	28 743	10 537	39 280	21 178	18 102
Autres titres au Canada	2 625	235	2 860	412	2 448
Émises ou garanties par des émetteurs étrangers	70	1	71	5	66
Prêts					
Titres adossés à des prêts hypothécaires résidentiels assurés	7 993	-	7 993	573	7 420
Total	41 555 \$	10 773 \$	52 328 \$	22 168 \$	30 160 \$

⁽¹⁾ À l'exclusion des actifs détenus par les filiales d'assurance.**Actifs liquides non grevés par entités⁽¹⁾**

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Fédération	20 606 \$	10 072 \$
Réseau des caisses	17 621	16 912
Autres entités	2 386	3 176
Total	40 613 \$	30 160 \$

⁽¹⁾ À l'exclusion des actifs détenus par les filiales d'assurance. La quasi-totalité des actifs liquides non grevés présentés dans ce tableau ont, comme monnaie d'émission, le dollar canadien.

Actifs grevés

Dans le cadre de ses activités courantes, le Mouvement donne en garantie des valeurs mobilières, des prêts et d'autres actifs principalement à l'égard d'opérations de financement, de participation à des systèmes de compensation et de paiement ainsi qu'à des opérations liées aux provisions pour frais de sinistres et règlements. Le tableau suivant présente, pour l'ensemble des actifs inscrits au bilan combiné et des titres reçus en garantie, ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui peuvent être donnés en garantie dans le cadre de transactions de financement ou autres.

Actifs grevés

Au 31 mars 2020

				Répartition des actifs totaux			
				Actifs grevés		Actifs non grevés	
(en millions de dollars)	Actifs au bilan combiné	Valeurs mobilières reçues en garantie	Actifs totaux	Donnés en garantie	Autres ⁽¹⁾	Pouvant être donné en garantie	Autres ⁽²⁾
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	9 614 \$	- \$	9 614 \$	- \$	508 \$	8 446 \$	660 \$
Valeurs mobilières	62 232	5 252	67 484	25 587	1 924	12 716	27 257
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	10 565	-	10 565	-	-	10 414	151
Prêts et acceptations nets	206 326	-	206 326	26 005	-	68 499	111 822
Actif net des fonds distincts	15 363	-	15 363	-	-	-	15 363
Autres actifs	22 819	-	22 819	-	-	-	22 819
Total	326 919 \$	5 252 \$	332 171 \$	51 592 \$	2 432 \$	100 075 \$	178 072 \$

Au 31 décembre 2019

				Répartition des actifs totaux			
				Actifs grevés		Actifs non grevés	
(en millions de dollars)	Actifs au bilan combiné	Valeurs mobilières reçues en garantie	Actifs totaux	Donnés en garantie	Autres ⁽¹⁾	Pouvant être donné en garantie	Autres ⁽²⁾
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	3 709 \$	- \$	3 709 \$	- \$	318 \$	1 806 \$	1 585 \$
Valeurs mobilières	59 693	5 427	65 120	26 052	1 483	9 332	28 253
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	10 032	-	10 032	-	-	9 959	73
Prêts et acceptations nets	203 462	-	203 462	21 654	-	73 569	108 239
Actif net des fonds distincts	17 026	-	17 026	-	-	-	17 026
Autres actifs	19 074	-	19 074	-	-	-	19 074
Total	312 996 \$	5 427 \$	318 423 \$	47 706 \$	1 801 \$	94 666 \$	174 250 \$

⁽¹⁾ Actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres.

⁽²⁾ Les actifs non grevés « autres » comprennent ceux des sociétés d'assurance ainsi que les actifs qui de l'avis de la direction ne seraient pas immédiatement disponibles à des fins de garantie ou à des fins de financement dans leur forme actuelle.

Ratio de liquidité à court terme

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a élaboré un ratio de liquidité à court terme (LCR) afin de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité des institutions financières. Le LCR correspond à l'encours des actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés sur les sorties nettes de trésorerie des 30 prochains jours dans l'hypothèse d'une grave crise de liquidités.

Selon la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance des liquidités* de l'AMF, les HQLA admissibles aux fins du calcul du ratio LCR sont constitués d'actifs pouvant être convertis rapidement en liquidités sur les marchés financiers sans ou avec peu de perte de valeur. Pour le Mouvement, ces actifs liquides de haute qualité sont constitués essentiellement de trésorerie et de titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements. Cette ligne directrice de l'AMF prescrit également les pondérations pour les entrées et les sorties de trésorerie.

Le tableau suivant présente les informations quantitatives relatives au ratio LCR sur la base du modèle préconisé par les exigences de divulgation du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾

	Pour le trimestre terminé le 31 mars 2020		Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019
	Valeur non pondérée ⁽²⁾ totale (moyenne ⁽⁴⁾)	Valeur pondérée ⁽³⁾ totale (moyenne ⁽⁴⁾)	Valeur pondérée ⁽³⁾ totale (moyenne ⁽⁴⁾)
(en millions de dollars et en pourcentage)			
Actifs liquides de haute qualité			
Total des actifs liquides de haute qualité	s. o.	27 785 \$	27 247 \$
Sorties de trésorerie			
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	74 759 \$	4 963	4 877
Dépôts stables	35 901	1 077	1 079
Dépôts moins stables	38 858	3 886	3 798
Financement de gros non garanti, dont :	26 863	13 665	11 963
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	7 765	1 856	1 787
Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	12 659	5 370	4 907
Dettes non garanties	6 439	6 439	5 269
Financement de gros garanti	s. o.	1	9
Exigences supplémentaires, dont :	13 169	2 869	3 253
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	1 289	1 171	1 137
Sorties associées à une perte de financements sur produits de dette	76	76	506
Facilités de crédit et de liquidité	11 804	1 622	1 610
Autres obligations de financement contractuelles	2 767	846	927
Autres obligations de financement conditionnelles	87 964	2 344	2 158
Total des sorties de trésorerie	s. o.	24 688 \$	23 187 \$
Entrées de trésorerie			
Prêts garantis (p. ex. conventions de revente)	7 133 \$	115 \$	126 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	3 886	1 965	1 925
Autres entrées de trésorerie	377	377	212
Total des entrées de trésorerie	11 396 \$	2 457 \$	2 263 \$
		Valeur ajustée totale⁽⁵⁾	Valeur ajustée totale⁽⁵⁾
Total des actifs liquides de haute qualité		27 785 \$	27 247 \$
Total des sorties nettes de trésorerie		22 231	20 924
Ratio de liquidité à court terme		125,0 %	130,2 %

⁽¹⁾ À l'exclusion des filiales d'assurance.

⁽²⁾ Les valeurs non pondérées des entrées et des sorties de trésorerie représentent les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours.

⁽³⁾ Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des décotes prescrites pour les actifs liquides de haute qualité et des taux prescrits pour les entrées et les sorties de trésorerie.

⁽⁴⁾ Le résultat du ratio est présenté en fonction de la moyenne des données quotidiennes au cours du trimestre.

⁽⁵⁾ La valeur ajustée totale tient compte, s'il y a lieu, des plafonds prescrits par l'AMF pour les actifs liquides de haute qualité et les entrées de trésorerie.

Sources de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts, constitue l'assise sur laquelle repose la position de liquidité du Mouvement Desjardins. La solide base de dépôts de particuliers combinée au financement de gros diversifié tant par les programmes utilisés que par l'étalement des échéances contractuelles permet le maintien de hauts ratios de liquidité réglementaire tout en assurant leur stabilité. Le total des dépôts, y compris le financement de gros, présentés au bilan combiné s'élevait à 205,5 G\$ au 31 mars 2020, en hausse de 11,6 G\$ depuis le 31 décembre 2019. Des informations additionnelles sur les dépôts sont présentées à la section « Gestion du bilan ».

Programmes et stratégies de financement

À titre de trésorier du Mouvement Desjardins, la Fédération répond aux besoins des membres et clients de l'organisation. La mise en œuvre de stratégies appropriées pour déterminer, mesurer et gérer les risques est sa principale priorité, et ces stratégies sont encadrées par des politiques. Au cours des trois premiers mois de 2020, la Fédération a réussi à maintenir un niveau de liquidités suffisant pour répondre aux besoins du Mouvement en raison de la rigueur de sa politique de trésorerie, de la solidité de ses financements institutionnels et de l'apport du réseau des caisses. Le financement de gros à court terme sert à financer les actifs très liquides tandis que le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

En vue de tirer parti d'un financement à long terme au coût le plus avantageux sur le marché, la Fédération maintient sa présence dans le marché de la titrisation de créances hypothécaires garanties par le gouvernement fédéral dans le cadre du Programme des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH). De plus, pour s'assurer un financement stable, elle diversifie ses sources provenant des marchés institutionnels. Ainsi, elle a recours au marché des capitaux lorsque les conditions sont favorables et procède, au besoin, à des émissions publiques et privées de billets à terme sur les marchés canadien, américain et européen.

Les principaux programmes utilisés actuellement par la Fédération sont les suivants :

Principaux programmes de financement

Au 31 mars 2020

	Montant maximal autorisé
Billets à moyen terme (canadiens)	10 milliards de dollars
Obligations sécurisées (multidevises) ⁽¹⁾	26 milliards de dollars
Billets à court terme (européens)	3 milliards d'euros
Billets à court terme (américains)	15 milliards de dollars américains
Billets à moyen terme et subordonnés (multidevises)	7 milliards d'euros
Billets subordonnés FPUNV (canadiens)	3 milliards de dollars

⁽¹⁾ Le montant maximal autorisé du programme d'obligations sécurisées a été haussé de 14 G\$ à 26 G\$ suivant l'augmentation de la limite prudentielle d'émission d'obligations sécurisées par l'AMF, en date du 31 mars 2020. Cet allègement temporaire est accordé pendant au moins un an et pourrait être prolongé au-delà, si nécessaire.

Le tableau suivant représente les durées à l'échéance résiduelle du financement de gros.

Durées à l'échéance résiduelle du financement de gros

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020								Au 31 décembre 2019
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total – Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Billets à escompte au porteur	1 795 \$	410 \$	44 \$	11 \$	2 260 \$	- \$	- \$	2 260 \$	2 250 \$
Papier commercial	7 099	3 606	5 225	-	15 930	-	-	15 930	13 058
Billets à moyen terme	422	-	366	3 205	3 993	2 549	4 048	10 590	11 171
Titrisation de créances hypothécaires	-	369	217	593	1 179	1 377	8 652	11 208	10 390
Obligations sécurisées	-	-	-	1 552	1 552	-	4 500	6 052	5 655
Obligations subordonnées	900	-	-	-	900	-	499	1 399	1 398
Total	10 216 \$	4 385 \$	5 852 \$	5 361 \$	25 814 \$	3 926 \$	17 699 \$	47 439 \$	43 922 \$
dont :									
Garantis	900 \$	369 \$	217 \$	2 145 \$	3 631 \$	1 377 \$	13 651 \$	18 659 \$	17 443 \$
Non garantis	9 316	4 016	5 635	3 216	22 183	2 549	4 048	28 780	26 479

L'ensemble du financement de gros du Mouvement Desjardins présenté dans le tableau précédent a été effectué par la Fédération, à l'exception des obligations subordonnées qui ont été émises par Capital Desjardins inc. Le total du financement de gros a augmenté de 3,5 G\$ par rapport au 31 décembre 2019. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du papier commercial et de la titrisation des créances hypothécaires.

De plus, le Mouvement Desjardins diversifie ses sources de financement afin de limiter sa dépendance à une devise. Le tableau « Financement de gros par devises » présente la répartition des emprunts sur les marchés et des obligations subordonnées par devises. Ces fonds sont principalement obtenus par l'intermédiaire de billets à court et à moyen termes, de la titrisation de créances hypothécaires et des obligations sécurisées et subordonnées.

Financement de gros par devises

(en millions de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
Dollars canadiens	19 762 \$	41,6 %	20 243 \$	46,1 %
Dollars américains	20 094	42,4	16 708	38,0
Autres	7 583	16,0	6 971	15,9
	47 439 \$	100,0 %	43 922 \$	100,0 %

La Fédération a par ailleurs participé à de nouvelles émissions dans le cadre du Programme des titres hypothécaires LNH, avec une participation totale de 551 M\$ au cours des trois premiers mois de 2020. De plus, la Fédération a procédé au cours de la même période à une émission d'un montant total de 1,0 G\$ US, sujette au régime de recapitalisation interne, par l'entremise de son programme de billets à moyen terme multidevises.

L'encours des émissions effectuées dans le cadre de programmes de financement à moyen terme de la Fédération s'élevait à 27,9 G\$ au 31 mars 2020, comparativement à 27,2 G\$ au 31 décembre 2019. L'encours de ces émissions est présenté au bilan combiné, au poste « Dépôts – Entreprises et gouvernements ». Quant à Capital Desjardins inc., l'encours de ses obligations de premier rang totalisait 1,4 G\$ au 31 mars 2020, soit le même montant qu'au 31 décembre 2019.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le gouvernement canadien, par l'entremise de la Banque du Canada et de la SCHL, a déployé plusieurs initiatives de financement ayant pour objectif de soutenir le système financier canadien en préservant une source de financement aux entreprises. À l'instar des banques canadiennes, le Mouvement Desjardins s'est prévalu de ces programmes pour un montant de 8,9 G\$ à la fin mars et continue de participer à plusieurs de ces programmes au deuxième trimestre de 2020. Ces sources additionnelles de financement permettent au Mouvement de maintenir des niveaux de liquidités adéquats pour faire face aux incidences liées à cette pandémie.

Entre autres, en date effective du 31 mars 2020, dans le cadre du *Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés* (PAPHA) mis en place par la SCHL, la Fédération a vendu à la SCHL des titres hypothécaires (TH-LNH) pour un montant de 500 M\$. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement canadien, par l'entremise de la SCHL, peut acheter auprès des institutions financières jusqu'à 150 G\$ de prêts hypothécaires assurés formant des blocs de titres hypothécaires émis en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. De plus, le 30 mars 2020, la Fédération a procédé à une émission d'obligations sécurisées « en nom propre » (auto-détenues) pour un montant de 2,5 G\$, pour fins de participation au programme d'opérations de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada. Ces obligations sécurisées pour le montant total, ont été mises en garantie auprès de la Banque du Canada dans le cadre du programme le 31 mars pour règlement le 2 avril 2020. Ces deux initiatives sont incluses dans le montant total de participation de la Fédération aux initiatives de la Banque du Canada et de la SCHL de 8,9 G\$.

Le 14 avril 2020, la Fédération a également procédé à une émission d'obligations sécurisées « en nom propre » (auto-détenues) pour un montant de 1,5 G\$, pour fins de participation au programme d'opérations de prise en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada. Ces obligations sécurisées, pour le montant total, ont été mises en garantie auprès de la Banque du Canada aux fins dudit programme les 15 et 20 avril 2020.

Tout comme les banques canadiennes, le Mouvement Desjardins a aussi accédé le 23 avril 2020 au mécanisme permanent d'octroi de liquidités à plus d'un jour que la Banque du Canada a mis en place pour soutenir la liquidité du système financier. Aux termes de ce mécanisme, les institutions financières admissibles peuvent emprunter auprès de la Banque en donnant en garantie un large éventail de titres. Elles sont ainsi mieux à même de financer de nouveaux prêts.

L'ensemble de ces transactions a permis de répondre adéquatement aux besoins de liquidités du Mouvement Desjardins, de diversifier encore mieux ses sources de financement et d'en allonger davantage le terme moyen.

Cotes de crédit des titres émis et en circulation

Les cotes de crédit du Mouvement Desjardins ont une incidence sur sa capacité à accéder aux sources de financement auprès des marchés financiers de même que sur les conditions de ce financement. Elles sont également un élément considéré lors de certaines opérations du Mouvement impliquant des contreparties.

Les agences de notation attribuent les cotes de crédit et les perspectives qui s'y rattachent en fonction de leur méthodologie qui comprend plusieurs critères d'analyse, dont des facteurs qui ne sont pas sous le contrôle du Mouvement. Les agences évaluent le Mouvement Desjardins sur une base cumulée et reconnaissent sa capitalisation, la constance de sa performance financière, ses importantes parts de marché au Québec et la qualité de ses actifs. Par conséquent, les cotes de crédit de la Fédération, émetteur pleinement assujéti, et de Capital Desjardins inc., émetteur assujéti émergent, sont adossées à la solidité financière du Mouvement.

Au cours du premier trimestre de 2020, les cotes de crédit attribuées par les agences de notation DBRS, Moody's et Standard & Poor's (S&P) aux titres de premier rang du Mouvement Desjardins sont demeurées inchangées. En date du rapport de gestion, les perspectives assignées aux cotes du Mouvement Desjardins par DBRS et S&P sont stables, alors que celle apposée par Moody's est négative.

Au cours du mois de janvier 2020, les agences de notation, DBRS, Moody's et S&P, ont attribué des cotes de crédit provisoires aux nouveaux billets subordonnés FPUNV (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité) de la Fédération, soit A (faible), A2 et BBB+, respectivement.

Le 23 mars 2020, l'agence de notation Fitch a revu la perspective du secteur bancaire canadien de stable à négative. Cette révision est due à leurs préoccupations sur la qualité des actifs et la rentabilité des banques. Le 3 avril 2020, Fitch a revu à la baisse de stable à négative la perspective assignée aux cotes du Mouvement Desjardins, ainsi que celles des grandes banques canadiennes. De plus, en lien avec l'annonce du 28 février 2020 sur la mise à jour de sa méthodologie applicable à l'industrie bancaire et non-bancaire, Fitch a annoncé le 3 avril la révision à la hausse de AA- à AA de la cote de la dette de premier rang existante de la Fédération, la confirmation de la cote de la dette de premier rang à AA-, et une révision à la baisse de A+ à A de la cote des billets subordonnés FPUNV de la Fédération et de la dette de premier rang de Capital Desjardins Inc.

La Fédération et Capital Desjardins inc. bénéficient de cotes de crédit de première qualité qui figurent parmi les meilleures des grandes institutions bancaires canadiennes et internationales.

Cotes de crédit des titres émis et en circulation

	DBRS	FITCH	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
Fédération des caisses Desjardins du Québec				
Court terme	R-1 (élevé)	F1+	P-1	A-1
Moyen et long termes de premier rang existante ⁽¹⁾	AA	AA	Aa2	A+
Moyen et long termes de premier rang ⁽²⁾	AA (faible)	AA-	A2	A-
Billets subordonnés FPUNV ⁽³⁾	A (faible)	A	A2	BBB+
Obligations sécurisées	-	AAA	Aaa	-
Capital Desjardins inc.				
Moyen et long termes de premier rang	A (élevé)	A	A2	A

⁽¹⁾ Comprend la dette à moyen et long termes de premier rang émise avant le 31 mars 2019 ainsi que celle émise à partir de cette date et qui est exclue du régime de recapitalisation applicable au Mouvement Desjardins.

⁽²⁾ Comprend la dette à moyen et long termes de premier rang émise à partir du 31 mars 2019, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne applicable au Mouvement Desjardins.

⁽³⁾ Aucun titre de ce type n'a été émis au 31 mars 2020.

Le Mouvement surveille régulièrement le niveau d'obligations additionnelles que ses contreparties exigeraient en cas de baisse des cotes de crédit de la Fédération et de Capital Desjardins inc. Ce suivi permet au Mouvement d'évaluer l'incidence d'une telle baisse sur sa capacité de financement, d'effectuer des transactions dans le cours normal de ses activités et de s'assurer qu'il détient les actifs liquides et les sûretés additionnelles pour s'acquitter de ses obligations. Actuellement, le Mouvement n'a pas l'obligation de fournir des garanties supplémentaires dans l'éventualité où sa cote de crédit serait abaissée de trois niveaux par une ou plusieurs agences de notation.

Échéances contractuelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs inscrits au bilan combiné et les engagements hors bilan à la valeur comptable et répartis selon leurs échéances contractuelles résiduelles. La répartition des échéances constitue une source de renseignements à l'égard du risque de liquidité et de financement, mais elle diffère de l'analyse effectuée par le Mouvement pour déterminer l'échéance attendue de ces éléments aux fins de la gestion du risque de liquidité. Plusieurs facteurs autres que les échéances contractuelles sont pris en considération pour évaluer les flux monétaires futurs prévus et le risque de liquidité.

La valeur des engagements de crédit présentés dans ce tableau représente le montant maximal de crédit additionnel que le Mouvement pourrait être obligé de consentir si les engagements sont entièrement utilisés. La valeur des garanties et lettres de soutien correspond aux sorties maximales de fonds que le Mouvement pourrait devoir effectuer en cas de défaillance complète des parties aux garanties, sans tenir compte des recouvrements possibles. Ces engagements et garanties ne représentent pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car une partie importante de ces instruments expireront ou seront résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds.

La note complémentaire 16 « Passifs des contrats d'assurance » des états financiers combinés annuels fournit des renseignements supplémentaires sur les échéances contractuelles des provisions techniques et des provisions pour sinistres et frais de règlement.

Échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan

Au 31 mars 2020

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	9 390 \$	361 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(137) \$	9 614 \$
Valeurs mobilières										
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	175	847	411	1 112	455	1 847	6 454	20 181	4 171	35 653
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	365	713	619	2 147	642	4 504	13 427	2 644	56	25 117
Titres au coût amorti	401	427	199	169	228	1	4	35	(2)	1 462
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	9 403	887	275	-	-	-	-	-	-	10 565
Prêts										
Hypothécaires résidentiels ⁽²⁾	2 897	4 556	7 055	7 463	6 437	26 921	64 491	2 071	6 528	128 419
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers ⁽²⁾	53	68	147	214	286	1 441	5 979	8 299	9 694	26 181
Aux entreprises et aux gouvernements ⁽²⁾	13 132	4 937	5 092	5 506	4 217	3 701	6 976	2 865	6 096	52 522
Provision pour pertes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	(878)	(878)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	-	-	-	-	-	15 363	15 363
Engagements de clients en contrepartie										
d'acceptations	82	-	-	-	-	-	-	-	-	82
Primes à recevoir	207	80	16	3	-	-	-	-	2 270	2 576
Instruments financiers dérivés	503	359	452	509	139	625	2 844	759	-	6 190
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	4 080	2	-	-	-	-	-	-	85	4 167
Actifs de réassurance	28	57	80	71	65	187	371	1 001	2	1 862
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	-	-	-	-	-	-	-	579	579
Immeubles de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	924	924
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 485	1 485
Goodwill	-	-	-	-	-	-	-	-	121	121
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	382	382
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	1 123	1 123
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	854	854
Autres actifs	818	119	100	20	15	46	72	21	1 345	2 556
Total de l'actif	41 534 \$	13 413 \$	14 446 \$	17 214 \$	12 484 \$	39 273 \$	100 618 \$	37 876 \$	50 061 \$	326 919 \$

Pour les notes de bas de tableau, se reporter à la page 48.

Échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan (suite)

Au 31 mars 2020

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
Passif et capitaux propres										
Dépôts										
Particuliers ⁽³⁾	5 993 \$	3 868 \$	4 656 \$	5 889 \$	4 344 \$	12 724 \$	18 317 \$	357 \$	57 700 \$	113 848 \$
Entreprises et gouvernements ⁽³⁾	11 101	4 865	6 542	5 871	888	5 214	15 274	4 277	37 013	91 045
Institutions de dépôts ⁽³⁾	58	1	14	1	5	15	5	-	503	602
Acceptations	82	-	-	-	-	-	-	-	-	82
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert ⁽⁴⁾	92	23	241	6	-	377	2 494	5 659	9	8 901
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	13 416	-	-	-	-	-	-	-	-	13 416
Instruments financiers dérivés	239	175	164	166	130	683	1 743	247	-	3 547
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières	6 508	7	-	-	-	-	-	-	3 280	9 795
Obligations locatives	6	11	16	15	15	60	166	341	9	639
Passifs des contrats d'assurance	280	560	1 023	912	856	2 149	4 613	18 779	2 647	31 819
Passif net des fonds distincts	-	-	-	-	-	-	-	-	15 352	15 352
Passifs nets au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	1 384	1 384
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	409	409
Autres passifs	2 436	143	189	431	217	232	222	48	1 813	5 731
Obligations subordonnées	900	-	-	-	-	-	-	499	-	1 399
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	28 950	28 950
Total du passif et des capitaux propres	41 111 \$	9 653 \$	12 845 \$	13 291 \$	6 455 \$	21 454 \$	42 834 \$	30 207 \$	149 069 \$	326 919 \$
Engagements hors bilan										
Engagements de crédit ⁽⁵⁾	627 \$	71 \$	213 \$	323 \$	347 \$	3 762 \$	7 309 \$	565 \$	101 858 \$	115 075 \$
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de valeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	1 775	1 775
Lettres de crédit documentaire	3	5	1	3	7	1	-	-	-	20
Garanties et lettres de crédit de soutien	105	185	289	218	163	31	24	7	6	1 028
Swaps sur défaillance de crédit	-	-	-	-	-	-	-	489	-	489

Pour les notes de bas de tableau, se reporter à la page 48.

Échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan (suite)

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	3 263 \$	428 \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 \$	3 709 \$
Valeurs mobilières										
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	18	442	1 068	296	1 014	1 650	6 395	19 452	4 833	35 168
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	353	574	543	516	215	4 617	13 035	2 996	60	22 909
Titres au coût amorti	567	468	263	166	113	1	4	34	-	1 616
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	9 750	282	-	-	-	-	-	-	-	10 032
Prêts										
Hypothécaires résidentiels ⁽²⁾	2 817	3 587	7 386	7 355	7 485	23 590	66 086	1 933	6 518	126 757
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers ⁽²⁾	47	59	156	216	319	1 457	6 035	7 865	10 868	27 022
Aux entreprises et aux gouvernements ⁽²⁾	12 031	4 081	4 786	4 843	5 063	3 756	6 796	2 712	5 920	49 988
Provision pour pertes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	(685)	(685)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	-	-	-	-	-	17 026	17 026
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	368	12	-	-	-	-	-	-	-	380
Primes à recevoir	192	73	15	3	-	-	-	-	2 403	2 686
Instruments financiers dérivés	125	134	247	160	294	893	2 176	217	-	4 246
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	2 142	3	-	-	-	-	-	-	84	2 229
Actifs de réassurance	37	70	81	70	65	174	381	1 002	121	2 001
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	-	-	-	-	-	-	-	566	566
Immeubles de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	957	957
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 471	1 471
Goodwill	-	-	-	-	-	-	-	-	121	121
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	381	381
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	1 034	1 034
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	1 292	1 292
Autres actifs	608	69	73	10	12	25	56	4	1 233	2 090
Total de l'actif	32 318 \$	10 282 \$	14 627 \$	13 635 \$	14 580 \$	36 163 \$	100 964 \$	36 215 \$	54 212 \$	312 996 \$

Pour les notes de bas de tableau, se reporter à la page 48.

Échéances contractuelles résiduelles des éléments du bilan et des engagements hors bilan (suite)

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
Passif et capitaux propres										
Dépôts										
Particuliers ⁽³⁾	3 397 \$	3 645 \$	7 733 \$	4 669 \$	5 960 \$	12 724 \$	16 926 \$	381 \$	56 230 \$	111 665 \$
Entreprises et gouvernements ⁽³⁾	8 728	6 056	4 335	3 791	5 604	4 034	14 179	3 448	31 381	81 556
Institutions de dépôts ⁽³⁾	99	-	6	13	9	20	22	-	528	697
Acceptations	368	12	-	-	-	-	-	-	-	380
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert ⁽⁴⁾	495	201	171	9	7	196	1 866	7 668	2	10 615
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	10 562	-	-	-	-	-	-	-	-	10 562
Instruments financiers dérivés	152	192	292	188	228	978	2 115	133	-	4 278
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières	2 695	-	-	-	-	-	-	-	2 857	5 552
Obligations locatives	6	10	15	14	15	56	162	338	8	624
Passifs des contrats d'assurance	440	788	975	852	793	1 921	4 484	18 518	2 824	31 595
Passif net des fonds distincts	-	-	-	-	-	-	-	-	17 002	17 002
Passifs nets au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	-	-	-	3 068	3 068
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	281	281
Autres passifs	2 546	569	653	191	67	129	232	46	1 861	6 294
Obligations subordonnées	-	-	899	-	-	-	-	499	-	1 398
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	27 429	27 429
Total du passif et des capitaux propres										
	29 488 \$	11 473 \$	15 079 \$	9 727 \$	12 683 \$	20 058 \$	39 986 \$	31 031 \$	143 471 \$	312 996 \$
Engagements hors bilan										
Engagements de crédit ⁽⁵⁾	966 \$	50 \$	395 \$	336 \$	549 \$	3 566 \$	7 977 \$	513 \$	99 049 \$	113 401 \$
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de valeurs	-	-	-	-	-	-	-	-	1 985	1 985
Lettres de crédit documentaire	3	6	5	1	2	6	-	-	-	23
Garanties et lettres de crédit de soutien	78	184	163	288	205	37	21	40	6	1 022
Swaps sur défaillance de crédit	-	-	-	-	-	-	195	-	-	195

⁽¹⁾ Les titres de participation sont classés dans la colonne « Sans échéance précise ».⁽²⁾ Les montants remboursables sur demande sont classés dans la colonne « Sans échéance précise ».⁽³⁾ Les dépôts remboursables à vue ou avec préavis sont considérés comme étant sans échéance précise.⁽⁴⁾ Les montants sont présentés selon l'échéance contractuelle restante du titre sous-jacent.⁽⁵⁾ Comprend les marges de crédit personnelles, les marges de crédit garanties par un bien immobilier et les marges sur cartes de crédit pour lesquelles les montants d'engagement sont révocables sans condition en tout temps à la discrétion du Mouvement.

INFORMATION ADDITIONNELLE LIÉE À L'EXPOSITION À CERTAINS RISQUES

Les tableaux suivants présentent des renseignements détaillés sur les instruments financiers plus complexes et plus risqués.

Titres adossés

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Montants nominaux	Juste valeur	Montants nominaux	Juste valeur
Titres adossés à des actifs financiers et à des créances hypothécaires ⁽¹⁾	121 \$	120 \$	135 \$	135 \$

⁽¹⁾ Aucun des titres détenus n'est directement adossé à des créances hypothécaires résidentielles à risque. Ces titres sont présentés aux postes « Titres à la juste valeur par le biais du résultat net » et « Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » du bilan combiné.

Structures de financement à levier et prêts à risque

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Montants nominaux	Juste valeur	Montants nominaux	Juste valeur
Structures de financement à levier ⁽¹⁾	147 \$		370 \$	
Prêts à risque de la catégorie Alt-A ⁽²⁾	16		15	
Prêts à risque sur créances hypothécaires résidentielles ⁽³⁾	4		4	

⁽¹⁾ Les structures de financement à levier sont des prêts accordés aux grandes sociétés et à des sociétés de financement dont la cote de crédit se situe entre BB+ et D, et dont le niveau d'endettement est très élevé comparativement à celui des autres sociétés actives dans la même industrie.

⁽²⁾ Les prêts hypothécaires de catégorie Alt-A sont définis comme étant des prêts octroyés à des emprunteurs qui ne possèdent pas la documentation standard sur les revenus. Ces prêts sont présentés au bilan combiné, au poste « Prêts – Hypothécaires résidentiels », et sont évalués au coût amorti.

⁽³⁾ Ces prêts sont définis comme étant des prêts octroyés à des emprunteurs présentant un profil de risque de crédit élevé. Les prêts hypothécaires résidentiels à risque sont présentés au bilan combiné, au poste « Prêts – Hypothécaires résidentiels », et sont évalués au coût amorti.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours de la période intermédiaire terminée le 31 mars 2020, le Mouvement Desjardins n'a apporté aucune modification à ses politiques, procédures et autres processus sur le contrôle interne ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. L'information sur les intervenants et leurs responsabilités liées à ces contrôles est présentée aux pages 98 et 99 du rapport de gestion annuel 2019.

INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses activités, le Mouvement Desjardins offre des services financiers à ses parties liées, y compris ses entreprises associées, coentreprises et autres sociétés liées, et conclut des ententes visant des services d'exploitation avec elles. De plus, il verse une rémunération à ses principaux dirigeants dans des conditions normales de marché.

Le Mouvement Desjardins offre aussi ses produits et services financiers dans des conditions normales de marché à ses administrateurs, à ses principaux dirigeants ainsi qu'aux personnes avec qui ces derniers ont des liens.

Le Mouvement a mis en place un processus afin d'obtenir l'assurance que ses opérations avec ses dirigeants et les personnes qui leur sont liées sont conclues dans des conditions de concurrence normale de même que conformément à l'encadrement législatif applicable à ses diverses composantes. Ces politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2019.

La note complémentaire 32 « Information relative aux parties liées » des états financiers combinés annuels présente des renseignements supplémentaires sur les transactions entre parties liées.

MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES ET ESTIMATIONS

La description des méthodes comptables du Mouvement Desjardins est essentielle à la compréhension des états financiers combinés annuels et intermédiaires. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels du Mouvement Desjardins, aux pages 121 à 141 du rapport annuel 2019.

Certaines de ces méthodes revêtent une importance particulière quant à la présentation de la situation financière et des résultats d'exploitation du Mouvement Desjardins du fait que la direction doit exercer des jugements et avoir recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, revenus et charges ainsi que sur l'information connexe. Les pages 99 à 105 du rapport de gestion annuel 2019 fournissent des explications sur les principales méthodes comptables qui ont nécessité que la direction porte des jugements difficiles, subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2020, ces principales méthodes comptables sont les mêmes qu'au 31 décembre 2019. Toutefois, le contexte de la pandémie de COVID-19 a entraîné de nouvelles sources d'incertitude ayant une incidence sur les jugements posés ainsi que sur les estimations et hypothèses formulées par la direction dans l'application de ces méthodes comptables pour le trimestre terminé le 31 mars 2020. Pour plus de renseignements, se référer à la section « Événement important » de la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés intermédiaires.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les normes comptables qui ont été publiées par l'IASB, mais qui n'étaient pas encore en vigueur le 31 décembre 2019, sont décrites à la note complémentaire 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels du Mouvement Desjardins, à la page 141 du rapport annuel 2019. L'IASB n'a publié aucune nouvelle norme comptable et aucune nouvelle modification à une norme existante au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, ayant une incidence importante sur les états financiers du Mouvement Desjardins. Cependant, à la suite des commentaires reçus sur l'exposé-sondage publié en juin 2019 dans lequel l'IASB proposait de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur d'IFRS 17 au 1^{er} janvier 2022, l'IASB a provisoirement décidé en mars 2020 de reporter d'une autre année, soit au 1^{er} janvier 2023, l'application d'IFRS 17 (et ses modifications) ainsi que la date d'expiration de l'exemption temporaire de l'obligation d'appliquer IFRS 9 prévue par IFRS 4.

ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS

TABLE DES MATIÈRES

52 États financiers combinés

- 53 Bilan combiné
- 54 État combiné du résultat
- 55 État combiné du résultat global
- 57 État combiné des variations des capitaux propres
- 58 Tableau combiné des flux de trésorerie

59 Notes complémentaires aux états financiers combinés intermédiaires résumés

- 59 Note 1 Informations relatives au Mouvement des caisses Desjardins
- 59 Note 2 Mode de présentation et principales méthodes comptables
- 61 Note 3 Valeur comptable des instruments financiers
- 63 Note 4 Juste valeur des instruments financiers
- 69 Note 5 Prêts et provision pour pertes de crédit
- 76 Note 6 Intérêts détenus dans d'autres entités
- 76 Note 7 Dépôts
- 77 Note 8 Cumul des autres éléments du résultat global
- 77 Note 9 Gestion du capital
- 78 Note 10 Revenu net d'intérêts et revenus (pertes) nets de placement
- 79 Note 11 Information sectorielle

Bilan combiné

(non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières		9 614 \$	3 709 \$
Valeurs mobilières			
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net		35 653	35 168
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		25 117	22 909
Titres au coût amorti		1 462	1 616
		62 232	59 693
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente		10 565	10 032
Prêts	5		
Hypothécaires résidentiels		128 419	126 757
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers		26 181	27 022
Aux entreprises et aux gouvernements		52 522	49 988
		207 122	203 767
Provision pour pertes de crédit	5	(878)	(685)
		206 244	203 082
Actif net des fonds distincts		15 363	17 026
Autres actifs			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		82	380
Primes à recevoir		2 576	2 686
Instruments financiers dérivés		6 190	4 246
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières		4 167	2 229
Actifs de réassurance		1 862	2 001
Actifs au titre de droits d'utilisation		579	566
Immeubles de placement		924	957
Immobilisations corporelles		1 485	1 471
Goodwill		121	121
Immobilisations incorporelles		382	381
Participations dans les entreprises mises en équivalence		1 123	1 034
Actifs d'impôt différé		854	1 292
Autres		2 556	2 090
		22 901	19 454
TOTAL DE L'ACTIF		326 919 \$	312 996 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF			
Dépôts	7		
Particuliers		113 848 \$	111 665 \$
Entreprises et gouvernements		91 045	81 556
Institutions de dépôts		602	697
		205 495	193 918
Autres passifs			
Acceptations		82	380
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert		8 901	10 615
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat		13 416	10 562
Instruments financiers dérivés		3 547	4 278
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières		9 795	5 552
Obligations locatives		639	624
Passifs des contrats d'assurance		31 819	31 595
Passif net des fonds distincts		15 352	17 002
Passifs nets au titre des régimes à prestations définies		1 384	3 068
Passifs d'impôt différé		409	281
Autres		5 731	6 294
		91 075	90 251
Obligations subordonnées		1 399	1 398
TOTAL DU PASSIF		297 969	285 567
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		5 041	5 134
Excédents non répartis		2 000	2 352
Cumul des autres éléments du résultat global	8	475	211
Réserves		20 753	18 959
Capitaux propres – Part revenant au Groupe		28 269	26 656
Participations ne donnant pas le contrôle		681	773
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		28 950	27 429
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		326 919 \$	312 996 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés intermédiaires résumés.

État combiné du résultat

(non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
		2020	2019
REVENU D'INTÉRÊTS			
Prêts		1 956 \$	1 875 \$
Valeurs mobilières		109	108
		2 065	1 983
FRAIS D'INTÉRÊTS			
Dépôts		641	656
Obligations subordonnées		18	18
Autres		32	45
		691	719
REVENU NET D'INTÉRÊTS	10	1 374	1 264
PRIMES NETTES		2 522	2 317
AUTRES REVENUS			
Frais de service sur les dépôts et les paiements		105	103
Commissions sur prêts et cartes de crédit		196	210
Services de courtage et de fonds de placement		240	214
Honoraires de gestion et de services de garde		150	140
Revenus (pertes) nets de placement	10	(456)	1 519
Ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance		512	(167)
Revenus de change		46	14
Autres		33	50
		826	2 083
REVENU TOTAL		4 722	5 664
DOTATION À LA PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT	5	324	109
SINISTRES, PRESTATIONS, RENTES ET VARIATIONS DES PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE		2 083	3 118
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS			
Salaires et avantages sociaux		934	888
Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement		207	185
Ententes de services et impartition		62	84
Communications		66	65
Autres		744	697
		2 013	1 919
EXCÉDENTS D'EXPLOITATION		302	518
Impôts sur les excédents		17	117
EXCÉDENTS AVANT RISTOURNES AUX MEMBRES⁽¹⁾		285	401
Ristournes aux membres		77	77
Recouvrement d'impôt relatif aux ristournes aux membres		(20)	(20)
EXCÉDENTS NETS DE LA PÉRIODE APRÈS RISTOURNES AUX MEMBRES		228 \$	344 \$
dont :			
Part revenant au Groupe		215 \$	347 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle		13	(3)

⁽¹⁾ La part revenant au Groupe des « Excédents avant ristournes aux membres » est présentée à la note 11 « Information sectorielle ».

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés intermédiaires résumés.

État combiné du résultat global

(non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2020	2019
Excédents nets de la période après ristournes aux membres	228 \$	344 \$
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies	1 250	(136)
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	7	(1)
Variation nette des gains et des pertes sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(3)	-
Variation nette de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	5	-
	1 259	(137)
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres d'emprunt classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Gains nets non réalisés	218	190
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net	6	1
Reclassement des gains nets à l'état combiné du résultat	(76)	(4)
	148	187
Variation nette des gains et des pertes non réalisés liés à l'ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance		
Gains (pertes) nets non réalisés	(432)	139
Reclassement des (gains) pertes nets à l'état combiné du résultat	34	(6)
	(398)	133
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Gains nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	490	86
Reclassement à l'état combiné du résultat des gains nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(1)	(11)
	489	75
Gains nets de change non réalisés sur conversion d'un investissement net dans un établissement à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	2	-
	241	395
Total des autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	1 500	258
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	1 728 \$	602 \$
dont :		
Part revenant au Groupe	1 721 \$	598 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	7	4

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés intermédiaires résumés.

État combiné du résultat global (suite)

(non audité)

Impôts sur les autres éléments du résultat global

La charge (le recouvrement) d'impôt relative à chaque composante des autres éléments du résultat global de la période est présentée dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2020	2019
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies	448 \$	(49) \$
Variation nette des gains et des pertes sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	-
Variation nette de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	2	-
	449	(49)
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres d'emprunt classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Gains nets non réalisés	74	66
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net	2	-
Reclassement des gains nets à l'état combiné du résultat	(29)	(1)
	47	65
Variation nette des gains et des pertes non réalisés liés à l'ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance		
Gains (pertes) nets non réalisés	(128)	35
Reclassement des (gains) pertes nets à l'état combiné du résultat	14	(1)
	(114)	34
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Gains nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	181	25
Reclassement à l'état combiné du résultat des gains nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	-	1
	181	26
	114	125
Total de la charge d'impôt	563 \$	76 \$

État combiné des variations des capitaux propres

Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars

(non audité)

	Capital				Réserves				Capitaux propres – Part revenant au Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital social	Capital-actions	Excédents non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 8)	Réserve de stabilisation	Réserve pour ristournes éventuelles	Réserve générale et autres réserves	Total des réserves			
(en millions de dollars canadiens)											
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	5 134 \$	- \$	2 352 \$	211 \$	796 \$	978 \$	17 185 \$	18 959 \$	26 656 \$	773 \$	27 429 \$
Excédents nets de la période après ristournes aux membres	-	-	215	-	-	-	-	-	215	13	228
Autres éléments du résultat global de la période	-	-	1 242	264	-	-	-	-	1 506	(6)	1 500
Résultat global de la période	-	-	1 457	264	-	-	-	-	1 721	7	1 728
Variations nettes du capital social	(93)	-	-	-	-	-	-	-	(93)	-	(93)
Variations nettes du capital-actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(93)	(93)
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
Virement provenant des excédents non répartis (affectation aux réserves)	-	-	(1 794)	-	-	(55)	1 849	1 794	-	-	-
Perte sur la dilution de la participation ne donnant pas le contrôle	-	-	(14)	-	-	-	-	-	(14)	-	(14)
Autres	-	-	(1)	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)
SOLDE AU 31 MARS 2020	5 041 \$	- \$	2 000 \$	475 \$	796 \$	923 \$	19 034 \$	20 753 \$	28 269 \$	681 \$	28 950 \$
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018	5 350 \$	5 \$	3 649 \$	(23) \$	955 \$	270 \$	14 695 \$	15 920 \$	24 901 \$	748 \$	25 649 \$
Excédents nets de la période après ristournes aux membres	-	-	347	-	-	-	-	-	347	(3)	344
Autres éléments du résultat global de la période	-	-	(135)	386	-	-	-	-	251	7	258
Résultat global de la période	-	-	212	386	-	-	-	-	598	4	602
Émission de parts de capital F	46	-	-	-	-	-	-	-	46	-	46
Autres variations nettes du capital social	(163)	-	-	-	-	-	-	-	(163)	-	(163)
Variations nettes du capital-actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Virement provenant des excédents non répartis (affectation aux réserves)	-	-	(179)	-	(3)	(54)	236	179	-	-	-
Autres	-	-	(4)	-	-	-	-	-	(4)	2	(2)
SOLDE AU 31 MARS 2019	5 233 \$	5 \$	3 678 \$	363 \$	952 \$	216 \$	14 931 \$	16 099 \$	25 378 \$	748 \$	26 126 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés intermédiaires résumés.

Tableau combiné des flux de trésorerie

(non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2020	2019
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédents d'exploitation	302 \$	518 \$
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation, des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement	84	75
Variation nette des passifs des contrats d'assurance	224	1 398
Dotation à la provision pour pertes de crédit	324	109
Gains nets réalisés sur les titres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(107)	(4)
Gains nets sur cession d'immeubles de placement	(102)	-
Ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance	(512)	167
Autres	(18)	(2)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation :		
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	(485)	(2 831)
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	(533)	252
Prêts	(3 486)	(1 587)
Instruments financiers dérivés, montant net	(2 406)	353
Sommes à recevoir et à payer aux clients, courtiers et institutions financières, montant net	2 305	1 169
Dépôts	11 577	3 102
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	(1 714)	1 300
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	2 854	(3 237)
Autres	(215)	(608)
Impôts versés sur les excédents	(140)	(64)
	7 952	110
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'obligations locatives	(13)	(15)
Ventes de titres d'emprunt et d'obligations subordonnées à des tiers sur le marché	-	6
Émission de parts de capital F	-	46
Autres variations nettes du capital social	(93)	(163)
Rémunération sur le capital social	(210)	-
Variations nettes du capital-actions	(106)	4
Dividendes versés	(6)	(10)
	(428)	(132)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions de titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti	(14 300)	(14 819)
Produits tirés de la vente de titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti	5 529	5 227
Produits tirés des échéances de titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti	7 077	8 946
Acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement	(56)	(79)
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles et des immeubles de placement	131	-
	(1 619)	(725)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 905	(747)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 709	3 384
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	9 614 \$	2 637 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts versés	866 \$	713 \$
Intérêts et dividendes reçus	2 169	2 097

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés intermédiaires résumés.

Notes complémentaires aux états financiers combinés intermédiaires résumés

(non auditées)

NOTE 1 – INFORMATIONS RELATIVES AU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

Nature des activités

Le Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins) regroupe les caisses Desjardins réparties au Québec, la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération) et ses filiales, la Caisse Desjardins Ontario Credit Union Inc. (CDO) ainsi que le Fonds de sécurité Desjardins (FSD). La CDO est issue de la fusion le 1^{er} janvier 2020 de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario et de ses caisses membres. Plusieurs filiales sont actives à l'échelle du Canada. Son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Mode de présentation des états financiers combinés

En tant que groupe de services financiers intégré, le Mouvement Desjardins constitue une entité économique à part entière. Ces états financiers combinés intermédiaires résumés non audités (états financiers combinés intermédiaires) ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de cette entité économique. En effet, les caisses Desjardins exercent un pouvoir collectif sur la Fédération, qui est l'entité coopérative responsable de l'orientation, de l'encadrement, de la coordination et du développement du Mouvement Desjardins. La Fédération a également pour rôle de protéger les intérêts des membres du Mouvement Desjardins.

En vertu de la nature même des caisses Desjardins et de la Fédération en tant que coopératives de services financiers, ces états financiers combinés intermédiaires comportent des différences par rapport aux états financiers consolidés d'un groupe doté d'une structure organisationnelle traditionnelle. Ainsi, les états financiers combinés du Mouvement Desjardins constituent un regroupement des comptes des caisses Desjardins du Québec, de la Fédération, de la CDO et des entités contrôlées par ces dernières, soit les filiales de la Fédération et le FSD. Le capital social du Mouvement Desjardins représente la somme du capital social émis par les caisses, la Fédération et la CDO.

NOTE 2 – MODE DE PRÉSENTATION ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Aux termes de la *Loi sur les coopératives de services financiers*, ces états financiers combinés intermédiaires ont été préparés par la direction du Mouvement Desjardins conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), plus particulièrement selon l'International Accounting Standard (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, qui ne diffèrent pas des IFRS. Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers combinés intermédiaires de la période courante. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur les résultats ni sur le total de l'actif et du passif du Mouvement Desjardins.

Ces états financiers combinés intermédiaires doivent être lus conjointement avec les états financiers combinés annuels audités (états financiers combinés annuels) de l'exercice terminé le 31 décembre 2019 ainsi que les zones ombragées de la section 4.0 « Gestion des risques » du rapport de gestion afférent, qui font partie intégrante des états financiers combinés annuels. L'ensemble des méthodes comptables a été appliqué de la manière décrite à la note 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels.

Ces états financiers combinés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration du Mouvement Desjardins, qui est celui de la Fédération, le 13 mai 2020.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers combinés intermédiaires sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle du Mouvement Desjardins. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes complémentaires sont en millions de dollars, sauf indication contraire. Les symboles M\$ et G\$ sont utilisés pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

NOTE 2 – MODE DE PRÉSENTATION ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (*suite*)

Événement important

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie de COVID-19. Le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois. Le gouvernement du Canada a, quant à lui, instauré différentes mesures de protection au cours du premier trimestre de 2020. Cette situation et les mesures mises en place ont de nombreuses répercussions économiques sur les plans mondial, national, provincial et local. Le Mouvement Desjardins a mis en place des mesures d'allègement pour ses membres et clients particuliers et entreprises qui auraient de la difficulté à faire face à leurs obligations financières.

Les principales incidences de la pandémie de COVID-19 sur les résultats et sur la situation financière du Mouvement Desjardins au 31 mars 2020 sont les suivantes :

- Les titres désignés en vertu de l'approche par superposition ont fait l'objet d'un examen à la date de clôture visant à déterminer s'il existait une indication objective de dépréciation et le Mouvement Desjardins n'a pas enregistré de pertes de valeur. Pour plus de détail, se référer à la note 3 « Valeur comptable des instruments financiers ».
- Le contexte de la pandémie a causé beaucoup d'incertitude nécessitant que la direction porte des jugements importants pour l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues, laquelle a augmenté par rapport au trimestre précédent. Pour plus de renseignements, se référer à la note 5, « Prêts et provision pour pertes de crédit ».
- La restriction des voyages par le gouvernement fédéral en raison de la pandémie a eu une incidence sur les volumes actuels et attendus de demandes d'information et de réclamations en assurance voyage, engendrant une hausse de la provision.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les normes comptables qui ont été publiées par l'IASB, mais qui n'étaient pas en vigueur le 31 décembre 2019, sont décrites à la note 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels. L'IASB n'a publié aucune nouvelle norme comptable et aucune nouvelle modification à une norme existante au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, ayant une incidence importante sur les états financiers du Mouvement Desjardins. Cependant, à la suite des commentaires reçus sur l'exposé-sondage publié en juin 2019 dans lequel l'IASB proposait de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur d'IFRS 17 au 1^{er} janvier 2022, l'IASB a provisoirement décidé en mars 2020 de reporter d'une autre année, soit au 1^{er} janvier 2023, l'application d'IFRS 17 (et ses modifications) ainsi que la date d'expiration de l'exemption temporaire de l'obligation d'appliquer IFRS 9 prévue par IFRS 4.

NOTE 3 – VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT ET VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable des actifs et passifs financiers selon leur classement dans les catégories définies par les normes relatives aux instruments financiers :

	À la juste valeur par le biais du résultat net		À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti ⁽²⁾	Total
	Classés à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽²⁾	Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Au 31 mars 2020						
Actifs financiers						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	- \$	305 \$	468 \$	- \$	8 841 \$	9 614 \$
Valeurs mobilières	17 229	18 424	25 061	56	1 462	62 232
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	10 565	10 565
Prêts	-	-	-	-	206 244	206 244
Autres actifs financiers						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	-	-	-	-	82	82
Primes à recevoir	-	-	-	-	2 576	2 576
Instruments financiers dérivés ⁽³⁾	6 190	-	-	-	-	6 190
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	-	4 167	4 167
Autres	5	-	-	-	1 679	1 684
Total des actifs financiers	23 424 \$	18 729 \$	25 529 \$	56 \$	235 616 \$	303 354 \$
Passifs financiers						
Dépôts ⁽⁴⁾	- \$	123 \$	- \$	- \$	205 372 \$	205 495 \$
Autres passifs financiers						
Acceptations	-	-	-	-	82	82
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	8 901	-	-	-	-	8 901
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	-	-	-	13 416	13 416
Instruments financiers dérivés ⁽³⁾	3 547	-	-	-	-	3 547
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	-	9 795	9 795
Autres	298	-	-	-	2 864	3 162
Obligations subordonnées	-	-	-	-	1 399	1 399
Total des passifs financiers	12 746 \$	123 \$	- \$	- \$	232 928 \$	245 797 \$

⁽¹⁾ Un montant de 2 731 M\$ correspond à des actifs financiers désignés pour l'approche par superposition. Au 31 mars 2020, les pertes brutes non réalisées sur les titres de capitaux propres disponibles à la vente désignés en vertu de l'approche par superposition s'élevaient à 428 M\$. Ces pertes brutes non réalisées résultent des perturbations importantes sur les marchés financiers. Le Mouvement Desjardins a la capacité et l'intention de continuer à détenir ces titres afin de permettre tout recouvrement de la juste valeur.

⁽²⁾ Au 31 mars 2020, la provision pour pertes de crédit sur les valeurs mobilières au « Coût amorti » totalise 2 M\$ et la provision pour pertes de crédit sur les valeurs mobilières « Classées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » totalise 9 M\$. Des informations détaillées sur la provision pour pertes de crédit sur les prêts sont présentées à la note 5 « Prêts et provision pour pertes de crédit ». La provision pour pertes de crédit attendues sur les valeurs mobilières « Classées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » est comptabilisée aux postes « Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net » de l'état combiné du résultat global et « Dotation à la provision pour pertes de crédit » de l'état combiné du résultat.

⁽³⁾ Incluent des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture d'un montant de 1 974 M\$ à l'actif et de 360 M\$ au passif.

⁽⁴⁾ Le montant à l'échéance que le Mouvement Desjardins sera tenu par contrat de payer aux détenteurs des dépôts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net fluctue et pourrait être différent de la juste valeur de ces dépôts à la date de clôture.

NOTE 3 – VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

CLASSEMENT ET VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	À la juste valeur par le biais du résultat net		À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
	Classés à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽²⁾	Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Coût amorti ⁽²⁾	Total
Au 31 décembre 2019						
Actifs financiers						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	- \$	273 \$	1 395 \$	- \$	2 041 \$	3 709 \$
Valeurs mobilières	16 713	18 455	22 850	59	1 616	59 693
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	-	-	-	-	10 032	10 032
Prêts	-	-	-	-	203 082	203 082
Autres actifs financiers						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	-	-	-	-	380	380
Primes à recevoir	-	-	-	-	2 686	2 686
Instruments financiers dérivés ⁽³⁾	4 246	-	-	-	-	4 246
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	-	2 229	2 229
Autres	-	-	-	-	1 364	1 364
Total des actifs financiers	20 959 \$	18 728 \$	24 245 \$	59 \$	223 430 \$	287 421 \$
Passifs financiers						
Dépôts ⁽⁴⁾	- \$	84 \$	- \$	- \$	193 834 \$	193 918 \$
Autres passifs financiers						
Acceptations	-	-	-	-	380	380
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	10 615	-	-	-	-	10 615
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	-	-	-	10 562	10 562
Instruments financiers dérivés ⁽³⁾	4 278	-	-	-	-	4 278
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	-	5 552	5 552
Autres	268	-	-	-	3 146	3 414
Obligations subordonnées	-	-	-	-	1 398	1 398
Total des passifs financiers	15 161 \$	84 \$	- \$	- \$	214 872 \$	230 117 \$

⁽¹⁾ Un montant de 2 976 M\$ correspond à des actifs financiers désignés pour l'approche par superposition.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2019, la provision pour pertes de crédit sur les valeurs mobilières au « Coût amorti » totalise 1 M\$ et la provision pour pertes de crédit sur les valeurs mobilières « Classées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » totalise 3 M\$. Des informations détaillées sur la provision pour pertes de crédit sur les prêts sont présentées à la note 5 « Prêts et provision pour pertes de crédit ».

⁽³⁾ Incluent des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture d'un montant de 315 M\$ à l'actif et de 428 M\$ au passif.

⁽⁴⁾ Le montant à l'échéance que le Mouvement sera tenu par contrat de payer aux détenteurs des dépôts désignés à la juste valeur par le biais du résultat net fluctue et pourrait être différent de la juste valeur de ces dépôts à la date de clôture.

Aucun reclassement d'instruments financiers n'a été effectué au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020 et de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur des principaux instruments financiers, se référer à la note 2 « Mode de présentation et principales méthodes comptables » des états financiers combinés annuels. Aucun changement important n'a été apporté à nos techniques d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre. Le Mouvement Desjardins a mis en place des contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de certains instruments financiers évalués au coût amorti n'est pas une approximation raisonnable de la juste valeur. Ces instruments financiers sont présentés dans le tableau suivant.

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Valeurs mobilières	1 462 \$	1 460 \$	1 616 \$	1 617 \$
Prêts	206 244	205 519	203 082	203 174
Passifs financiers				
Dépôts	205 372	204 696	193 834	193 795
Obligations subordonnées	1 399	1 414	1 398	1 433

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

L'évaluation de la juste valeur est établie en fonction d'une hiérarchie à trois niveaux. Se référer à la note 4 « Juste valeur des instruments financiers » des états financiers combinés annuels, qui contient une description de ses 3 niveaux.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Les tableaux suivants présentent la hiérarchie des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan combiné :

Au 31 mars 2020	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	73 \$	232 \$	- \$	305 \$
Valeurs mobilières				
Créances émises ou garanties par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	8 990	-	-	8 990
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	15 922	807	-	16 729
Corps scolaires ou publics au Canada	15	89	-	104
Administrations publiques à l'étranger	202	-	-	202
Autres titres				
Institutions financières	8	1 158	55	1 221
Autres émetteurs	2	3 481	758	4 241
Titres de participation	2 916	411	839	4 166
	28 128	6 178	1 652	35 958
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	2 688	-	2 688
Contrats de change	-	2 062	-	2 062
Autres contrats	-	1 440	-	1 440
	-	6 190	-	6 190
Autres actifs	-	5	-	5
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	28 128	12 373	1 652	42 153
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	5	463	-	468
Valeurs mobilières				
Créances émises ou garanties par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	5 714	3 798	-	9 512
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	9 602	1 524	-	11 126
Administrations publiques à l'étranger	17	-	-	17
Autres titres				
Institutions financières	5	3 792	-	3 797
Autres émetteurs	-	541	68	609
Titres de participation	-	3	53	56
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	15 343	10 121	121	25 585
Instruments financiers des fonds distincts	5 786	9 501	74	15 361
Total des actifs financiers	49 257 \$	31 995 \$	1 847 \$	83 099 \$
Passifs financiers				
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Dépôts	- \$	123 \$	- \$	123 \$
Autres passifs				
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	8 588	313	-	8 901
Autres	-	-	298	298
	8 588	436	298	9 322
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	1 743	-	1 743
Contrats de change	-	508	-	508
Autres contrats	-	1 296	-	1 296
	-	3 547	-	3 547
Total des passifs financiers	8 588 \$	3 983 \$	298 \$	12 869 \$

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR (suite)

Au 31 décembre 2019	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	9 \$	264 \$	- \$	273 \$
Valeurs mobilières				
Créances émises ou garanties par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	8 487	-	-	8 487
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	15 680	785	-	16 465
Corps scolaires ou publics au Canada	15	89	-	104
Administrations publiques à l'étranger	133	-	-	133
Autres titres				
Institutions financières	17	810	55	882
Autres émetteurs	2	3 494	771	4 267
Titres de participation	3 447	589	794	4 830
	27 790	6 031	1 620	35 441
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	966	-	966
Contrats de change	-	286	-	286
Autres contrats	-	2 994	-	2 994
	-	4 246	-	4 246
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	27 790	10 277	1 620	39 687
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	9	1 386	-	1 395
Valeurs mobilières				
Créances émises ou garanties par des :				
Entités gouvernementales canadiennes	6 812	3 466	-	10 278
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	9 036	1 278	-	10 314
Administrations publiques à l'étranger	11	-	-	11
Autres titres				
Institutions financières	5	1 655	-	1 660
Autres émetteurs	-	517	70	587
Titres de participation	-	2	57	59
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	15 873	8 304	127	24 304
Instruments financiers des fonds distincts	6 588	10 351	81	17 020
Total des actifs financiers	50 251 \$	28 932 \$	1 828 \$	81 011 \$
Passifs financiers				
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Dépôts	- \$	84 \$	- \$	84 \$
Autres passifs				
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	10 193	422	-	10 615
Autres	-	-	268	268
	10 193	506	268	10 967
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	847	-	847
Contrats de change	-	528	-	528
Autres contrats	-	2 903	-	2 903
	-	4 278	-	4 278
Total des passifs financiers	10 193 \$	4 784 \$	268 \$	15 245 \$

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020 et de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, aucun transfert significatif imputable à des changements touchant le caractère observable ou non des données de marché n'a été effectué entre les niveaux de la hiérarchie des instruments évalués à la juste valeur.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3

Le Mouvement Desjardins a mis en place divers contrôles et différentes procédures clés afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers classés dans le niveau 3 est appropriée et fiable. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2020, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles et procédures clés ainsi qu'aux techniques d'évaluation. Certains changements ont été apportés aux intervalles de valeurs de données utilisées pour l'établissement de la juste valeur, mais n'ont pas entraîné de variation significative de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3. Pour une description du processus d'évaluation des instruments financiers classés dans le niveau 3, se référer à la note 4 « Juste valeur des instruments financiers » des états financiers combinés annuels.

Sensibilité des instruments financiers classés dans le niveau 3

Le Mouvement Desjardins effectue des analyses de sensibilité pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3. L'effet de la substitution de données non observables par une ou plusieurs hypothèses raisonnablement possibles n'entraîne pas de variation significative de la juste valeur des instruments financiers classés dans ce niveau.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3 (suite)

Variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie, soit ceux dont la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché :

	Solde au début de la période	Gains / pertes réalisés comptabilisés en résultat net ⁽¹⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés en résultat net ⁽²⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ⁽³⁾	Transfert d'instruments vers (depuis) le niveau 3	Achats / Émissions / Autres	Ventes / Règlements / Autres	Solde à la fin de la période
Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020								
Actifs financiers								
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières								
Autres titres								
Institutions financières								
Obligations hypothécaires	55 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	55 \$
Autres émetteurs								
Fonds de couverture	2	2	(1)	-	-	-	-	3
Billets à terme adossés à des actifs	4	-	1	-	-	-	-	5
Obligations hypothécaires	710	-	(10)	-	-	-	(9)	691
Autres titres de créances	55	-	(2)	-	-	6	-	59
Titres de participation	794	(2)	(10)	-	-	58	(1)	839
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	1 620	-	(22)	-	-	64	(10)	1 652
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Valeurs mobilières								
Autres titres								
Autres émetteurs								
Obligations hypothécaires	70	-	-	(1)	-	-	(1)	68
Titres de participation	57	-	-	(4)	-	-	-	53
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	127	-	-	(5)	-	-	(1)	121
Instruments financiers des fonds distincts	81	-	(7)	-	-	5	(5)	74
Total des actifs financiers	1 828 \$	- \$	(29) \$	(5) \$	- \$	69 \$	(16) \$	1 847 \$
Passifs financiers								
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net								
Autres passifs – Autres								
Passif financier lié à la contrepartie éventuelle	268 \$	- \$	30 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	298 \$
Total des passifs financiers	268 \$	- \$	30 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	298 \$

⁽¹⁾ Les gains ou pertes réalisés sur les actifs financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets de placement ».

⁽²⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets de placement ».

⁽³⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers « Classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » sont comptabilisés au poste « Gains nets non réalisés » sur les titres d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, alors que les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers « Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » sont comptabilisés au poste « Variation nette des gains et des pertes sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » à l'état combiné du résultat global.

NOTE 4 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3 (suite)

Variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 (suite)

	Solde au début de la période	Gains / pertes réalisés comptabilisés en résultat net ⁽¹⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés en résultat net ⁽²⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ⁽³⁾	Transfert d'instruments vers (depuis) le niveau 3	Achats / Émissions / Autres	Ventes / Règlements / Autres	Solde à la fin de la période
Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019								
Actifs financiers								
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net								
Valeurs mobilières								
Autres titres								
Institutions financières								
Obligations hypothécaires	56 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	56 \$
Autres émetteurs								
Fonds de couverture	1	-	1	-	-	-	-	2
Billets à terme adossés à des actifs	5	-	-	-	-	-	-	5
Obligations hypothécaires	736	-	13	-	-	-	(8)	741
Autres titres de créances	-	-	-	-	-	25	-	25
Titres de participation	698	-	(13)	-	-	63	(14)	734
Autres actifs	13	-	-	-	-	-	(10)	3
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	1 509	-	1	-	-	88	(32)	1 566
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Valeurs mobilières								
Autres titres								
Autres émetteurs								
Obligations hypothécaires	89	-	-	1	-	-	-	90
Obligations corporatives	8	-	-	-	-	-	-	8
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	97	-	-	1	-	-	-	98
Instruments financiers des fonds distincts	72	-	2	-	-	1	-	75
Total des actifs financiers	1 678 \$	- \$	3 \$	1 \$	- \$	89 \$	(32) \$	1 739 \$
Passifs financiers								
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net								
Autres passifs – Autres								
Passif financier lié à la contrepartie éventuelle	319 \$	- \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	333 \$
Total des passifs financiers	319 \$	- \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	333 \$

⁽¹⁾ Les gains ou pertes réalisés sur les actifs financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets de placement ».

⁽²⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets de placement ».

⁽³⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers « Classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » sont comptabilisés au poste « Gains nets non réalisés » sur les titres d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, alors que les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers « Désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » sont comptabilisés au poste « Variation nette des gains et des pertes sur les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global » à l'état combiné du résultat global.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT DES PRÊTS ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable brute des prêts et le montant de l'exposition des éléments hors bilan pour lesquels le Mouvement Desjardins estime une provision pour pertes de crédit attendues en fonction de la qualité du crédit et de l'étape du modèle de dépréciation dans laquelle ils sont classés. Pour plus de renseignements sur le classement des prêts et des éléments hors bilan en fonction de la qualité du crédit, se référer au tableau qui présente les tranches de probabilités de défaut (PD) par rapport aux niveaux de risque des prêts et des éléments hors bilan de la note 7 « Prêts et provision pour perte de crédit » des états financiers combinés annuels.

Prêts

Au 31 mars 2020	Non dépréciés		Dépréciés	Total
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	
Prêts hypothécaires résidentiels				
Excellent	1 179 \$	- \$	- \$	1 179 \$
Très faible	41 372	-	-	41 372
Faible	63 332	4 400	-	67 732
Moyen	6 011	9 082	-	15 093
Élevé	230	2 260	-	2 490
Défaut	-	220	333	553
Total des prêts hypothécaires résidentiels bruts	112 124 \$	15 962 \$	333 \$	128 419 \$
Provision pour pertes de crédit	(41)	(59)	(23)	(123)
Total des prêts hypothécaires résidentiels nets	112 083 \$	15 903 \$	310 \$	128 296 \$
Prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers				
Excellent	2 011 \$	- \$	- \$	2 011 \$
Très faible	5 342	-	-	5 342
Faible	10 980	353	-	11 333
Moyen	3 212	2 037	-	5 249
Élevé	22	1 877	-	1 899
Défaut	-	63	284	347
Total des prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers bruts	21 567 \$	4 330 \$	284 \$	26 181 \$
Provision pour pertes de crédit	(115)	(254)	(147)	(516)
Total des prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers nets	21 452 \$	4 076 \$	137 \$	25 665 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements⁽¹⁾				
Risque acceptable :				
Catégorie investissement	10 860 \$	30 \$	- \$	10 890 \$
Autre que catégorie investissement	24 950	8 673	-	33 623
Sous-surveillance	1 234	6 146	-	7 380
En défaut	-	161	550	711
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements bruts	37 044 \$	15 010 \$	550 \$	52 604 \$
Provision pour pertes de crédit	(42)	(82)	(115)	(239)
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements nets	37 002 \$	14 928 \$	435 \$	52 365 \$

⁽¹⁾ Incluent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT DES PRÊTS ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN (suite)

Prêts (suite)

Au 31 décembre 2019	Non dépréciés		Dépréciés	Total
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	
Prêts hypothécaires résidentiels				
Excellent	28 378 \$	1 \$	- \$	28 379 \$
Très faible	35 626	2	-	35 628
Faible	54 399	736	-	55 135
Moyen	2 899	2 917	-	5 816
Élevé	150	1 107	-	1 257
Défaut	-	216	326	542
Total des prêts hypothécaires résidentiels bruts	121 452 \$	4 979 \$	326 \$	126 757 \$
Provision pour pertes de crédit	(27)	(26)	(24)	(77)
Total des prêts hypothécaires résidentiels nets	121 425 \$	4 953 \$	302 \$	126 680 \$
Prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers				
Excellent	3 516 \$	- \$	- \$	3 516 \$
Très faible	5 208	-	-	5 208
Faible	10 475	143	-	10 618
Moyen	3 791	1 658	-	5 449
Élevé	23	1 872	-	1 895
Défaut	-	60	276	336
Total des prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers bruts	23 013 \$	3 733 \$	276 \$	27 022 \$
Provision pour pertes de crédit	(111)	(199)	(143)	(453)
Total des prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers nets	22 902 \$	3 534 \$	133 \$	26 569 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements⁽¹⁾				
Risque acceptable :				
Catégorie investissement	13 012 \$	36 \$	- \$	13 048 \$
Autre que catégorie investissement	31 319	1 805	-	33 124
Sous-surveillance	1 216	2 280	-	3 496
En défaut	-	160	540	700
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements bruts	45 547 \$	4 281 \$	540 \$	50 368 \$
Provision pour pertes de crédit	(31)	(20)	(104)	(155)
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements nets	45 516 \$	4 261 \$	436 \$	50 213 \$

⁽¹⁾ Incluent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT DES PRÊTS ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN (suite)

Éléments hors bilan⁽¹⁾

Au 31 mars 2020	Non dépréciés		Dépréciés	Total
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	
Hypothécaires résidentiels, à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers				
Excellent	16 896 \$	- \$	- \$	16 896 \$
Très faible	35 808	4	-	35 812
Faible	19 294	120	-	19 414
Moyen	4 104	2 243	-	6 347
Élevé	33	965	-	998
Défaut	-	1	78	79
Total des éléments hors bilan bruts	76 135 \$	3 333 \$	78 \$	79 546 \$
Provision pour pertes de crédit	(39)	(8)	-	(47)
Total des éléments hors bilan nets	76 096 \$	3 325 \$	78 \$	79 499 \$
Entreprises et gouvernements				
Risque acceptable :				
Catégorie investissement	18 906 \$	38 \$	- \$	18 944 \$
Autre que catégorie investissement	14 081	1 419	-	15 500
Sous-surveillance	291	1 738	-	2 029
En défaut	-	12	92	104
Total des éléments hors bilan bruts	33 278 \$	3 207 \$	92 \$	36 577 \$
Provision pour pertes de crédit	(5)	(2)	-	(7)
Total des éléments hors bilan nets	33 273 \$	3 205 \$	92 \$	36 570 \$

⁽¹⁾ Les engagements de prêts pour lesquels le Mouvement Desjardins estime une provision pour pertes de crédit attendues sont composés des engagements de crédit et des lettres de crédit documentaires, alors que les garanties financières pour lesquelles il estime une provision pour pertes de crédit attendues sont composées des garanties et lettres de crédit de soutien.

Au 31 décembre 2019	Non dépréciés		Dépréciés	Total
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	
Hypothécaires résidentiels, à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers				
Excellent	30 432 \$	3 \$	- \$	30 435 \$
Très faible	27 150	2	-	27 152
Faible	13 435	19	-	13 454
Moyen	4 027	1 454	-	5 481
Élevé	23	788	-	811
Défaut	-	1	78	79
Total des éléments hors bilan bruts	75 067 \$	2 267 \$	78 \$	77 412 \$
Provision pour pertes de crédit	(28)	(4)	-	(32)
Total des éléments hors bilan nets	75 039 \$	2 263 \$	78 \$	77 380 \$
Entreprises et gouvernements				
Risque acceptable :				
Catégorie investissement	20 860 \$	27 \$	- \$	20 887 \$
Autre que catégorie investissement	14 895	431	-	15 326
Sous-surveillance	217	495	-	712
En défaut	-	12	97	109
Total des éléments hors bilan bruts	35 972 \$	965 \$	97 \$	37 034 \$
Provision pour pertes de crédit	(6)	-	-	(6)
Total des éléments hors bilan nets	35 966 \$	965 \$	97 \$	37 028 \$

⁽¹⁾ Les engagements de prêts pour lesquels le Mouvement Desjardins estime une provision pour pertes de crédit attendues sont composés des engagements de crédit et des lettres de crédit documentaires, alors que les garanties financières pour lesquelles il estime une provision pour pertes de crédit attendues sont composées des garanties et lettres de crédit de soutien.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT

Les tableaux suivants présentent les variations du solde de la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts et les éléments hors bilan :

	Non dépréciés		Dépréciés	Provision pour pertes de crédit
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	
Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020				
Hypothécaires résidentiels				
Solde au début de la période	27 \$	26 \$	24 \$	77 \$
<i>Dotation à la provision pour pertes de crédit</i>				
Transferts vers ⁽¹⁾ :				
Étape 1	7	(6)	(1)	-
Étape 2	(7)	10	(3)	-
Étape 3	-	(1)	1	-
Réévaluation nette due aux transferts ⁽²⁾	(3)	9	6	12
Changements aux intrants des modèles ⁽³⁾	11	22	(5)	28
Nouveaux montages ou nouvelles acquisitions ⁽⁴⁾	7	3	-	10
Décomptabilisations et échéances ⁽⁵⁾	(1)	(2)	(3)	(6)
Octrois (remboursements) nets ⁽⁶⁾	-	(2)	-	(2)
	14	33	(5)	42
Radiations et recouvrements	-	-	4	4
Solde à la fin de la période	41 \$	59 \$	23 \$	123 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers⁽⁷⁾				
Solde au début de la période	145 \$	203 \$	143 \$	491 \$
<i>Dotation à la provision pour pertes de crédit</i>				
Transferts vers ⁽¹⁾ :				
Étape 1	83	(77)	(6)	-
Étape 2	(31)	56	(25)	-
Étape 3	(1)	(14)	15	-
Réévaluation nette due aux transferts ⁽²⁾	(5)	11	95	101
Changements aux intrants des modèles ⁽³⁾	(41)	88	69	116
Nouveaux montages ou nouvelles acquisitions ⁽⁴⁾	18	14	-	32
Décomptabilisations et échéances ⁽⁵⁾	(6)	(12)	(42)	(60)
Octrois (remboursements) nets ⁽⁶⁾	(3)	(5)	(1)	(9)
	14	61	105	180
Radiations et recouvrements	-	-	(101)	(101)
Solde à la fin de la période	159 \$	264 \$	147 \$	570 \$
Aux entreprises et aux gouvernements				
Solde au début de la période	31 \$	20 \$	104 \$	155 \$
<i>Dotation à la provision pour pertes de crédit</i>				
Transferts vers ⁽¹⁾ :				
Étape 1	3	(3)	-	-
Étape 2	(15)	18	(3)	-
Étape 3	-	(1)	1	-
Réévaluation nette due aux transferts ⁽²⁾	(1)	10	11	20
Changements aux intrants des modèles ⁽³⁾	12	33	18	63
Nouveaux montages ou nouvelles acquisitions ⁽⁴⁾	11	5	-	16
Décomptabilisations et échéances ⁽⁵⁾	(2)	(3)	(10)	(15)
Octrois (remboursements) nets ⁽⁶⁾	3	3	4	10
Autres	-	-	(2)	(2)
	11	62	19	92
Radiations et recouvrements	-	-	(8)	(8)
Solde à la fin de la période	42 \$	82 \$	115 \$	239 \$
Total des soldes à la fin de la période	242 \$	405 \$	285 \$	932 \$
Composition				
Prêts	198 \$	395 \$	285 \$	878 \$
Éléments hors bilan ⁽⁸⁾	44	10	-	54

⁽¹⁾ Représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

⁽²⁾ Représente la réévaluation de la provision pour pertes de crédit attendues en raison des transferts d'une étape à l'autre.

⁽³⁾ Représentent la variation de la provision due à une modification des paramètres de risque de crédit et des autres intrants des modèles.

⁽⁴⁾ Représentent l'augmentation de la provision pour les nouveaux montages ou les nouvelles acquisitions de la période, y compris les prêts pour lesquels il y a eu une décomptabilisation et une comptabilisation d'un nouvel actif à la suite d'une modification des conditions.

⁽⁵⁾ Représentent principalement la diminution de la provision pour les prêts entièrement remboursés, y compris les prêts pour lesquels il y a eu une décomptabilisation et une comptabilisation d'un nouvel actif à la suite d'une modification des conditions.

⁽⁶⁾ Représentent les variations de la provision liées aux octrois et aux remboursements sur les prêts en cours.

⁽⁷⁾ La totalité de la provision pour pertes de crédit relative aux éléments hors bilan est présentée à même la section des prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers pour les fins de ce tableau, étant donné que les montants de provision et les variations de celle-ci qui sont attribuables aux autres catégories d'éléments hors bilan ne sont pas significatifs.

⁽⁸⁾ La provision pour pertes de crédit sur les éléments hors bilan est présentée dans les « Autres passifs – Autres » au bilan combiné.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

	Non dépréciés		Dépréciés	Provision pour pertes de crédit
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	
Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019				
Hypothécaires résidentiels				
Solde au début de la période	27 \$	26 \$	25 \$	78 \$
<i>Dotation à la provision pour pertes de crédit</i>				
Transferts vers ⁽¹⁾ :				
Étape 1	5	(4)	(1)	-
Étape 2	(1)	4	(3)	-
Étape 3	-	(1)	1	-
Réévaluation nette due aux transferts ⁽²⁾	(2)	2	5	5
Changements aux intrants des modèles ⁽³⁾	(3)	5	6	8
Nouveaux montages ou nouvelles acquisitions ⁽⁴⁾	2	1	-	3
Décomptabilisations et échéances ⁽⁵⁾	(1)	(1)	(6)	(8)
Octrois (remboursements) nets ⁽⁶⁾	-	(1)	-	(1)
	-	5	2	7
Radiations et recouvrements	-	-	(2)	(2)
Solde à la fin de la période	27 \$	31 \$	25 \$	83 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers⁽⁷⁾				
Solde au début de la période	142 \$	275 \$	122 \$	539 \$
<i>Dotation à la provision pour pertes de crédit</i>				
Transferts vers ⁽¹⁾ :				
Étape 1	69	(64)	(5)	-
Étape 2	(16)	27	(11)	-
Étape 3	-	(11)	11	-
Réévaluation nette due aux transferts ⁽²⁾	(23)	16	54	47
Changements aux intrants des modèles ⁽³⁾	(38)	53	53	68
Nouveaux montages ou nouvelles acquisitions ⁽⁴⁾	15	16	-	31
Décomptabilisations et échéances ⁽⁵⁾	(7)	(14)	(15)	(36)
Octrois (remboursements) nets ⁽⁶⁾	(5)	(14)	-	(19)
Autres	1	-	-	1
	(4)	9	87	92
Radiations et recouvrements	-	-	(83)	(83)
Solde à la fin de la période	138 \$	284 \$	126 \$	548 \$
Aux entreprises et aux gouvernements				
Solde au début de la période	31 \$	36 \$	77 \$	144 \$
<i>Dotation à la provision pour pertes de crédit</i>				
Transferts vers ⁽¹⁾ :				
Étape 1	5	(4)	(1)	-
Étape 2	(2)	3	(1)	-
Étape 3	-	(1)	1	-
Réévaluation nette due aux transferts ⁽²⁾	(2)	4	12	14
Changements aux intrants des modèles ⁽³⁾	(4)	2	3	1
Nouveaux montages ou nouvelles acquisitions ⁽⁴⁾	7	2	-	9
Décomptabilisations et échéances ⁽⁵⁾	(2)	(2)	(13)	(17)
Octrois (remboursements) nets ⁽⁶⁾	1	-	2	3
	3	4	3	10
Radiations et recouvrements	-	-	(4)	(4)
Solde à la fin de la période	34 \$	40 \$	76 \$	150 \$
Total des soldes à la fin de la période	199 \$	355 \$	227 \$	781 \$
Composition				
Prêts	166 \$	342 \$	227 \$	735 \$
Éléments hors bilan ⁽⁸⁾	33	13	-	46

⁽¹⁾ Représentent les transferts d'une étape à l'autre avant la réévaluation des pertes de crédit attendues.

⁽²⁾ Représente la réévaluation de la provision pour pertes de crédit attendues en raison des transferts d'une étape à l'autre.

⁽³⁾ Représentent la variation de la provision due à une modification des paramètres de risque de crédit et des autres intrants des modèles.

⁽⁴⁾ Représentent l'augmentation de la provision pour les nouveaux montages ou les nouvelles acquisitions de la période, y compris les prêts pour lesquels il y a eu une décomptabilisation et une comptabilisation d'un nouvel actif à la suite d'une modification des conditions.

⁽⁵⁾ Représentent principalement la diminution de la provision pour les prêts entièrement remboursés, y compris les prêts pour lesquels il y a eu une décomptabilisation et une comptabilisation d'un nouvel actif à la suite d'une modification des conditions.

⁽⁶⁾ Représentent les variations de la provision liées aux octrois et aux remboursements sur les prêts en cours.

⁽⁷⁾ La totalité de la provision pour pertes de crédit relative aux éléments hors bilan est présentée à même la section des prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers pour les fins de ce tableau, étant donné que les montants de provision et les variations de celle-ci qui sont attribuables aux autres catégories d'éléments hors bilan ne sont pas significatifs.

⁽⁸⁾ La provision pour pertes de crédit sur les éléments hors bilan est présentée dans les « Autres passifs – Autres » au bilan combiné.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

DONNÉES ET HYPOTHÈSES CLÉS

L'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues repose sur un ensemble d'hypothèses et de méthodologies propres au risque de crédit ainsi que sur l'évolution de la conjoncture économique. Elle nécessite donc l'exercice d'un jugement important. L'évolution de la pandémie de COVID-19 et sa résolution à venir causent de l'incertitude. La direction a donc dû poser des jugements plus complexes et plus subjectifs pour estimer la provision pour pertes de crédit attendues au 31 mars 2020, ce qui augmente le risque d'ajustements importants au cours des prochaines périodes.

Les principales sources d'incertitudes liées à la pandémie qui ont nécessité que la direction porte des jugements importants pour estimer la provision pour pertes de crédit attendues au 31 mars 2020 concernent, sans toutefois s'y limiter, l'évaluation des incidences de la situation sur le risque de défaillance des emprunteurs et sur la détermination des augmentations importantes du risque de crédit, ainsi que la détermination des scénarios macroéconomiques utilisés pour calculer la provision.

Des jugements importants ont dû être portés afin d'estimer les incidences défavorables du contexte actuel sans précédent sur le risque de défaillance des différents types d'emprunteurs, et conséquemment sur la détermination des augmentations importantes du risque de crédit et l'évaluation de la provision, ainsi que la mesure dans laquelle ces incidences sont captées par les modèles d'évaluation des pertes de crédit attendues en place ou nécessitent des ajustements. Pour estimer ces incidences, il faut également tenir compte de l'effet favorable des mesures de soutien des banques centrales et des gouvernements, lesquelles sont d'un niveau sans précédent et sont en constante évolution depuis le début de la pandémie. En ce qui concerne le recours au programme de report de paiements offert à ses membres et clients, le Mouvement Desjardins a considéré qu'il n'indiquait pas, pris de façon isolée, une augmentation du risque de défaillance sur la durée de vie de l'instrument financier. Ainsi, le recours à ce programme n'a pas été considéré comme un critère suffisant à lui seul pour conclure à une augmentation importante du risque de crédit et entraîner la migration d'un instrument financier à l'étape 2 du modèle de dépréciation.

Le Mouvement Desjardins utilise trois scénarios macroéconomiques pour calculer la provision pour pertes de crédit attendues, soit un scénario de base, un scénario optimiste et un scénario pessimiste. Les projections pour chaque scénario sont fournies sur un horizon de quatre ans. Les incertitudes majeures qu'entraîne la pandémie de COVID-19 complexifient de façon importante la détermination d'hypothèses raisonnables et justifiables sur l'évolution des variables macroéconomiques pour les différents scénarios et la probabilité d'occurrence y étant associée. Ces incertitudes, portant notamment sur la durée et l'ampleur des effets de la pandémie de COVID-19 sur les différentes variables macroéconomiques utilisées dans les modèles, de même que sur l'effet positif des mesures de soutien des banques centrales et des gouvernements, ont nécessité que la direction porte des jugements importants pour réviser les hypothèses liées aux informations prospectives.

La révision des scénarios macroéconomiques et de la probabilité d'occurrence associée à chacun par rapport à la période précédente a eu une incidence à la hausse considérable sur la provision pour pertes de crédit attendues au 31 mars 2020. De plus, l'évolution de la situation après le 31 mars 2020 laisse entrevoir des perspectives économiques plus négatives que celles qui ont été estimées au 31 mars 2020. L'incidence de cette évolution des perspectives économiques sur la provision pour pertes de crédit attendues au cours du prochain trimestre est en cours d'évaluation.

Les scénarios macroéconomiques sélectionnés pour les fins du calcul de la provision pour pertes de crédit attendues incluent les intervalles de valeur suivants sur l'horizon de projection pour les variables les plus significatives sur les paramètres de risque de crédit :

	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période prévisionnelle restante	12 prochains mois	Période prévisionnelle restante	12 prochains mois	Période prévisionnelle restante
Au 31 mars 2020						
Variables macroéconomiques⁽¹⁾						
Produit intérieur brut (variation annualisée)	1,8 %	1,7 %	3,2 %	2,1 %	(1,3) %	1,3 %
Taux de chômage (moyenne)	6,5 %	4,8 %	5,1 %	3,8 %	8,8 %	6,9 %
Indice des prix à la consommation (variation annualisée)	1,2 %	2,0 %	3,7 %	2,6 %	(0,5) %	1,0 %
Prix des maisons (variation annualisée)	(0,8) %	2,9 %	12,9 %	2,4 %	(6,6) %	0,2 %
Écart de financement corporatif ⁽²⁾ (moyenne)	192 p.b.	121 p.b.	124 p.b.	90 p.b.	231 p.b.	147 p.b.
Indice boursier S&P/TSX ⁽²⁾ (variation annualisée)	26,9 %	8,6 %	39,0 %	9,2 %	(1,0) %	9,3 %

⁽¹⁾ Toutes les variables macroéconomiques sont relatives à l'économie québécoise, sauf indication contraire.

⁽²⁾ Variables macroéconomiques relatives à l'économie canadienne.

NOTE 5 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT (suite)

DONNÉES ET HYPOTHÈSES CLÉS (suite)

	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	12 prochains mois	Période prévisionnelle restante	12 prochains mois	Période prévisionnelle restante	12 prochains mois	Période prévisionnelle restante
Au 31 décembre 2019						
Variables macroéconomiques⁽¹⁾						
Produit intérieur brut (variation annualisée)	1,3 %	1,5 %	2,3 %	1,9 %	(1,0) %	1,3 %
Taux de chômage (moyenne)	4,5 %	4,5 %	4,1 %	3,5 %	6,1 %	7,1 %
Indice des prix à la consommation (variation annualisée)	1,9 %	1,7 %	3,8 %	2,6 %	(1,9) %	1,5 %
Prix des maisons (variation annualisée)	1,5 %	0,7 %	6,3 %	1,9 %	(5,8) %	(0,4) %
Écart de financement corporatif ⁽²⁾ (moyenne)	124 p.b.	125 p.b.	94 p.b.	87 p.b.	173 p.b.	157 p.b.
Indice boursier S&P/TSX ⁽²⁾ (variation annualisée)	4,7 %	2,9 %	9,9 %	7,6 %	(25,8) %	8,6 %

⁽¹⁾ Toutes les variables macroéconomiques sont relatives à l'économie québécoise, sauf indication contraire.

⁽²⁾ Variables macroéconomiques relatives à l'économie canadienne.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DE LA PROVISION POUR PERTES DE CRÉDIT SUR LES PRÊTS NON DÉPRÉCIÉS

Scénarios

Le montant de la provision pour pertes de crédit attendues dépend de la probabilité d'occurrence associée à chaque scénario. Le tableau suivant compare la provision pour pertes de crédit au titre des prêts et éléments hors bilan non dépréciés à la date de clôture, qui tient compte de la pondération probabiliste des trois scénarios, avec la provision pour pertes de crédit qui serait obtenue si une pondération de 100 % était attribuée à chaque scénario individuellement.

	Provision pour pertes de crédit sur les prêts et éléments hors bilan non dépréciés	
	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Selon l'IFRS 9	647 \$	452 \$
Pondération de 100 % attribuée au scénario :		
De base	605 \$	444 \$
Optimiste	456	418
Pessimiste	779	486

Transferts entre les étapes

Le tableau suivant compare la provision pour pertes de crédit au titre des prêts et éléments hors bilan non dépréciés à la date de clôture avec la provision pour pertes de crédit qui serait obtenue si tous les prêts non dépréciés avaient été inclus à l'étape 1 du modèle de dépréciation.

	Provision pour perte de crédit sur les prêts et éléments hors bilan non dépréciés	
	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Selon l'IFRS 9	647 \$	452 \$
Si la totalité des prêts et éléments hors bilan non dépréciés étaient inclus à l'étape 1	588 \$	429 \$

NOTE 6 – INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

OBLIGATIONS SÉCURISÉES

En vertu de son programme d'obligations sécurisées, le Mouvement Desjardins émet des titres de créances garantis par un bloc de prêts hypothécaires. Une entité structurée est en place afin de garantir les paiements de capital et d'intérêts dus aux détenteurs des obligations sécurisées émises par le Mouvement Desjardins. Les opérations de cette entité sont incluses dans les états financiers combinés de ce dernier, puisqu'il en détient le contrôle. Le Mouvement Desjardins a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à cette entité et lui a accordé du financement afin de faciliter l'acquisition de ces actifs. Le financement accordé par le Mouvement Desjardins peut atteindre un montant maximal équivalant à l'encours des prêts détenus par cette entité aux fins de la garantie des émissions d'obligations sécurisées. Le Mouvement Desjardins dispose d'un accès restreint aux actifs appartenant légalement à cette entité structurée selon les termes des conventions applicables à chacune des émissions. Les actifs, d'un montant de 10 392 M\$ au 31 mars 2020 (6 567 M\$ au 31 décembre 2019), sont présentés au poste « Prêts – Hypothécaires résidentiels » du bilan combiné, tandis que les obligations sécurisées, d'un montant de 6 052 M\$ au 31 mars 2020 (5 654 M\$ au 31 décembre 2019), sont présentées au poste « Dépôts – Entreprises et gouvernements » du bilan combiné.

NOTE 7 – DÉPÔTS

Les dépôts se composent de dépôts à vue, de dépôts à préavis et de dépôts à terme. Les dépôts à vue sont des dépôts portant intérêt ou non, constitués principalement des comptes dotés du privilège de chèques, et pour lesquels le Mouvement Desjardins n'a pas le droit d'exiger un préavis de retrait. Les dépôts à préavis sont des dépôts portant intérêt, constitués principalement des comptes d'épargne, et pour lesquels le Mouvement Desjardins peut légalement exiger un préavis de retrait. Les dépôts à terme sont des dépôts portant intérêt, constitués principalement des comptes de dépôt à terme fixe, des certificats de placement garanti ou d'autres instruments du même type dont les termes varient généralement d'un jour à 10 ans, et qui viennent à échéance à une date prédéterminée.

Le tableau ci-dessous présente la composition des dépôts :

	Au 31 mars 2020				Au 31 décembre 2019			
	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme	Total	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme	Total
Particuliers	53 480 \$	4 113 \$	56 255 \$	113 848 \$	52 374 \$	3 787 \$	55 504 \$	111 665 \$
Entreprises et gouvernements	36 629	360	54 056	91 045	30 947	427	50 182	81 556
Institutions de dépôts	503	-	99	602	528	-	169	697
	90 612 \$	4 473 \$	110 410 \$	205 495 \$	83 849 \$	4 214 \$	105 855 \$	193 918 \$

NOTE 8 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le tableau suivant présente les principaux éléments du poste « Cumul des autres éléments du résultat global » (nets d'impôts) :

	Au 31 mars 2020		Au 31 décembre 2019	
	Part revenant au Groupe	Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	Part revenant au Groupe	Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat				
Gains nets non réalisés sur les titres d'emprunt classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	258 \$	3 \$	112 \$	1 \$
Gains (pertes) nets non réalisés liés à l'ajustement de l'approche par superposition pour les actifs financiers des activités d'assurance	(241)	(19)	132	6
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	455	-	(34)	-
Gains nets de change non réalisés sur conversion d'un investissement net dans un établissement à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture	3	-	1	-
Cumul des autres éléments du résultat global	475 \$	(16) \$	211 \$	7 \$

⁽¹⁾ Tiennent compte d'une provision pour pertes de crédit de 9 M\$ au 31 mars 2020 (3 M\$ au 31 décembre 2019) sur les valeurs mobilières classées à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

NOTE 9 – GESTION DU CAPITAL

L'objectif du Mouvement Desjardins en matière de gestion du capital est d'assurer le maintien de fonds propres suffisants et de qualité afin de se donner une marge de manœuvre pour son développement, de maintenir des cotes de crédit avantageuses et de garder la confiance de ses déposants et des marchés financiers.

Les ratios de fonds propres du Mouvement Desjardins sont calculés selon la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base pour les coopératives de services financiers (ligne directrice) émise par l'AMF et tiennent compte des mesures d'allègement applicables, instaurées par l'AMF en réaction à la pandémie de COVID-19.

Désigné comme une institution financière d'importance systémique intérieure par l'AMF, le Mouvement Desjardins est assujéti à un supplément de fonds propres de 1,0 % et doit maintenir un ratio minimal de fonds propres de la catégorie 1A de 8,0 %. De plus, son ratio de fonds propres de la catégorie 1 et son ratio du total des fonds propres doivent respectivement être supérieurs à 9,5 % et à 11,5 %. Par ailleurs, l'AMF exige que le Mouvement Desjardins respecte un ratio de levier financier minimal de 3,5 %.

Au 31 mars 2020, le Mouvement Desjardins respecte les exigences réglementaires de l'AMF relatives aux ratios de fonds propres et au ratio de levier.

Le tableau qui suit présente le solde des fonds propres réglementaires, les actifs pondérés en fonction des risques ainsi que les ratios de fonds propres du Mouvement Desjardins :

(en millions de dollars et en pourcentage)	Au 31 mars 2020	Au 31 décembre 2019
Fonds propres		
Fonds propres de la catégorie 1A	25 734 \$	24 549 \$
Fonds propres de la catégorie 1	25 734	24 549
Total des fonds propres	25 734	24 549
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres		
Risque de crédit	97 894	94 799
Risque de marché	2 368	3 095
Risque opérationnel	13 109	13 021
Total des actifs pondérés en fonction des risques avant le plancher des APR⁽¹⁾	113 371	110 915
Plancher des APR	2 550	2 946
Total des actifs pondérés en fonction des risques	115 921 \$	113 861 \$
Ratios et exposition du ratio de levier		
Fonds propres de la catégorie 1A	22,2 %	21,6 %
Fonds propres de la catégorie 1	22,2	21,6
Total des fonds propres	22,2	21,6
Levier	9,2	8,0
Exposition du ratio de levier	278 499 \$	280 322 \$

⁽¹⁾ Conformément à la ligne directrice mise à jour au cours du 1^{er} trimestre 2019, le plancher d'APR est défini en vertu des approches standards présentés dans cette ligne directrice.

NOTE 10 – REVENU NET D'INTÉRÊTS ET REVENUS (PERTES) NETS DE PLACEMENT

REVENU NET D'INTÉRÊTS

Le tableau suivant présente la ventilation du revenu net d'intérêts en fonction du classement des actifs et passifs financiers :

	Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	
	2020	2019
Revenu d'intérêts sur les actifs financiers		
Au coût amorti	1 964 \$	1 882 \$
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	100	94
À la juste valeur par le biais du résultat net	1	7
	2 065	1 983
Frais d'intérêts sur les passifs financiers		
Au coût amorti	691	719
	1 374 \$	1 264 \$

REVENUS (PERTES) NETS DE PLACEMENT

Le tableau suivant présente la ventilation des revenus et pertes de placement en fonction du classement des actifs et passifs financiers :

Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	2020			2019		
	Produits et frais d'intérêts	Gains (pertes) de juste valeur et autres	Total	Produits et frais d'intérêts	Gains (pertes) de juste valeur et autres	Total
Revenus (pertes) nets de placement sur les actifs et passifs financiers						
Classés à la juste valeur par le biais du résultat net	58 \$	(744) \$	(686) \$	64 \$	360 \$	424 \$
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	139	(200)	(61)	131	877	1 008
Classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	35	107	142	35	3	38
Au coût amorti et autres	32	117	149	33	16	49
	264 \$	(720) \$	(456) \$	263 \$	1 256 \$	1 519 \$

NOTE 11 – INFORMATION SECTORIELLE

RÉSULTATS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats financiers du Mouvement Desjardins par secteurs d'activité :

	Particuliers et Entreprises		Gestion de patrimoine et Assurance de personnes		Assurance de dommages		Autres		Combiné	
Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Revenu net d'intérêts	1 239 \$	1 143 \$	3 \$	3 \$	- \$	- \$	132 \$	118 \$	1 374 \$	1 264 \$
Primes nettes	-	-	1 217	1 197	1 377	1 184	(72)	(64)	2 522	2 317
Autres revenus	622	656	278	1 476	85	123	(159)	(172)	826	2 083
Revenu total	1 861	1 799	1 498	2 676	1 462	1 307	(99)	(118)	4 722	5 664
Dotation à la provision pour pertes de crédit	319	108	2	-	-	-	3	1	324	109
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	-	-	1 041	2 019	1 042	1 101	-	(2)	2 083	3 118
Frais autres que d'intérêts	1 259	1 231	524	492	330	307	(100)	(111)	2 013	1 919
Excédents d'exploitation	283	460	(69)	165	90	(101)	(2)	(6)	302	518
Impôts sur les excédents	70	119	(28)	32	17	(20)	(42)	(14)	17	117
Excédents avant ristournes aux membres⁽¹⁾	213	341	(41)	133	73	(81)	40	8	285	401
Ristournes aux membres nettes de l'impôt recouvré	57	57	-	-	-	-	-	-	57	57
Excédents nets de la période après ristournes aux membres	156 \$	284 \$	(41) \$	133 \$	73 \$	(81) \$	40 \$	8 \$	228 \$	344 \$
dont :										
Part revenant au Groupe	156 \$	284 \$	(41) \$	133 \$	60 \$	(78) \$	40 \$	8 \$	215 \$	347 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	13	(3)	-	-	13	(3)

⁽¹⁾ Pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars 2020 et 2019, la part revenant au Groupe des « Excédents avant ristournes aux membres » est respectivement de 213 M\$ et de 341 M\$ pour le secteur Particuliers et Entreprises, de (41) M\$ et de 133 M\$ pour le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes, de 60 M\$ et de (78) M\$ pour le secteur Assurance de dommages et de 40 M\$ et de 8 M\$ pour la rubrique Autres.

ACTIFS SECTORIELS

	Particuliers et Entreprises	Gestion de patrimoine et Assurance de personnes	Assurance de dommages	Autres	Combiné
Au 31 mars 2020	254 709 \$	45 146 \$	13 571 \$	13 493 \$	326 919 \$
Au 31 décembre 2019	245 118 \$	48 072 \$	13 860 \$	5 946 \$	312 996 \$

INFORMATION GÉNÉRALE

Mouvement Desjardins

100, rue des Commandeurs
Lévis (Québec)
G6V 7N5 Canada
Téléphone : 514 281-7000
www.desjardins.com

The English version of this quarterly
report is available upon request.